CRC-113
2026-05-26
G. Côté

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Votre gouvernement

Québec

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
1	Pour 2025-2026, indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées : a. Par région b. Par type de service c. Par tranche d'âges (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
2	Pour l'année 2025-2026, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif / taux de couverture. Effectuer une ventilation : a. Par région et par territoire de BC b. Par type de service c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
3	Indiquer le nombre d'enfants en service de garde éducatif au 31 décembre 2025 et au 31 mars 2026. Effectuer une ventilation : a. Par région b. Par type de service c. Par tranche d'âges (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
4	Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et 2025-2026. a. Par région b. Par type de service de garde éducatif. Ventiler garderies privées subventionnées et non- subventionnées c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
5	Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et 2025-2026. a. Par région b. Par type de service de garde éducatif. Ventiler garderies privées subventionnées et non- subventionnées c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
6	Indiquer le nombre d'enfants 0-5 ans non-rejoints (qui ne sont pas dans les services de garde éducatifs) en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) c. Au total.
7	Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
8	Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Le nombre de place
9	La liste de tous les services de garde éducatifs ayant fermé en 2025-2026, en indiquant : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
10	Le nombre de région qui auront un taux de couverture inférieur à 100% selon les prévisions du MFA en 2027.
11	Le nombre de places manquantes à travers le réseau en 2027 selon les prévisions du MFA.
12	Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au guichet unique : a. Par région b. Type de service c. Par tranche d'âge d. Total
13	Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme admissible à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique : a. Par région b. Type de service c. Par tranche d'âge d. Total
14	Le nombre d'enfants sur la liste d'attente depuis 2023 ventilé par mois. Pour chaque mois préciser: a. Le nombre d'enfants nés de parents issus de l'immigration b. Le nombre d'enfants nés hors Québec.
15	Décrivez les travaux déjà effectué et l'échéancier pour la mise en place du guichet unique.
16	Les appels d'offres et les offres reçu pour l'aspect informatique de la mise en place du guichet unique.
17	Les couts associés à la contestation du jugement de la cour supérieur sur l'accessibilité aux services de gardes par les enfants demandeurs d'asiles.
18	Le nombres d'enfants demandeurs d'asile ayant eu accès à une place subventionnées en 2025-2026 et les coûts associés.
19	Indiquer le nombre de responsables de service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par territoire de BC c. Au total.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
20	Indiquer pour les années 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 et par région : a. Le nombre de places accordées à des RSGE en milieu familial b. Le nombre de places remises aux bureaux coordonnateurs en milieu familial c. Le nombre de nouvelles RSGE d. Le nombre de RSGE qui ont fermé leur milieu e. Le nombre de RSGE non subventionnées
21	Indiquer pour le projet-pilote de la garde en communauté, depuis son lancement et par région : a. Le nombre de projets accordées b. Le nombre de places totales accordées c. Le nombre de places en service d. Le nombre de milieux qui ont fermés
22	Indiquer le nombre de places octroyées en lien avec Instruction aux BC n° 5 – Optimisation de l'utilisation des places et demande de places additionnelles, par région : a. Le nombre de demandes déposées b. Le nombre de demandes acceptées c. Au total
23	Indiquer le nombre d'enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
24	Indiquer les jours d'occupation pour les enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. La moyenne des jours par service de garde éducatif e. Au total
25	Indiquer le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes retenues pour l'allocation d'intégration en service de garde éducatif (AISG) pour les années 2024-2025 et 2025- 2026 : a. Par région b. Par type de services de garde éducatifs; c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
26	Indiquer le montant des subventions accordées à l'intégration en service de garde éducatif (AISG) pour les années 2024-2025 et 2025- 2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
27	Indiquez les services de garde éducatifs qui ont eu droit à une dérogation de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* ou du *Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance* en indiquant : a. le nom du service de garde éducatif b. le type de service de garde éducatif (CPE, garderie privée, milieu familial) c. la région d. l'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation e. la raison de cette dérogation f. la date de la fin de la dérogation
28	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite de l'expulsion ou d'un refus d'accueil d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde éducatif : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Total
29	Concernant les comités consultatifs qui traitent les demandes de MES pour les années 2024-2025 et 2025-2026, par région : a. Combien de rencontres ont été tenues b. Combien de dossiers analysés c. Quels sont les délais de traitement des dossiers d. Le nombre total d'heures qu'ils ont recommandées
30	Indiquer le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes retenues pour la mesure exceptionnelle de soutien (MES) pour les années 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de services de garde éducatifs c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
31	Indiquer le nombre d'heures demandées et le nombre d'heures accordées pour la mesure exceptionnelle de soutien (MES) pour les années 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de services de garde éducatifs c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Par dossier e. Au total
32	Indiquer le nombre d'enfants ayant bénéficié de la Mesure exceptionnelle de soutien, en 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
33	Indiquer le total des jours d'occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs grâce à la mesure exceptionnelle de soutien, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
34	Indiquer le montant versé dans le cadre de la Mesure exceptionnelle de soutien pour les années 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
35	Indiquer le nombre d'enfants exempté de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
36	Indiquer le total des jours d'occupation des enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
37	Combien d'installations ont déclaré des enfants exemptés de la contribution parentale, et qui ont atteint le seuil de 8% nécessaire pour obtenir l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
38	Combien d'installations ont déclaré des enfants exemptés de la contribution parentale, sans atteindre leur seuil de 8% nécessaire pour obtenir l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
39	Indiquer le montant des subventions accordées pour l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire pour les années 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d. Au total
40	Indiquer le nombre de service de garde éducatif ayant signé une entente pour des places protocoles en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Nombre de places réservées d. Nombre de places utilisées e. Taux d'occupation des places f. Indiquer la variation entre 2024-2025 et 2025-2026 des places disponibles

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
41	Indiquez le nombre et le type de plaintes reçues pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
42	Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
43	Indiquez le nombre d'enquêtes menées en lien avec les pratiques inappropriées (5.2 et 5.3) avant entrée en vigueur de la loi 6 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
44	Indiquez le nombre et le type d'infractions qui font aussi l'objet de pénalités administratives pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. À combien s'élèvent les montants de ces pénalités d. Combien de dossiers sont en contestation e. Au total
45	Indiquer le nombre d'inspections pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
46	Indiquez le nombre d'inspections réalisées à la suite d'une plainte pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
47	Indiquer le nombre de services de garde éducatif qui ont dû soumettre un plan de redressement à la suite d'une inspection : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
48	Indiquer le nombre et le type d'enquêtes (motifs de l'enquête) pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
49	Indiquez le nombre d'enquêtes réalisées à la suite d'une plainte pour 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
50	Le nombre de garderies illégales découvertes à la suite d'une plainte ou d'une inspection du MFA : a. Par région b. Nombre de places par garderie et total des places
51	Parmi les garderies déclarées illégales : a. Combien se sont conformés à la Loi en 2025-2026 b. Par région c. Nombres de garderie et nombre de places définitivement fermées

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
52	Parmi les milieux familiaux non-régis (PNR), par région : a. Combien de plaintes ont été reçues à leur endroit b. Quels sont les sujets de ces plaintes?
53	Indiquer le nombre d'inspecteurs au Ministère pour les cinq dernières années (2022-2026).
54	Indiquer le nom des garderies ou des projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateur ou de propriétaire et qui ont présenté une nouvelle demande de permis en 2025-2026.
55	Indiquer le nombre de CPE, de bureaux coordonnateurs et de garderies privées subventionnées ayant enregistré un déficit d'opération, incluant le déficit moyen par entité, en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.
56	Indiquez les sommes utilisées du volet A dans le cadre de l'Allocation pour le redressement financier.
57	Indiquez les sommes utilisées du volet B dans le cadre de l'Allocation pour le redressement financier.
58	Indiquez les sommes inutilisées de l'Allocation pour le redressement financier, volets A et B.
59	Indiquez le nombre de CPE qui ont eu droit à l'Allocation pour le redressement financier en 2025-2026.
60	Indiquez le nombre de BC qui ont eu droit à l'Allocation pour le redressement financier en 2025-2026.
61	Indiquer le nombre de CPE, de bureaux coordonnateurs et de garderies privées subventionnées ayant enregistré un surplus d'opération, incluant le surplus moyen par entité, en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.
62	Indiquer les actifs nets affectés et non affectés (CPE et bureaux coordonnateurs) et les bénéfices non répartis (BNR) en moyenne des garderies privées subventionnées en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.
63	Indiquer le budget accordé pour le maintien des infrastructures pour 2024-2034 et la ventilation par année.
64	Combien de services de garde éducatifs sont propriétaires et combien sont locataires? a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
65	Combien de baux feront l'objet d'un renouvellement en 2026-2027? a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
66	Combien de services de garde éducatifs en cours de réalisation seront propriétaires et combien seront locataires? a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
67	Faire un état de situation concernant les projets en immobilisation et le maintien des actifs prévu pour 2026-2027, ainsi que la liste de toutes les sommes qui y seront allouées : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
68	Ventiler annuellement les sommes annoncées dans le PQI 2025-2035, pour les centres de la petite enfance et fournir les détails de la mesure.
69	Concernant la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure (SPII), indiquer, pour l'année 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif : a. Le nombre de projets déposés b. Le nombre de projets acceptés c. Le montant des subventions accordées
70	Concernant la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure pour le maintien des infrastructures (rénovations) (SPII), indiquer, pour l'année 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif : a. Le nombre de projets déposés b. Le nombre de projets acceptés c. Le montant des subventions accordées d. Les travaux reliés
71	Indiquez les enveloppes accordées dans le programme de financement des infrastructures (PFI) pour le maintien des infrastructures en 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif : a. La hauteur des montants accordés b. Les travaux reliés
72	Indiquer les sommes disponibles pour le SPII (verdissement), depuis les 5 dernières années : a. Par année
73	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2025-2026 et la liste des dépenses abolies en conséquence.
74	Indiquez les dépenses du ministère pour identifier les enfants de 0 à 5 ans qui ne fréquentent aucun service éducatif, en 2025-2026.
75	Pour les CPE, indiquer : a. Le coût de développement des places en 2025-2026 b. Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026 c. L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) d. L'indexation liée à l'augmentation des échelles salariales e. L'indexation liée à l'augmentation des dépenses non salariales.
76	Pour les garderies privées subventionnées, indiquer : a. Le coût de développement des places en 2025-2026 b. Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026 c. L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale)

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
77	Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer : a. L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) b. L'indexation liée à l'augmentation des échelles salariales c. L'indexation liée à l'augmentation des dépenses non salariales d. L'indexation liée à l'augmentation de la rétribution des RSGE
78	Indiquer le nombre de places et le budget accordé au 31 mars 2025 et 2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total
79	Sur les 200 M$ d'incitatifs offerts pour promouvoir la garde en milieu familial régie et subventionnée, ventiler les sommes utilisées en 2025-2026, par région et au total : a. Par incitatif i. Montant forfaitaire de 3 500 $ pour soutenir les personnes qui ont déposé une demande de reconnaissance ii. Soutien financier pouvant atteindre 6 000 $ sera offert aux RSGE qui offriront neuf places
80	Indiquer le nombre de RSGE qui se sont prévalues d'un des incitatifs proposés pour la garde en milieu familial régie a. Par région b. Par incitatif i. Montant forfaitaire de 3 500 $ pour soutenir les personnes qui ont déposé une demande de reconnaissance; ii. Ventilez ce nombre entre les RSGE qui offrent des places subventionnées et les RSGE qui offrent des places non-subventionnées. iii. Soutien financier pouvant atteindre 6 000 $ sera offert aux RSGE qui offriront neuf places c. Au total
81	Indiquer le nombre d'heures supplémentaires en service de garde éducatif : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Le nombre d'heures supplémentaires totales d. Le coût
82	La liste des garderies privées non subventionnées ayant fermées, ayant été délocalisées ou ayant déménagées en 2025-2026. La liste doit inclure le nom des installations, le nombre de places et leur adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement.
83	Indiquer le nombre de comités de parents dans les garderies (privées subventionnées et privées non-subventionnées).
84	Pour les garderies à but lucratif, indiquer pour 2025-2026, par région : a. Le nombre de demandes de permis b. Le nombre de permis émis c. Le nombre de places accordées d. Au total
85	Indiquer le processus et les critères d'attribution des places dans les garderies non subventionnées.
86	Indiquer l'état des besoins et des priorités concernant la garde non subventionnée.
87	Indiquer les critères d'admissibilité et d'évaluation relatifs aux demandeurs de places ou de permis pour la garde non subventionnée.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
88	Indiquer les détails de la reddition de comptes exigée aux garderies non subventionnées.
89	Indiquer le coût moyen par jour chargé pour une place en garderie non-subventionnée : a. Par région
90	Indiquer le nombre de conseillers au développement, par région administrative, pour 2024-2025 et 2025-2026.
91	Indiquer le nombre de dossiers qui ont été analysés par le bureau d'accélération des projets pour les années 2024-2025, 2025-2026 : a. Nombre de dossiers déposés b. Nombre de dossiers analysés c. Par type de service d. Par région e. Au total
92	Pour l'année 2025-2026, indiquer les prévisions quant au nombre de places en développement à atteindre au 31 mars 2026 : a. Par mois b. Par région c. Par type de service de garde éducatif
93	Indiquer le nombre de fois qu'une enveloppe de financement exceptionnelle a été utilisée dans un projet de développement pour les années 2024-2025, 2025-2026. a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Indiquer les montants octroyés par cette mesure
94	Combien d'installations temporaires ont été créées depuis la mise en place de l'initiative, où sont-elles situées et quels sont les coûts de cette initiative?
95	Quels sont, en nombre et en proportion, les objectifs de création de place du MFA pour 2026-2027 en : a. CPE b. Milieux familiaux c. Garderie privées subventionnées
96	Pour les années 2021-2025, indiquer le nombre de places récupérées: a. Par région b. Par territoire de BC c. Par type de service de garde éducatif d. Les raisons de la récupération
97	La liste des services de garde éducatifs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025, 2025-2026 : a. Par région b. Par territoire de BC c. Par type de service d. Les raisons du retour des places e. Nombre de places retournées
98	Indiquez le nombre de places converties en milieu subventionnés depuis 2021 : a. Vers quel type de service de garde éducatif b. Quels sont les critères d'évaluation pour la conversion des places c. Ventilez les places converties par région

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
99	Parmi les garderies converties, lesquelles étaient : a. Locataires b. Propriétaires
100	Indiquer les sommes du PQI réservées pour la conversion des places.
101	En regard du projet-pilote de conversion vers les CPE, donnez une mise à jour du projet-pilote : a. Combien de places visées b. Combien de places réalisées c. Par région d. Échéancier de conversion prévu
102	Indiquer quelles sont les cibles de l'opération « main d'œuvre » du ministère de la Famille et leur taux de complétion.
103	Indiquez les sommes dépensées pour les différentes campagnes de valorisation de la profession depuis 2021.
104	Indiquer le nombre de postes (ETC) pour 2024-2025 et pour 2025-2026 ainsi que le nombre de postes vacants, par type de service de garde éducatif et par région, incluant les bureaux coordonnateurs : a. Personnel éducateur qualifié b. Personnel éducateur non qualifié c. Personnel éducateur spécialisé d. Commis-comptable e. Secrétaire-comptable f. Secrétaire g. Cuisinier et responsable de l'alimentation h. Préposé à l'entretien ménager i. Conseiller pédagogique j. Gestionnaire de niveau 1 k. Gestionnaire de niveau 2 l. Gestionnaire de niveau 3 m. Aide-éducatrice n. Agent de soutien pédagogique o. Agent de conformité

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
105	Indiquer le salaire moyen versé pour 2024-2025 et 2025-2026, selon les rapports financiers, pour chacun des postes suivants et pour chaque type de service de garde éducatif, incluant les bureaux coordonnateurs : a. Personnel éducateur qualifié b. Personnel éducateur non qualifié c. Personnel éducateur spécialisé d. Commis-comptable e. Secrétaire-comptable f. Secrétaire g. Cuisinier et responsable de l'alimentation h. Préposé à l'entretien ménager i. Conseiller pédagogique j. Gestionnaire de niveau 1 k. Gestionnaire de niveau 2 l. Gestionnaire de niveau 3 m. Aide-éducatrice n. Agent de soutien pédagogique o. Agent de conformité
106	Pour les années, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, indiquer la proportion du nombre d'éducatrices qualifiées et non-qualifiées : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif, incluant les garderies privées non-subventionnées
107	Pour les années 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, indiquer les sommes récupérées par le barème du seuil de performance (atteinte du taux de qualification) : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif, incluant les garderies privées non-subventionnées
108	Indiquez le nombre de service de garde éducatif qui respecte le ratio 1 sur 2 d'éducatrices qualifiées pour l'année 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
109	Indiquer le nombre de bris de service constatés a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par motif de fermeture d. Le nombre d'heures au total e. Le nombre de jours fermés dû à un bris de service
110	Indiquez le nombre de fermeture dues à des cas de forces majeures (ex : manque d'électricité) : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total d. Les sommes imputées à ce type de fermeture

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
111	Faire le portrait de l'utilisation des services de remplacement dans le réseau sur une période de 5 ans (2021-2026). Par région et par type de service de garde éducatif : a. Nombre d'heures b. Montants associés c. Taux horaire moyen utilisé
112	Indiquer le taux de roulement depuis les 5 dernières années : a. En CPE b. En garderies subventionnées c. En garderies non-subventionnées d. Au ministère de la Famille
113	Indiquer les raisons des départs des employées telles que documentées dans le rapport d'activités de 2024-2025 et 2025-2026 : a. En CPE b. En garderies subventionnées c. En garderies non-subventionnées
114	Indiquer le nombre d'absences d'invalidité gérés par l'assureur dont le MFA est le preneur de contrat : a. Nombre de réclamations reçues b. Nombre de réclamations acceptées c. Durée des absences d. Motifs des absences e. Total des indemnités accordées
115	Indiquer l'âge moyen de la retraite en CPE/BC en 2024-2025 et 2025-2026.
116	Indiquer l'âge moyen des employés en 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par catégorie d'emploi b. Par type de service de garde éducatif, incluant les bureaux coordonnateurs
117	Des 1,2M$ de crédits accordés pour la prime salariale pour les retraités, combien ont été utilisé en 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif
118	Évaluer les retomber du programme jeune explorateur dans les écoles et les retombés de celui-ci sur le recrutement du personnel éducateur.
119	Indiquez combien de personnes qui ont suivies le programme parcours travail-étude (COUD/Rac96) : a. Sont en poste actuellement b. Par type de service de garde éducatif
120	Indiquer le nombre d'évaluations menées pour les années 2024-2025 et 2025-2026 : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Par phase (1 ou 2 de l'évaluation) d. Par grosseur d'installation e. Au total

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
121	Indiquer le nombre de milieux qui ont été évalués deux fois pour les années 2024-2025, 2025-2026 : a. Par phase (1 ou 2 de l'évaluation) b. Par région c. Par type de service de garde éducatif d. Au total
122	Indiquer les résultats de l'évaluation de la qualité pour les années 2024-2025, 2025-2026 : a. Par taux d'atteinte des seuils minimaux b. Par région c. Par type de service de garde éducatif d. Par phase d'évaluation e. Par critère d'évaluation
123	Indiquer les sommes octroyées à la firme Servir plus pour les contrats de l'évaluation de la qualité, phase 1 et 2.
124	Extraire des rapports d'évaluation de la qualité les éléments de la qualité structurelle et des facteurs associés : a. Nombre de rencontres du personnel annuel rémunérées b. Nombre d'heures mensuelles rémunérées allouées au personnel éducateur c. Par type de services de garde éducatifs
125	De quelle façon le ministère de la Famille compile des données sur la qualité alimentaire servie dans les SGÉÉ?
126	Indiquez le nombre d'employés provenant du recrutement international : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Issus de mission « Journée Québec »
127	Ventilez l'utilisation de la somme de 7 M$ annoncée pour le recrutement international.
128	Indiquer le nombre de SGE qui utilisent les services de traiteur : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Le nombre de jours utilisés d. Au total
129	Indiquer le nombre de service de garde éducatif qui ont une cuisine centralisée : a. Par région b. Par type de service de garde éducatif c. Au total.
130	Au sujet du plomb dans l'eau, sur le nombre de service de garde devant faire des modifications, par type de service : a. Combien ont fait les modifications demandées b. Combien n'ont pas encore fait les travaux demandés
131	Quelles mesures le ministère de la Famille a-t-il mises en place pour s'assurer que tous les services de garde concernés feront les modifications nécessaires pour éliminer le plomb dans leur installation?
132	Détaillez les budgets octroyés aux haltes-garderies, ainsi que le nombre de places offertes. Ventilez par régions administratives.
133	Le nombre de haltes-garderies administrée par un organisme communautaire.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
134	Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants syndicaux en 2025-2026.
135	Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants syndicaux en 2025-2026.
136	Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des garderies privées 2025-2026.
137	Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des garderies privées en 2025-2026.
138	Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des gestionnaires de CPE 2025-2026.
139	Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants des gestionnaires de CPE en 2025-2026.
140	Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des groupes de parents en 2025-2026.
141	Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants des groupes de parents en 2025-2026.
142	L'ensemble des ADS+ effectuées par le ministère.
143	Nombre d'employés (et pourcentage de l'effectif global) du ministère de la Famille détenant un statut d'immigration temporaire ou de demandeur d'asile (personne dont le NAS commence par 9), données ventilées par catégorie d'emploi, par type d'établissement, et par région : a. en date d'aujourd'hui b. au 31 décembre 2025 c. au 31 décembre 2024 d. au 31 décembre 2023 e. au 31 décembre 2022 f. au 31 décembre 2021 g. au 31 décembre 2020 h. au 31 décembre 2019
144	Nombre d'employés (et pourcentage de l'effectif global) du ministère de la Famille détenant le statut de résident permanent, données ventilées par catégorie d'emploi, par type d'établissement, et par région : a. en date d'aujourd'hui; b. au 31 décembre 2025; c. au 31 décembre 2024; d. au 31 décembre 2023; e. au 31 décembre 2022 f. au 31 décembre 2021 g. au 31 décembre 2020 h. au 31 décembre 2019
145	Nombre de personnes détenant un permis de RSG dont le numéro d'assurance sociale commence par 9.
146	Pour l'année 2025-2026, indiquer le nombre d'enfants en service de gardes dont un parent (a) détient un statut d'immigration permanent, (b) détient un statut d'immigration temporaire ou, (c) de demandeur d'asile (personne dont le NAS commence par 9).
147	Sur le coût des agences de placement et la main d'oeuvre indépendante, veuillez donner le détail des dépenses financières pour les CPE et les garderies subventionnées consacrée à ces ententes, veuillez indiquer le service (éducatrice, cuisine, entretien, etc.), par services de garde éducatif à l'enfance par région sociosanitaire pour 2025-2026.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
148	Sur le portail d'inscription aux services de garde : a. Veuillez donner les détails de son déploiement et les dépenses allouées à la conception et au fonctionnement du Portail b. Le nombre de fonctionnaire TI alloués à la mise en œuvre c. Préciser les bogues de l'algorithme et les corrections amenées, le nombre de plaintes provenant des directions des services de garde éducatif à l'enfance ou des parents et les motifs des plaintes d. Est-ce que le niveau de satisfaction des parents et des directions des services de garde éducatif à l'enfance a été étudié depuis la mise en oeuvre à l'automne 2025
Annexe A	Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE), au 31 mai 2025
Annexe B	Portrait du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) en 2025-2026, au 31 janvier 2026
Annexe C	Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026
Annexe D	Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-1

Pour 2025-2026, indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées :

a) par région;
b) par type de service;
c) par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-25, 36-47, 48-59 mois);
d) au total.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

Le nombre de places par type de service de garde, en fonction de l'âge des enfants, moins de 18 mois (poupons) et 18 mois et plus, est présenté dans l'annexe B « Portrait du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) en 2025-2026, au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-2

Pour l'année 2025-2026, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif / taux de couverture. Effectuer une ventilation :

a) Par région et par territoire de BC;
b) Par type de service;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Le déficit de places en services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), par territoires de bureaux coordonnateurs et par municipalité, se trouve dans le tableau de bord du Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-3

Indiquer le nombre d'enfants en service de garde éducatif au 31 décembre 2025 et au 31 mars 2026. Effectuer une ventilation :

a. Par région;
b. Par type de service éducatif;
c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois)
d. Au total.

Réponse

Selon les dernières données disponibles, au 31 mai 2025, 283 615 enfants âgés de 0 à 4 ans fréquentaient le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) reconnus selon le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE. Les données sont présentées dans l'annexe A « Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance au 31 mai 2025 ».

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-4

Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif, ventiler entre garderies privées subventionnées et non subventionnées;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles soient celles de 2024-2025.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d'âge.

Taux d'occupation des places dans les services de garde éducatifs par région administrative en 2024-2025[1]

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE) (%)	Responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (%)	Garderie subventionnée (GS) (%)
1. Bas-Saint-Laurent	96,4	88,7	99,2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	96,6	90,7	97,7
3. Capitale-Nationale	97,6	90,5	99,7
4. Mauricie	96,3	88,9	98,9
5. Estrie	97,0	87,8	105,3
6. Montréal	95,4	82,9	96,8
7. Outaouais	98,1	90,6	98,9
8. Abitibi-Témiscamingue	96,5	86,9	97,3
9. Côte-Nord	93,0	86,5	N.D.
10. Nord-du-Québec	94,4	65,8	N.D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	91,6	89,0	92,7
12. Chaudière-Appalaches	97,6	89,2	98,3
13. Laval	97,7	83,2	99,2
14. Lanaudière	96,2	89,8	98,7
15. Laurentides	96,8	90,0	99,8
16. Montérégie	97,5	88,5	98,7
17. Centre-du-Québec	98,6	90,9	97,4
Ensemble du Québec*	**96,7**	**87,9**	**98,4**

[1] Le taux peut dépasser 100 %, puisque certains services de garde éducatifs offrent de la garde à horaires non usuels (atypiques) le soir ou les fins de semaine, ce qui a pour conséquence d'augmenter le nombre total de jours d'occupation.

* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2024-2025 :

$$\frac{\textbf{Somme des jours d'occupation par des enfants à des services de garde éducatifs}}{\textbf{Nombre de places subventionnées annualisé x 261 jours}}$$

(Divisé par)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-4

Pour les RSGE, le taux d'occupation calculé représente la proportion des places annualisées des RSGE, en tenant compte des jours ouvrables des RSGE, considérant les 26 journées d'absence de prestation de services subventionnée par exercice financier :

Somme des jours d'occupation des enfants dans des services de garde éducatifs
(Divisé par)
Nombre annualisé de places subventionnées attribuées aux RSGE x 234 jours

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-5

Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde éducatifs pour 2024-2025 et 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif. Ventiler garderies privées subventionnées et non- subventionnées;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Le tableau suivant présente le taux de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance, par région administrative, pour 2024-2025 (données les plus récentes disponibles). Les données de 2025-2026 seront disponibles en décembre 2026.

Région administrative	2024-2025		
	Centre de la petite enfance (%)	Milieu familial (%)	Garderie subventionnée (%)
1. Bas-Saint-Laurent	78,56	85,36	76,46
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	76,42	83,22	79,34
3. Capitale-Nationale	79,00	84,28	81,30
4. Mauricie	76,12	83,86	80,01
5. Estrie	78,19	85,27	78,83
6. Montréal	79,88	85,75	83,40
7. Outaouais	79,34	84,23	82,77
8. Abitibi-Témiscamingue	76,53	83,27	82,27
9. Côte-Nord	73,71	81,63	N/A[1]
10. Nord-du-Québec	75,91	85,07	N/A[2]
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	76,64	82,05	97,52
12. Chaudière-Appalaches	78,18	85,70	81,19
13. Laval	78,97	86,12	84,10
14. Lanaudière	76,67	84,04	80,12
15. Laurentides	78,30	83,99	81,71
16. Montérégie	79,03	84,38	81,87
17. Centre-du-Québec	79,40	85,69	80,87
Ensemble du Québec *	**78,63**	**84,73**	**82,22**

***** Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions

N/A[1]. : Réception des RFA après la date limite des analyses; les informations seront disponibles en 2027.

N/A[2] : Non applicable, aucune donnée pour ces régions puisque les RSGE du Nord du Québec ne sont pas tenus de transmettre ses RFA au Ministère puisqu'elles font partie de l'administration régionale Kativik (ARK).

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents dans les services de garde éducatifs par rapport au nombre de jours d'occupation, soit les jours prévus à l'entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :

Total des jours de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance et au paiement de la contribution réduite

(Divisé par)

Total des jours d'occupation des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance et au paiement de la contribution réduite

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-5

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-6

Indiquer le nombre d'enfants 0-5 ans non rejoints (qui ne sont pas dans les services de garde éducatif) en 2024-2025 et 2025-2026:

a. Par région;
b. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
c. Au total.

Réponse

Les données sont présentées dans l'annexe A « Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance au 31 mai 2025 ». Les données disponibles sont fragmentées en fonction de l'âge (aux années) et ne sont pas réparties par région administrative.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-7

Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Les tableaux suivants présentent les plus récentes données disponibles soient celles de 2024-2025.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d'âge.

Nombre de jours d'occupation pour les enfants accueillis à temps partiel en 2024-2025

Région administrative	CPE	GS	MF	Total	Proportion jours à temps partiel sur le total des jours d'occupation (%)
1. Bas-Saint-Laurent	14 643	147	42 918	**57 708**	5,52
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	21 216	2 167	56 890	**80 273**	4,62
3. Capitale-Nationale	26 323	6 055	54 562	**86 940**	1,77
4. Mauricie	11 758	716	54 138	**66 612**	4,34
5. Estrie	23 694	3 251	73 857	**100 802**	3,24
6. Montréal	40 162	5 930	8 381	**54 473**	0,39
7. Outaouais	1 545	360	10 356	**12 261**	0,44
8. Abitibi-Témiscamingue	12 532	0	30 271	**42 803**	5,59
9. Côte-Nord	3 538	0	18 882	**22 420**	4,66
10. Nord-du-Québec	2 266	0	194	**2 460**	3,14
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 609	0	9 808	**11 417**	3,21
12. Chaudière-Appalaches	37 616	2 562	104 807	**144 985**	4,84
13. Laval	4 064	422	7 654	**12 140**	0,41
14. Lanaudière	19 705	3 929	39 972	**63 606**	1,71
15. Laurentides	21 491	699	51 290	**73 480**	1,88
16. Montérégie	29 722	5 078	86 608	**121 408**	1,20
17. Centre-du-Québec	17 271	2 246	50 700	**70 217**	3,79
Ensemble des régions	**289 155**	**33 562**	**701 288**	**1 024 005**	**1,81**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

En 2024-2025, une place à temps complet représente 261 jours d'occupation. Les enfants accueillis à temps partiel ont ainsi occupé l'équivalent de 3 923 places.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-7

Les places subventionnées des SGEE ne sont pas consacrées a priori à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel. Le ministère de la Famille ne fait donc pas de prévisions quant à l'utilisation des places par des enfants qui fréquentent les SGEE à temps partiel ou à temps complet.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-8

Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Le nombre de place.

Réponse

Vous pouvez consulter les données dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte#c286418

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-9

La liste de tous les services de garde éducatifs ayant fermé en 2025-2026, en indiquant :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, 38 services de garde éducatifs à l'enfance ont fermé, soit 36 garderies non-subventionnées (GNS) et deux garderies subventionnées (GS); aucune fermeture de CPE.

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Nombre de places -18 mois	Nombre de places 18 mois+	Nombre de places au total
3. Capitale-Nationale	GARDERIE MIKUENISS - PETITE PLUME	GS	5	33	38
3. Capitale-Nationale	L'ATELIER DE MENAUD	GNS	0	26	26
6. Montréal	GARDERIE ÉDUC. LA BOÎTE AUX 1000 MOTS	GNS	20	60	80
6. Montréal	ENFANCE POUR TOUS - GARDERIE UPPER LACHINE	GNS	10	70	80
6. Montréal	GARDERIE LE ROYAUME DES COCCINELLES INC.	GNS	10	10	20
6. Montréal	L'ILE DES PETITS	GNS	10	52	62
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE HARMONIE D'ENFANCE	GNS	0	3	3
6. Montréal	LES RASES MOQUETTE INC.	GNS	5	14	19
6. Montréal	GARDERIE MON PETIT UNIVERS D.V.	GNS	5	11	16
6. Montréal	ÉCOLE PASTEUR S.S.B.L.	GNS	0	37	37
6. Montréal	GARDERIE LASALLE DES PETITS	GNS	5	52	57
6. Montréal	GARDERIE BÉBÉ MIRACLE (BEAUBIEN) INC.	GNS	15	43	58
6. Montréal	L'ÉCHO DU COEUR INC.	GNS	10	70	80
6. Montréal	MONTESSORI ENFANTS DU SEIGNEUR	GNS	0	40	40
6. Montréal	GARDERIE GAN OR	GNS	20	60	80

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-9

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Nombre de places -18 mois	Nombre de places 18 mois+	Nombre de places au total
6. Montréal	MIEL ABEILLES GARDERIE ÉDUCATIVE	GNS	5	22	27
6. Montréal	MAISON KINDER MONTRÉAL	GNS	10	38	48
6. Montréal	LA MAISON DES ENFANTS MONTESSORI ST DENIS	GNS	0	24	24
6. Montréal	GARDERIE PRINCESSE SOFIA INC.	GNS	0	16	16
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE PETIT DADA	GNS	10	38	48
6. Montréal	GARDERIE YAVNÉ	GNS	8	14	22
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 3 INC.	GNS	10	31	41
6. Montréal	GARDERIE CALIN DOUX INC.	GNS	9	0	9
6. Montréal	MA PETITE ÉCOLE BEAUBIEN INC.	GNS	5	29	34
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LE PETIT CANETON (RIEL) INC.	GNS	0	24	24
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LILIBELLULES INC.	GNS	5	26	31
7. Outaouais	PRÉMATERNELLE/L'HÉRITAGE DU VIEUX-AYLMER	GNS	0	24	24
7. Outaouais	LES PETITS SOURIRES	GNS	0	29	29
8. Abitibi-Témiscamingue	GARDERIE EXPLORATEURS DU MONDE	GS	10	34	44
13. Laval	CARREFOUR DES POUPONS INC.	GNS	15	20	35
13. Laval	GARDERIE PARADIS DES LAURENTIDES INC.	GNS	10	32	42
14. Lanaudière	PRÉ-MATERNELLE LE BALUCHON INC.	GNS	0	44	44
15. Laurentides	ÉCOLE PRÉMATERNELLE LES PETITS CHARLEMAGNE INC.	GNS	0	20	20
16. Montérégie	GARDERIE GRANDIR C'EST MAGIQUE	GNS	10	62	72
16. Montérégie	GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.	GNS	0	47	47

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-9

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Nombre de places -18 mois	Nombre de places 18 mois+	Nombre de places au total
16. Montérégie	CENTRE RÉGIONAL DES ENFANTS DE VAUDREUIL-DORION	GNS	0	56	56
16. Montérégie	GARDERIE LILI-JEANNE	GNS	5	34	39
16. Montérégie	ACADÉMIE LES PETITS AMIS	GNS	15	65	80
Garderies subventionnées : 2 fermetures **Garderies non subventionnées : 36 fermetures**				**Total de places : 82** **Total de places : 1 470**	

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-10

Le nombre de régions qui auront un taux de couverture inférieur à 100 % selon les prévisions du MFA en 2027.

Réponse

Cette information se trouve dans le tableau de bord du modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en service de garde éducatif à l'enfance, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-11

Le nombre de places manquantes à travers le réseau en 2027 selon les prévisions du MFA.

Réponse

Cette information se trouve dans le tableau de bord du modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en service de garde éducatif à l'enfance, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-12

Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au Guichet unique

a) Par région;
b) Type de service;
c) Par tranche d'âge;
d) Total.

Réponse

Le Portail d'inscription aux services de garde (Portail) permet aux parents et aux services de gardes éducatifs à l'enfance (SGEE) de partager des informations concernant les besoins particuliers des enfants. Ces informations permettent aux parents de choisir le SGEE le plus adapté à leurs besoins et aux SGEE de combler des places selon une mission visant à prioriser l'admission d'enfants présentant des besoins particuliers ou encore de faciliter la planification de leur groupe en ayant un portrait juste des besoins des prochains enfants à admettre.

Lorsque le parent complète son inscription au Portail, il a la possibilité d'indiquer pour chacun de ses enfants, si son enfant a ou pas des besoins particuliers pour lesquels il a consulté ou envisagé consulter un professionnel de la santé. S'il répond par l'affirmative à cette première question, le parent sera ensuite invité à indiquer si un professionnel de la santé soupçonne ou a confirmé une des difficultés listées au Portail pour son enfant. Le parent n'est toutefois pas obligé de partager cette information.

Aux fins de la priorité d'admission « Enfants présentant des besoins particuliers », seuls les enfants pour qui une réponse positive est donnée aux questions ci-dessus sont considérés par le Portail pour être référés au SGEE qui soumet une offre de place sous cette priorité.

Le Ministère ne détient pas le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au Portail, car l'information dépend de l'auto-déclaration du parent au Portail et n'est pas nécessairement fiable. En effet, une telle donnée serait à utiliser avec vigilance puisqu'elle pourrait être erronée selon la compréhension et le jugement du parent qui répond aux questions au meilleur de ses connaissances et donc ne pas refléter la réalité.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-13

Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme admissible à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique

a) Par région;
b) Type de service;
c) Par tranche d'âge;
d) Total.

Réponse

Le nombre d'enfants inscrit sur les listes d'attentes au Portail, et admissibles à l'exemption de la contribution parentale, n'est pas disponible. Cette information est disponible seulement lors de l'admission d'un enfant dans un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE) puisque ce sont les SGEE qui ont la responsabilité d'administrer la contribution réduite. L'ECP est disponible pour les bénéficiaires des programmes suivants :

- Programme d'aide sociale;
- Programme de solidarité sociale;
- Programme objectif emploi;
- Programme de sécurité économique pour les chasseurs cris.

Les parents doivent remplir le formulaire « Demande d'admissibilité à la contribution réduite ou à l'exemption de son paiement » et fournir les preuves de leur statut à leur SGEE. L'information pour l'ECP est déclarée au moment de la saisie des ententes de service par le SGEE. Enfin, le Ministère recueille, dans le rapport financier annuel (RFA), les données sur les enfants ECP accueillis par les SGEE subventionnés.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-14

Le nombre d'enfants sur la liste d'attente depuis 2022 ventilé par mois. Pour chaque mois préciser :

a) Le nombre d'enfants nés de parents issus de l'immigration;
b) Le nombre d'enfants nés hors Québec.

Réponse

Le Ministère ne détient pas de donnée sur les enfants inscrits sur la liste d'attente selon qu'ils soient nés de parents issus de l'immigration ou nés hors Québec.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-15

Décrivez les travaux déjà effectués et l'échéancier pour la mise en place du guichet unique.

Réponse

Depuis le 1er décembre 2025, le Portail d'inscription aux services de garde (Portail) remplace le guichet unique La Place 0-5 ans. Le Portail est accessible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/portail-inscription/parents/acceder-parents

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-16

Les appels d'offres et les offres reçus pour l'aspect informatique de la mise en place du guichet unique.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-17

Les coûts associés à la contestation du jugement de la Cour supérieure sur l'accessibilité aux services de gardes par les enfants des demandeurs d'asiles.

Réponse

Aucun frais n'a été engagé pour les honoraires et la rémunération des avocats représentant le Procureur général du Québec (PGQ) dans cette affaire, puisque le PGQ est représenté par ses propres avocats, ceux-ci étant des employés de l'État. Les coûts sont donc assumés à même les crédits budgétaires du ministère de la Justice.

De son côté, le ministère de la Famille a assumé des coûts de 23 095,23 $ pour la préparation des documents, leur impression et leur transmission.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-18

Le nombres d'enfants demandeurs d'asile ayant eu accès à une place subventionnées en 2025-2026 et les coûts associés.

Réponse

Le Ministère ne détient pas de donnée sur le nombre d'enfants demandeurs d'asile ayant eu accès à une place subventionnée.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-19

Indiquer le nombre de responsables de service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) en 2024-2025 et en 2025-2026:

a) Par région;
b) Par territoire de BC
c) Au total.

Réponse

a) Les données sur les responsables de service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) et les places en milieu familial sont disponibles en ligne :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c254829

Nombre de personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (subventionnées ou non subventionnées), par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative	Nombre de RSGE
1. Bas-Saint-Laurent	397
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	556
3. Capitale-Nationale	995
4. Mauricie	456
5. Estrie	917
6. Montréal	1 635
7. Outaouais	611
8. Abitibi-Témiscamingue	261
9. Côte-Nord	133
10. Nord-du-Québec	8
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	157
12. Chaudière-Appalaches	944
13. Laval	594
14. Lanaudière	1 031
15. Laurentides	1 029
16. Montérégie	2 181
17. Centre-du-Québec	597
Ensemble des régions	**12 502**

Référence : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-19

b)

Nombre de RSGE (subventionnées ou non subventionnées) par territoire de bureau coordonnateur au 31 janvier 2026	
Territoire de bureau coordonnateur	**Nombre de RSGE**
1-01	38
1-02	40
1-03	98
1-04	54
1-05	26
1-06	54
1-07	51
1-08	36
2-01	112
2-02	60
2-03	1
2-04	54
2-05	61
2-08	268
3-01	28
3-02	45
3-03	55
3-04	116
3-05	37
3-06	34
3-07	14
3-08	108
3-09	80
3-10	109
3-11	55
3-12	99
3-13	104
3-14	111
4-01	81
4-02	177
4-03	84
4-04	23
4-05	28
4-06	19
4-07	44
5-01	48
5-02	42
5-03	30
5-04	36
5-05	63
5-06	63

Nombre de RSGE (subventionnées ou non subventionnées) par territoire de bureau coordonnateur au 31 janvier 2026	
Territoire de bureau coordonnateur	**Nombre de RSGE**
5-07	83
5-08	90
5-09	88
5-10	132
5-11	242
6-01	50
6-02	62
6-03	145
6-04	74
6-05	66
6-06	80
6-07	149
6-09	63
6-10	79
6-11	75
6-12	97
6-13	77
6-14	81
6-15	96
6-16	63
6-17	55
6-18	71
6-19	142
6-20	110
7-01	25
7-02	59
7-03	35
7-04	22
7-05	100
7-06	79
7-07	106
7-08	36
7-09	149
8-01	26
8-02	72
8-03	49
8-04	46
8-05	62
8-06	6
9-01	5
9-03	15

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-19

Nombre de RSGE (subventionnées ou non subventionnées) par territoire de bureau coordonnateur au 31 janvier 2026

Territoire de bureau coordonnateur	Nombre de RSGE
9-04	6
9-05	56
9-06	51
10-01	5
10-02	2
10-03	1
11-01	29
11-02	33
11-03	26
11-04	20
11-05	27
11-06	22
12-01	113
12-02	62
12-03	70
12-04	84
12-05	67
12-06	95
12-07	109
12-08	49
12-09	53
12-10	89
12-11	51
12-12	102
13-01	103
13-02	93
13-03	93
13-04	97
13-05	124
13-06	84
14-01	88
14-02	222
14-03	66
14-04	126
14-05	70
14-06	138
14-07	104
14-08	125
14-09	92
15-01	162

Nombre de RSGE (subventionnées ou non subventionnées) par territoire de bureau coordonnateur au 31 janvier 2026

Territoire de bureau coordonnateur	Nombre de RSGE
15-02	158
15-03	111
15-04	129
15-05	83
15-06	124
15-07	81
15-08	56
15-09	49
15-10	76
16-01	54
16-02	114
16-03	73
16-04	77
16-05	115
16-06	54
16-07	126
16-08	149
16-09	44
16-10	113
16-11	87
16-12	116
16-15	74
16-16	105
16-17	105
16-18	98
16-19	85
16-20	67
16-21	119
16-22	76
16-23	197
16-24	51
16-25	82
17-01	261
17-02	43
17-03	50
17-04	168
17-05	75
Ensemble des régions	**12 502**

Référence : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-20

Indiquer pour les années 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, par région :

a) Le nombre de places accordées à des RSGE en milieu familial;
b) Le nombre de places remises aux bureaux coordonnateurs en milieu familial;
c) Le nombre de nouvelles RSGE;
d) Le nombre de RSGE qui ont fermé leur milieu;
e) Le nombre de RSGE non subventionnées.

Réponse

Nombre de places à l'agrément des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial, nombre de places offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (places subventionnées et non subventionnées), nombre de RSGE nouvellement reconnues et nombre de RSGE dont la reconnaissance a pris fin, par région administrative

Région administrative	En date du 31 janvier 2026		1er avril 2025 au 31 janvier 2026	
	Nombre de places à l'agrément	Nombre de places offertes par les RSGE	Nombre de RSGE nouvellement reconnue	Nombre de RSGE dont la reconnaissance a pris fin
1. Bas-Saint-Laurent	2 893	2 083	27	57
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 837	2 894	65	48
3. Capitale-Nationale	8 008	5 857	138	66
4. Mauricie	3 404	2 693	53	37
5. Estrie	6 495	5 080	130	78
6. Montréal	13 997	11 469	93	78
7. Outaouais	5 643	4 011	65	52
8. Abitibi-Témiscamingue	2 332	1 323	31	42
9. Côte-Nord	1 384	625	11	10
10. Nord-du-Québec	304*	48	1	1
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 343	843	9	13
12. Chaudière-Appalaches	6 215	5 102	127	78
13. Laval	4 808	3 894	21	24
14. Lanaudière	6 676	6 236	86	46
15. Laurentides	7 322	5 932	84	81
16. Montérégie	16 525	12 944	189	135
17. Centre-du-Québec	3 524	3 270	72	38
Ensemble des régions	**94 710**	**74 304**	**1 202**	**884**

* Note : Incluant les 50 places du BC géré par l'Administration régionale de Kativik.

* Références : R22120 de CAFE au 31 janvier 2026.

Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-20

Nombre de RSGE non subventionnées, par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative	Nombre de RSGE non subventionnées
1. Bas-Saint-Laurent	3
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	11
3. Capitale-Nationale	35
4. Mauricie	29
5. Estrie	52
6. Montréal	4
7. Outaouais	18
8. Abitibi-Témiscamingue	5
9. Côte-Nord	2
10. Nord-du-Québec	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1
12. Chaudière-Appalaches	28
13. Laval	0
14. Lanaudière	17
15. Laurentides	27
16. Montérégie	38
17. Centre-du-Québec	9
Ensemble des régions	**279**

Référence : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-21

Indiquer pour le projet-pilote de la garde en communauté, depuis son lancement et par région :

a) Le nombre de projets accordés;
b) Le nombre de places totales accordées;
c) Le nombre de places en service;
d) Le nombre de milieux qui ont fermé.

Réponse

Nombre de projets autorisés, nombre de projets en activité, nombre de places en activité, nombre de nouvelles places potentielles et nombre de projets qui ont cessé leurs activités, par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative	Nombre de projets autorisés	Nombre de projets en activité	Nombre de places en activité	Nombre de nouvelles places potentielles*	Nombre de projets ayant cessé leurs activités
1. Bas-Saint-Laurent	37	26	243	281	3
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	67	41	420	411	7
3. Capitale-Nationale	45	27	276	332	5
4. Mauricie	10	8	78	55	0
5. Estrie	26	15	135	189	1
6. Montréal	13	5	33	62	4
7. Outaouais	8	5	48	18	2
8. Abitibi-Témiscamingue	27	15	168	252	3
9. Côte-Nord	18	12	99	130	0
10. Nord-du-Québec	0	0	0	0	0
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18	11	120	180	0
12. Chaudière-Appalaches	49	34	372	386	5
13. Laval	3	2	15	6	0
14. Lanaudière	11	2	18	64	2
15. Laurentides	39	28	270	210	5
16. Montérégie	33	15	165	174	6
17. Centre-du-Québec	30	21	186	199	4
Ensemble des régions	**434**	**267**	**2 646**	**2 949**	**47**

* Note : Les nouvelles places potentielles correspondent aux places des projets autorisés (non annulés ou cessés) et qui n'étaient pas déjà offertes par l'une des personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial du projet.

Référence : Base de données du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté et en entreprise, ministère de la Famille.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-21

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-22

Indiquer le nombre de BC qui ont demandé des places supplémentaires en lien avec l'Instruction aux BC n° 5 – Optimisation de l'utilisation des places et des demandes de places additionnelles, par région :

a) Le nombre de demandes déposées;
b) Le nombre de demandes acceptées;
c) Au total.

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 932 nouvelles places ont été accordées à l'agrément de 6 bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) :

- 75 nouvelles places dans la Capitale-Nationale (1 BC);
- 244 nouvelles places à Montréal (2 BC);
- 275 nouvelles places en Outaouais (1 BC);
- 250 nouvelles places à Lanaudière (1 BC);
- 88 nouvelles places en Montérégie (1 BC).

Au total, 6 demandes ont été reçues et elles ont toutes été acceptées.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-23

Indiquer le nombre d'enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025. Les données par tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Nombre d'enfants bénéficiant de l'allocation pour l'intégration en service de garde en 2024-2025

Région administrative		Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)
1.	Bas-Saint-Laurent	271	N. D.	53
2.	Saguenay-Lac-Saint-Jean	277	71	45
3.	Capitale-Nationale	1 063	531	192
4.	Mauricie	332	13	49
5.	Estrie	716	208	183
6.	Montréal	2 400	2 183	523
7.	Outaouais	455	280	66
8.	Abitibi-Témiscamingue	58	-	12
9.	Côte-Nord	38	-	N. D.
10.	Nord-du-Québec	8	-	-
11.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33	-	9
12.	Chaudière-Appalaches	541	84	98
13.	Laval	497	529	189
14.	Lanaudière	636	492	277
15.	Laurentides	702	581	226
16.	Montérégie	1 887	884	449
17.	Centre-du-Québec	379	124	43
	Total	**10 293**	**N. D.**	**N. D.**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

N. D. : Le nombre d'enfants ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-24

Indiquer les jours d'occupation pour les enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et en 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) La moyenne des jours par service de garde éducatif;
e) Au total.

Réponse

Les dernières données disponibles sont celles de 2024-2025. Les données par tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Jours d'occupation des enfants admissibles à l'allocation pour l'intégration en service de garde en 2024-2025*

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	64 223	101	10 857	**75 181**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	64 766	15 969	9 764	**90 499**
3. Capitale-Nationale	250 838	128 364	41 289	**420 491**
4. Mauricie	77 595	2 721	10 284	**90 600**
5. Estrie	172 150	50 049	38 791	**260 989**
6. Montréal	581 896	519 622	114 921	**1 216 439**
7. Outaouais	111 753	61 351	13 929	**187 033**
8. Abitibi-Témiscamingue	11 623	-	2 361	**13 984**
9. Côte-Nord	7 777	-	887	**8 664**
10. Nord-du-Québec	1 687	-	-	**1 687**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6 163	-	1 656	**7 819**
12. Chaudière-Appalaches	127 155	20 832	20 403	**168 390**
13. Laval	122 205	129 184	41 641	**293 030**
14. Lanaudière	154 688	112 256	60 459	**327 403**
15. Laurentides	168 367	144 371	48 874	**361 611**
16. Montérégie	458 468	203 900	97 360	**759 727**
17. Centre-du-Québec	91 077	28 654	9 015	**128 745**
Ensemble des régions	**2 472 428**	**1 417 374**	**522 487**	**4 412 289**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-25

Indiquer le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes retenues pour l'allocation d'intégration en service de garde (AISG) pour les années 2024-2025 et 2025- 2026:

a) Par région;
b) Par type de services de garde éducatifs;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Le titulaire de permis n'est pas tenu de faire une demande pour avoir droit à l'AISG. Elle est accordée pour un enfant ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujet à rencontrer des obstacles dans sa démarche d'intégration chez un prestataire de services de garde éducatifs. Son incapacité doit être attestée par un professionnel reconnu par le ministère de la Famille ou reconnu par Retraite Québec.

L'AISG est accordée pour l'ensemble des enfants répondant à ces conditions, jusqu'à concurrence de l'équivalent de 20 % des places subventionnées de l'installation d'un centre de la petite enfance (CPE) ou de la garderie subventionnée (GS). En milieu familial (MF), elle est limitée à l'équivalent d'une place subventionnée par personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), exception faite des situations où l'octroi de l'AISG pour un ou des enfants supplémentaires est nécessaire pour des raisons d'unification familiale chez une même RSGE.

Les CPE, les GS et les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial indiquent, dans leur rapport financier annuel, le nombre d'enfants admissibles à l'AISG.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-26

Indiquer le montant des subventions accordées à l'intégration en service de garde éducatif (AISG) pour les années 2024-2025 et 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les données les plus récentes disponibles sont celles de 2024-2025.

Montant des subventions d'AISG accordées en 2024-2025 par région et par type de service de garde (en M$)

Région administrative	CPE	GS	MF	Total
1. Bas-Saint-Laurent	3,28	0,01	0,58	**3,86**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,50	0,82	0,42	**4,73**
3. Capitale-Nationale	13,76	6,95	2,20	**22,90**
4. Mauricie	4,33	0,13	0,52	**4,98**
5. Estrie	9,64	2,80	2,20	**14,64**
6. Montréal	32,05	27,84	6,21	**66,10**
7. Outaouais	6,29	3,59	0,69	**10,58**
8. Abitibi-Témiscamingue	0,61	0,01	0,17	**0,79**
9. Côte-Nord	0,57	0,00	0,07	**0,63**
10. Nord-du-Québec	0,15	0,00	0,00	**0,15**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,65	0,00	0,10	**0,75**
12. Chaudière-Appalaches	7,15	1,11	1,10	**9,36**
13. Laval	7,01	6,50	2,21	**15,72**
14. Lanaudière	8,76	6,11	3,21	**18,08**
15. Laurentides	9,49	8,13	2,61	**20,23**
16. Montérégie	25,42	11,71	5,22	**42,35**
17. Centre-du-Québec	4,96	1,56	0,53	**7,05**
Ensemble du Québec	**137,60**	**77,27**	**28,03**	**242,91**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les données provenant des rapports financiers annuels ne permettent pas de connaître la distribution des enfants bénéficiant de l'AISG par groupe d'âge.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-27

Indiquez les services de garde éducatif qui ont eu droit à une dérogation de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* ou du *Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance* en indiquant :

a) le nom du service de garde éducatif;
b) le type de service de garde éducatif (CPE, garderie privée, milieu familial);
c) la région;
d) l'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation;
e) la raison de cette dérogation;
f) la date de la fin de la dérogation.

Réponse

Le tableau ci-dessous expose les dérogations autorisées du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
BC Services de garde L'Enfant Joue	BC	1	Article 93 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Utilisation d'un parc -18 mois et plus	2025-09-12
Garderie Les petits pinsons	GNS	3	Article 109 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Permettre à une employée d'être accompagnée par un chien d'assistance	Tant que l'employée est à l'emploi du CPE ou si les mesures mises en place pour assurer la santé et la sécurité des enfants reçus ne peuvent être maintenues.
Jardin d'enfants Cassiopée inc.	GS	5	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Magimo – Installation du Village	CPE	5	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Carcajou	CPE	6	Article 59.7 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Priorité d'admission	Tant que les conditions soutenant l'autorisation donnée sont respectées et que l'entente de partenariat avec le Centre de services scolaire de Montréal est en vigueur.
BC CPE Vire-Crêpe	BC	12	Article 93 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Utilisation d'un parc -18 mois et plus	2026-01-29

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-27

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
CPE Calou – Les petits aventuriers	CPE	12	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Les petites frimousses	CPE	16	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-28

Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite de l'expulsion ou d'un refus d'accueil d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde éducatif.

a. Par région;
b. Par type de service de garde éducatif;
c. Total.

Réponse

Le Ministère a reçu une plainte visant une garderie subventionnée de la région administrative 09-Côte-Nord concernant l'expulsion d'un enfant handicapé entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Le Ministère a reçu une plainte visant un centre de la petite enfance de la région administrative 08-Abitibi-Témiscamingue concernant un refus d'accès d'un enfant handicapé entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Les systèmes d'information ne permettent pas de compiler le nombre de plaintes reçues au sujet d'enfants nécessitant des soins particuliers.

Il est à noter que le Ministère n'enregistre pas les plaintes pour expulsion ou refus d'accès des enfants handicapés chez les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Ces plaintes sont gérées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-29

Concernant les comités consultatifs qui traitent les demandes de MES pour les années 2024-2025 et 2025-2026 par région :

a) Combien de rencontres ont été tenues;
b) Combien de dossiers analysés;
c) Quels sont les délais de traitement des dossiers;
d) Le nombre total d'heures qu'ils ont recommandé.

Réponse

a) Au 31 janvier 2026, 61 rencontres ont été tenues depuis le début de l'année d'activité de la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), qui s'échelonne du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

b) 991 dossiers ont été analysés par les comités consultatifs régionaux (CCR) pendant la même période.

c) Les délais de traitement dépendent de la date de dépôt d'une demande conforme.

Sous toutes réserves, les demandes conformes de renouvellement sans changement, de renouvellement avec changement ou les nouvelles demandes transmises au 15 octobre 2025 ont reçu :

- une réponse avant le 31 décembre 2025;
- leur versement avant le 31 janvier 2026.

Les demandes conformes transmises après le 15 octobre sont soumises aux CCR à compter de janvier, et les délais sont tributaires des dates de tenue des comités.

d) 666 937 heures ont été recommandées par les comités.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-30

Indiquer le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes retenues pour la mesure exceptionnelle de soutien (MES) pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de services de garde éducatifs;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les données demandées se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

Le Ministère ne collige pas les données par groupe d'âge.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-31

Indiquer le nombre d'heures demandées et le nombre d'heures accordées pour la mesure exceptionnelle de soutien (MES) pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de services de garde éducatifs;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Par dossier;
e) Au total.

Réponse

a) Les données ventilées se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

b)

Nombre d'heures demandées et accordées pour la MES, selon le type de service de garde, en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)

Type de service de garde	Heures demandées	Heures accordées
Responsable de service de garde – Bureau coordonnateur	81 263	59 835
Centre de la petite enfance	1 390 474	861 562
Garderie subventionnée	610 281	350 535
Total	**2 082 018**	**1 271 932**

Note : Les données sur la clientèle couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre).

c) Le Ministère ne collige pas les données par groupe d'âge.

d) Le Ministère ne peut fournir la donnée demandée par dossier compte tenu du caractère confidentiel de ceux-ci.

e) Au 31 janvier 2026, un total de 2 082 018 heures ont été demandées et 1 271 932 heures ont été accordées pour l'année d'activité s'échelonnant du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-32

Indiquer le nombre d'enfants ayant bénéficié de la Mesure exceptionnelle de soutien en 2024-2025 et 2025-2026:

a. Par région;
b. Par type de service de garde éducatif;
c. Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d. Au total.

Réponse

Les données demandées se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

Le Ministère ne collige pas les données par groupe d'âge.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-33

Indiquer le total des jours d'occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs grâce à la mesure exceptionnelle de soutien, en 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) Les données ventilées se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

b)

Nombre total de jours octroyés pour la MES, selon le type de service de garde, en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)	
Type de service de garde	**Jours octroyés**
Responsable de service de garde – Bureau coordonnateur	15 059
Centre de la petite enfance	263 318
Garderie subventionnée	110 941
Total	**389 318**

Note : Les données sur la clientèle couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre).

c) Le Ministère ne collige pas les données par groupe d'âge.

d) Un total de 389 318 jours a été octroyé pour la MES en 2025-2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-34

Indiquer le montant versé dans le cadre de la Mesure exceptionnelle de soutien pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) Les données ventilées se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

b) Par type de service de garde :

Type de service de garde	2025-2026 (au 31 janvier 2026)
Responsable de service de garde éducatif – bureau coordonnateur	1 929 770 $
Centre de la petite enfance	26 138 762 $
Garderie subventionnée	11 067 300 $
Total	**39 135 832 $**

c) Le Ministère ne collige pas les données par tranche d'âge.

d) Au total, plus de 39,1 M$ ont été versés en 2025-2026 (au 31 janvier 2026).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-35

Indiquer le nombre d'enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de l'exercice financier 2024-2025.

Nombre d'enfants ECP* en 2024-2025

Région administrative	Bureau coordonnateur (BC)	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)
1. Bas-Saint-Laurent	11	68	N. D.[1]
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	24	130	16
3. Capitale-Nationale	61	287	35
4. Mauricie	61	305	7
5. Estrie	77	318	48
6. Montréal	622	944	1027
7. Outaouais	74	211	136
8. Abitibi-Témiscamingue	10	50	0
9. Côte-Nord	6	50	0
10. Nord-du-Québec	0	N. D.[1]	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	27	0
12. Chaudière-Appalaches	41	120	12
13. Laval	112	110	97
14. Lanaudière	110	170	69
15. Laurentides	72	132	48
16. Montérégie	179	478	114
17. Centre-du-Québec	61	113	23

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

* Enfants dont les parents sont exemptés de la contribution réduite (ECP).

[1] En raison des petits nombres, ces données ne sont pas fournies, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-36

Indiquer le total des jours d'occupation des enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs, en 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de l'exercice financier 2024-2025.

Jours d'occupation de l'exemption de la contribution réduite 2024-2025

Région administrative	Bureau coordonnateur (BC)	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Total*
1. Bas-Saint-Laurent	2 284	12 606	135	**15 025**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 257	27 549	3 837	**35 643**
3. Capitale-Nationale	11 944	65 286	6 494	**83 723**
4. Mauricie	12 486	69 745	1 652	**83 882**
5. Estrie	15 272	73 730	11 203	**100 205**
6. Montréal	136 563	214 184	247 206	**597 953**
7. Outaouais	15 282	50 249	33 304	**98 835**
8. Abitibi-Témiscamingue	1 708	10 389	0	**12 097**
9. Côte-Nord	750	11 201	0	**11 951**
10. Nord-du-Québec	0	506	0	**506**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	897	5 319	0	**6 216**
12. Chaudière-Appalaches	7 357	25 613	2 514	**35 484**
13. Laval	25 151	24 420	22 019	**71 590**
14. Lanaudière	23 457	36 696	14 998	**75 151**
15. Laurentides	15 120	23 368	9 871	**48 358**
16. Montérégie	38 013	108 564	22 989	**169 566**
17. Centre-du-Québec	12 524	23 169	4 134	**39 827**
Ensemble des régions*	**323 062**	**782 592**	**380 355**	**1 486 008**

* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-37

Combien d'installations ont déclaré des enfants exemptés de la contribution parentale, et qui ont atteint le seuil de 8 % nécessaire pour obtenir l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de l'exercice financier 2024-2025.

Nombre d'installations ayant reçu l'allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé pour l'année 2024-2025

Région administrative	CPE	GS
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	8	0
3. Capitale-Nationale	19	0
4. Mauricie	26	0
5. Estrie	22	N. D.
6. Montréal	48	46
7. Outaouais	11	9
8. Abitibi-Témiscamingue	N. D.	0
9. Côte-Nord	N. D.	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.	0
12. Chaudière-Appalaches	N. D.	0
13. Laval	N. D.	5
14. Lanaudière	11	N. D.
15. Laurentides	5	N. D.
16. Montérégie	20	N. D.
17. Centre-du-Québec	6	0

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

N. D. : Le nombre d'enfants ne peut être divulgué en raison du petit nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-38

Combien d'installations ont déclaré des enfants exemptés de la contribution parentale, sans atteindre leur seuil de 8 % nécessaire pour obtenir l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles, soit celles de l'exercice financier 2024-2025.

Nombre d'installations ayant reçu des enfants exemptés de la contribution parentale et n'ayant pas atteint le seuil d'admissibilité de l'allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé pour l'année 2024-2025

Région administrative	CPE	GS	Total
1. Bas-Saint-Laurent	25	0	**25**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	27	N. D.	**N. D.**
3. Capitale-Nationale	58	19	**77**
4. Mauricie	21	N. D.	**N. D.**
5. Estrie	56	11	**67**
6. Montréal	186	169	**355**
7. Outaouais	36	15	**51**
8. Abitibi-Témiscamingue	17	0	**17**
9. Côte-Nord	12	0	**12**
10. Nord-du-Québec	N. D.	0	**N. D.**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	0	**8**
12. Chaudière-Appalaches	54	N. D.	**N. D.**
13. Laval	34	19	**53**
14. Lanaudière	42	19	**61**
15. Laurentides	49	15	**64**
16. Montérégie	135	48	**183**
17. Centre-du-Québec	33	10	**43**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

N. D. : Le nombre d'installations ne peut être divulgué en raison du petit nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-39

Indiquer le montant des subventions accordées pour l'Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un contexte socio-économique précaire pour les années 2024-2025 et 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a), b) et d) Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles, soit celles de l'exercice financier 2024-2025.

Montant de l'allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé pour l'année 2024-2025

Région administrative	CPE ($)	GS ($)	Total ($)
1. Bas-Saint-Laurent	21 954	-	**21 954**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	447 393	0	**447 393**
3. Capitale-Nationale	1 330 556	0	**1 330 556**
4. Mauricie	1 879 308	0	**1 879 308**
5. Estrie	1 378 649	163 089	**1 541 738**
6. Montréal	3 242 057	3 675 724	**6 917 781**
7. Outaouais	956 730	629 806	**1 586 536**
8. Abitibi-Témiscamingue	70 902	-	**70 902**
9. Côte-Nord	369 297	0	**369 297**
10. Nord-du-Québec	0	0	**0**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	18 585	-	**18 585**
12. Chaudière-Appalaches	47 285	-	**47 285**
13. Laval	263 919	306 433	**570 353**
14. Lanaudière	535 565	167 523	**703 088**
15. Laurentides	188 355	97 720	**286 075**
16. Montérégie	1 126 860	266 879	**1 393 739**
17. Centre-du-Québec	247 805	0	**247 805**
Ensemble des régions	**12 125 220**	**5 307 174**	**17 432 394**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
- : Aucune donnée transmise ou absence de donnée.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranche d'âge, car l'allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé est accordée aux installations pour l'ensemble des enfants, indépendamment de leur âge.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-40

Indiquer le nombre de services de garde éducatif ayant signé une entente pour des places protocoles en 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Nombre de places réservées;
d) Nombre de places utilisées;
e) Taux d'occupation des places;
f) Indiquer la variation entre 2024-2025 et 2025-2026 des places disponibles.

Réponse

c) Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2024-2025. Les données pour 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Places protocoles réservées en 2024-2025				
Région administrative	**Centre de la petite enfance (CPE)**	**Milieu familial (MF)**	**Garderie subventionnée (GS)**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	78	N. D.	-	**N. D.**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	95	N. D.	18	**N. D.**
3. Capitale-Nationale	105	-	19	**124**
4. Mauricie	41	-	.	**41**
5. Estrie	193	-	19	**212**
6. Montréal	317	-	37	**354**
7. Outaouais	63	-	7	**70**
8. Abitibi-Témiscamingue	50	-	.	**50**
9. Côte-Nord	31	-	.	**31**
10. Nord-du-Québec	N. D.	-	.	**N. D.**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	-	.	**23**
12. Chaudière-Appalaches	159	-	N. D.	**N. D.**
13. Laval	98	-	8	**106**
14. Lanaudière	124	-	31	**155**
15. Laurentides	109	N. D.	N. D.	**N. D.**
16. Montérégie	343	-	10	**353**
17. Centre-du-Québec	51	-	6	**57**

N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).
Source : Rapport financier annuel (RFA) 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.

d) Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2024-2025. Les données pour 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Places protocoles utilisées en 2024-2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	66	N. D.	-	**N. D.**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	69	N. D.	10	**N. D.**
3. Capitale-Nationale	83	-	14	**97**
4. Mauricie	17	-	-	**17**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-40

Places protocoles utilisées en 2024-2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
5. Estrie	137	-	11	**148**
6. Montréal	175	-	15	**190**
7. Outaouais	40	-	N. D.	**N. D.**
8. Abitibi-Témiscamingue	41	-	.	**41**
9. Côte-Nord	25	-	.	**25**
10. Nord-du-Québec	2	-	.	**2**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	-	.	**16**
12. Chaudière-Appalaches	117	-	N. D.	**N. D.**
13. Laval	90	-	6	**96**
14. Lanaudière	57	-	8	**65**
15. Laurentides	89	N. D.	N. D.	**N. D.**
16. Montérégie	265	-	6	**271**
17. Centre-du-Québec	37	-	0	**37**

N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).
Source : RFA 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.

e) Taux d'occupation des places réservées protocoles en 2024-2025 ventilé par région :

Taux d'occupation des places protocoles en 2024-2025			
Région administrative	**CPE (%)**	**MF (%)**	**GS (%)**
1. Bas-Saint-Laurent	84,95	78,16	N.A.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	72,45	58,67	53,68
3. Capitale-Nationale	78,65	N.A.	74,27
4. Mauricie	41,41	N.A.	N.A.
5. Estrie	71,11	N.A.	58,30
6. Montréal	55,15	N.A.	40,55
7. Outaouais	63,67	N.A.	26,32
8. Abitibi-Témiscamingue	82,32	N.A.	N.A.
9. Côte-Nord	81,03	N.A.	N.A.
10. Nord-du-Québec	77,01	N.A.	N.A.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	68,30	N.A.	N.A.
12. Chaudière-Appalaches	73,24	N.A.	88,60
13. Laval	91,87	N.A.	79,50
14. Lanaudière	45,93	N.A.	25,59
15. Laurentides	80,97	87,74	83,58
16. Montérégie	77,31	N.A.	64,24
17. Centre-du-Québec	73,30	N.A.	0,00

Source : RFA 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.
N.A. : Non applicable car aucune place n'était réservée dans cette région.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-40

f) Variation des places protocoles entre le 31 mars 2024 et le 31 mars 2025 ventilée par région :

Écart entre le nombre de places protocoles au 31 mars 2024 et au 31 mars 2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	8	-	-	**8**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-5	2	4	**1**
3. Capitale-Nationale	-8	-	-8	**-16**
4. Mauricie	-1	-	-	**-1**
5. Estrie	9	-	5	**14**
6. Montréal	-14	-	-5	**-19**
7. Outaouais	-6	-	14	**8**
8. Abitibi-Témiscamingue	15	-	-	**15**
9. Côte-Nord	-1	-	-	**-1**
10. Nord-du-Québec	0	-	-	**0**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-11	-	-	**-11**
12. Chaudière-Appalaches	-27	-	-2	**-29**
13. Laval	-17	-	-5	**-22**
14. Lanaudière	-57	-	-2	**-59**
15. Laurentides	-49	-	-7	**-56**
16. Montérégie	2	-	-	**2**
17. Centre-du-Québec	-16	-	4	**-12**
Source : Système CAFE.				

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Indiquer le nombre et le type de plaintes reçues pour 2025-2026 :

a) par région;
b) par type de service de garde éducatif;
c) au total.

Réponse

Définition des termes utilisés :

Plainte : chaque contact d'un plaignant avec le bureau des plaintes de la Direction des plaintes et des inspections pour énoncer un ou plusieurs sujets d'insatisfaction. Une plainte peut comporter plusieurs objets de plainte.

Objet de plainte : Chacun des sujets d'insatisfaction énoncés par un plaignant lors de la création de son dossier de plainte.

En 2025-2026 (du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026), 3 020 plaintes ont été reçues à l'égard des services de garde éducatifs à l'enfance, totalisant 4 971 objets de plainte. Cela comprend les plaintes retenues et traitées par le Ministère, les plaintes référées vers d'autres ministères et organismes et les plaintes refusées.

Les statistiques incluent également le nombre de signalements signifiés au Ministère. À noter que la décision de retenir ou non un signalement relève de la Direction de la protection de la jeunesse, après analyse du dossier.

Les plaintes à l'égard des personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial sont traitées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Les statistiques demandées en a), b) et c) sont inscrites ci-dessous.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Nonobstant les données qui ne sont pas fournies, les totaux fournis tiennent compte des données réelles.

Abréviations utilisées

CPE	Centre de la petite enfance
BC/MF	Bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial/Milieu familial
GS	Garderie subventionnée
GNS	Garderie non subventionnée
SPMF	Sans permis en milieu familial
SPI	Sans permis en installation
Plaintes refusées	Plaintes impossibles à traiter ou non recevables
Plaintes référées	Plaintes référées à d'autres ministères et organismes, puisqu'elles ne constituent pas un manquement potentiel à la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou à ses règlements

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Nombre d'objets de plaintes reçus par région, par catégorie et par type de service de garde en 2025-2026 au 31 janvier 2026

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
1. Bas-Saint-Laurent	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	0	1	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	8	0	0	0	0	8	0	0	0	**8**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	24	0	24	**24**
	Personne en relation avec un service de garde	11	0	1	1	2	13	0	0	0	**13**
	Santé et sécurité des enfants	3	0	0	5	5	8	0	0	0	**8**
	Plainte refusée	7	0	1	1	2	9	0	0	0	**9**
	Plainte référée	0	2	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Total des plaintes	**30**	**2**	**3**	**7**	**10**	**42**	**24**	**0**	**24**	**66**
	Total des signalements	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**2**	**3**	**7**	**10**	**N. D.**	**24**	**0**	**0**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Accessibilité et continuité des services	2	0	1	1	2	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	3	0	1	0	1	4	0	0	0	**4**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	33	2	35	**35**
	Personne en relation avec un service de garde	2	0	5	8	13	15	0	0	0	**15**
	Santé et sécurité des enfants	1	0	3	2	5	6	0	0	0	**6**
	Plainte refusée	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Plainte référée	14	7	0	0	0	21	0	0	0	**21**
	Total des plaintes	**24**	**7**	**10**	**11**	**21**	**52**	**33**	**2**	**35**	**87**
	Total des signalements	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**7**	**0**	**0**	**0**	**7**
	Total pour les plaintes et les signalements	**24**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**59**	**33**	**2**	**35**	**94**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
3. Capitale-Nationale	Accessibilité et continuité des services	12	0	2	3	5	17	0	0	0	**17**
	Fonctionnement administratif	9	1	30	26	56	66	0	0	0	**66**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	120	2	122	**122**
	Personne en relation avec un service de garde	29	1	49	67	116	146	0	0	0	**146**
	Santé et sécurité des enfants	15	0	46	66	112	127	0	0	0	**127**
	Plainte refusée	6	2	15	10	25	33	0	0	0	**33**
	Plainte référée	2	13	2	4	6	21	0	0	0	**21**
	Total des plaintes	**73**	**17**	**144**	**176**	**320**	**410**	**120**	**2**	**122**	**532**
	Total des signalements	**6**	**10**	**9**	**8**	**17**	**33**	**0**	**0**	**0**	**33**
	Total pour les plaintes et les signalements	**79**	**27**	**153**	**184**	**337**	**443**	**120**	**2**	**122**	**565**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
4. Mauricie	Accessibilité et continuité des services	4	0	0	0	0	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	17	0	2	1	3	20	0	0	0	**20**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	49	0	49	**49**
	Personne en relation avec un service de garde	12	0	3	4	7	19	0	0	0	**19**
	Santé et sécurité des enfants	26	0	4	2	6	32	0	0	0	**32**
	Plainte refusée	9	1	1	0	1	11	0	0	0	**11**
	Plainte référée	2	7	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Total des plaintes	**70**	**8**	**10**	**7**	**17**	**95**	**49**	**0**	**49**	**144**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**10**	**7**	**17**	**N. D.**	**49**	**0**	**49**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
5. Estrie	Accessibilité et continuité des services	3	0	1	0	1	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	8	2	13	2	15	25	0	0	0	**25**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	131	0	131	**131**
	Personne en relation avec un service de garde	22	0	50	9	59	81	0	0	0	**81**
	Santé et sécurité des enfants	11	0	15	6	21	32	0	0	0	**32**
	Plainte refusée	5	2	4	2	6	13	0	0	0	**13**
	Plainte référée	3	11	0	1	1	15	0	0	0	**15**
	Total des plaintes	**52**	**15**	**83**	**20**	**103**	**170**	**131**	**0**	**131**	**301**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**4**	**10**	**0**	**0**	**0**	**10**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**107**	**180**	**131**	**0**	**131**	**311**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
6. Montréal	Accessibilité et continuité des services	14	0	15	1	16	30	0	0	0	**30**
	Fonctionnement administratif	81	1	59	49	108	190	0	0	0	**190**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	33	18	51	**51**
	Personne en relation avec un service de garde	164	1	129	88	217	382	0	0	0	**382**
	Santé et sécurité des enfants	77	0	75	67	142	219	0	0	0	**219**
	Plainte refusée	30	1	26	14	40	71	0	0	0	**71**
	Plainte référée	10	29	6	1	7	46	0	0	0	**46**
	Total des plaintes	**376**	**32**	**310**	**220**	**530**	**938**	**33**	**18**	**51**	**989**
	Total des signalements	**20**	**5**	**25**	**14**	**39**	**64**	**0**	**0**	**0**	**64**
	Total pour les plaintes et les signalements	**396**	**37**	**335**	**234**	**569**	**1 002**	**33**	**18**	**51**	**1 053**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
7. Outaouais	Accessibilité et continuité des services	7	0	6	0	6	13	0	0	0	**13**
	Fonctionnement administratif	4	0	34	5	39	43	0	0	0	**43**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	39	6	45	**45**
	Personne en relation avec un service de garde	14	0	52	19	71	85	0	0	0	**85**
	Santé et sécurité des enfants	15	0	49	12	61	76	0	0	0	**76**
	Plainte refusée	2	0	4	0	4	6	0	0	0	**6**
	Plainte référée	1	7	4	2	6	14	0	0	0	**14**
	Total des plaintes	**43**	**7**	**149**	**38**	**187**	**237**	**39**	**6**	**45**	**282**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**6**	**N. D.**	**N. D.**	**17**	**0**	**0**	**0**	**17**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**155**	**N. D.**	**N. D.**	**254**	**39**	**6**	**45**	**299**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
8. Abitibi-Témiscamingue	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	5	1	0	0	0	6	0	0	0	**6**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	52	2	54	**54**
	Personne en relation avec un service de garde	17	5	1	0	1	23	0	0	0	**23**
	Santé et sécurité des enfants	9	0	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Plainte refusée	2	10	0	0	0	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	0	3	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Total des plaintes	**35**	**19**	**1**	**0**	**1**	**55**	**52**	**2**	**54**	**109**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**52**	**2**	**54**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
9. Côte-Nord	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	10	0	10	**10**
	Personne en relation avec un service de garde	10	0	0	0	0	10	0	0	0	**10**
	Santé et sécurité des enfants	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Plainte refusée	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Plainte référée	2	1	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Total des plaintes	**18**	**1**	**0**	**0**	**0**	**19**	**10**	**0**	**10**	**29**
	Total des signalements	**5**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**23**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**10**	**0**	**10**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
10. Nord-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
	Fonctionnement administratif	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	N. D.	0	N. D.	**N. D.**
	Personne en relation avec un service de garde	8	0	0	0	0	8	0	0	0	**8**
	Santé et sécurité des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
	Plainte refusée	3	0	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Plainte référée	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Total des plaintes	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**
	Total des signalements	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total pour les plaintes et les signalements	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	0	1	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	6	0	0	0	0	6	0	0	0	**6**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	N. D.	0	N. D.	**N. D.**
	Personne en relation avec un service de garde	11	0	0	0	0	11	0	0	0	**11**
	Santé et sécurité des enfants	20	0	0	0	0	20	0	0	0	**20**
	Plainte refusée	1	1	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Plainte référée	0	2	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Total des plaintes	**39**	**3**	**1**	**0**	**1**	**43**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**
	Total des signalements	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**39**	**N. D.**	**1**	**0**	**1**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
12. Chaudière-Appalaches	Accessibilité et continuité des services	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Fonctionnement administratif	8	0	7	2	9	17	0	0	0	**17**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	66	0	66	**66**
	Personne en relation avec un service de garde	6	0	19	8	27	33	0	0	0	**33**
	Santé et sécurité des enfants	5	0	26	5	31	36	0	0	0	**36**
	Plainte refusée	3	1	8	1	9	13	0	0	0	**13**
	Plainte référée	1	10	1	1	2	13	0	0	0	**13**
	Total des plaintes	**24**	**11**	**61**	**17**	**78**	**113**	**66**	**0**	**66**	**179**
	Total des signalements	**6**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**11**	**0**	**0**	**0**	**11**
	Total pour les plaintes et les signalements	**30**	**N. D.**	**61**	**N. D.**	**N. D.**	**124**	**66**	**0**	**66**	**190**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
13. Laval	Accessibilité et continuité des services	2	0	3	1	4	6	0	0	0	**6**
	Fonctionnement administratif	7	0	11	12	23	30	0	0	0	**30**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	6	0	6	**6**
	Personne en relation avec un service de garde	16	1	26	52	78	95	0	0	0	**95**
	Santé et sécurité des enfants	6	0	22	30	52	58	0	0	0	**58**
	Plainte refusée	2	0	5	5	10	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	0	8	2	1	3	11	0	0	0	**11**
	Total des plaintes	**33**	**9**	**69**	**101**	**170**	**212**	**6**	**0**	**6**	**218**
	Total des signalements	**9**	**5**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**18**	**0**	**0**	**0**	**18**
	Total pour les plaintes et les signalements	**42**	**14**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**230**	**6**	**0**	**6**	**236**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
14. Lanaudière	Accessibilité et continuité des services	4	0	5	1	6	10	0	0	0	**10**
	Fonctionnement administratif	4	1	52	9	61	66	0	0	0	**66**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	68	2	70	**70**
	Personne en relation avec un service de garde	15	0	69	21	90	105	0	0	0	**105**
	Santé et sécurité des enfants	3	0	56	32	88	91	0	0	0	**91**
	Plainte refusée	4	1	22	3	25	30	0	0	0	**30**
	Plainte référée	0	10	5	0	5	15	0	0	0	**15**
	Total des plaintes	**30**	**12**	**209**	**66**	**275**	**317**	**68**	**2**	**70**	**387**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**5**	**N. D.**	**14**	**0**	**0**	**0**	**14**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**71**	**N. D.**	**331**	**68**	**2**	**70**	**401**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
15. Laurentides	Accessibilité et continuité des services	5	0	8	3	11	16	0	0	0	**16**
	Fonctionnement administratif	14	0	25	20	45	59	0	0	0	**59**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	76	0	76	**76**
	Personne en relation avec un service de garde	24	0	50	60	110	134	0	0	0	**134**
	Santé et sécurité des enfants	6	0	38	50	88	94	0	0	0	**94**
	Plainte refusée	3	0	8	1	9	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	2	18	0	2	2	22	0	0	0	**22**
	Total des plaintes	**54**	**18**	**129**	**136**	**265**	**337**	**76**	**0**	**76**	**413**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**5**	**N. D.**	**N. D.**	**15**	**0**	**0**	**0**	**15**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**134**	**N. D.**	**N. D.**	**352**	**76**	**0**	**76**	**428**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
16. Montérégie	Accessibilité et continuité des services	4	0	10	2	12	16	0	0	0	**16**
	Fonctionnement administratif	42	0	66	34	100	142	0	0	0	**142**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	116	3	119	**119**
	Personne en relation avec un service de garde	49	0	120	68	188	237	0	0	0	**237**
	Santé et sécurité des enfants	22	0	86	81	167	189	0	0	0	**189**
	Plainte refusée	16	1	20	12	32	49	0	0	0	**49**
	Plainte référée	11	39	9	6	15	65	0	0	0	**65**
	Total des plaintes	**144**	**40**	**311**	**203**	**514**	**698**	**116**	**3**	**119**	**817**
	Total des signalements	**N. D.**	**9**	**8**	**5**	**13**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**49**	**319**	**208**	**527**	**N. D.**	**116**	**3**	**119**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-41

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
17. Centre-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	2	2	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	2	0	11	3	14	16	0	0	0	**16**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	43	0	43	**43**
	Personne en relation avec un service de garde	6	0	17	3	20	26	0	0	0	**26**
	Santé et sécurité des enfants	0	0	16	2	18	18	0	0	0	**18**
	Plainte refusée	2	0	1	0	1	3	0	0	0	**3**
	Plainte référée	1	8	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Total des plaintes	**13**	**8**	**45**	**10**	**55**	**76**	**43**	**0**	**43**	**119**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**45**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**43**	**0**	**43**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Les tableaux (3) en annexe présentent le nombre et le type de manquement (infractions) par région et par type de service de garde (centres de la petite enfance [CPE] et garderies), pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026. Le Ministère comptabilise le type de manquement constaté lors des inspections des CPE et des garderies.

Pour la compréhension des tableaux en annexe, les manquements commençant par :

- L : se rapportent à des articles de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance;
- R : se rapportent à des articles du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance;
- RCR : se rapportent à des articles du Règlement sur la contribution réduite.

À noter que l'offre de services de garde éducatifs dans la région de la Côte-Nord (09) n'est assurée que par des CPE. Aucune garderie ne se trouve dans cette région. De plus, aucun manquement n'a été constaté dans une garderie non subventionnée des régions de l'Abitibi-Témiscamingue (08), du Nord-du-Québec (10) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11) et aucun manquement n'a été constaté dans une garderie subventionnée pour la région du Nord-du-Québec (10).

Le Ministère ne possède pas de données sur le nombre et le type d'infractions par territoire de bureaux coordonnateurs (BC). Elles sont présentées par région.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Annexe

Tableau 1 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des CPE, par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13																		
L16																		
L20																		
L22																1		1
L31																		
L33																		
L34																		
L37																		
L38																		
L5.2	2		14	2	6	33	6	4	1	4	1	2	2	3	6	11	3	100
L86						4										1		5
L86.1																		
R100	2		8		5	22	3	2	2	1	2		2	6	8	10	5	78
R101		3		8	6	5	5	3			1	1		1		1		34
R102					1	1	1				2			2	3	3		13
R103																		
R103.1						5	2	1					2		5			15
R104					1	1												2
R109						1						1						2
R111		1				1					4							6
R112				6		1						3	1		3	1		15
R113						1					1							2
R114																		
R114.1			1				1					1				2		5
R115																		
R116						3	2	2			1	5	2	2	2	1	1	21
R117																		
R118	1	4	2	10	2	28	4	5		1	3	7	5	5	9	18		104
R120		1				6				1		3	3		3	3		20
R121			2			5		1			1		1			3		13
R121.1	1		1			1	1	1										5
R121.2			2	2		4						6		1	1	2		18
R121.3	1	1	1	1		5	2	1		1	2	4	2	3	2	7	1	34
R121.4	2	1	4	4	1	21	3	6		1	1	6	4	2	6	7	2	71
R121.6		1		1		1	2	1				2	1	1	2	5		17
R121.7																		
R121.9	2	4	5	6	3	33	6	5		2	2	12	4	3	10	11	2	110
R122		1		4		7	2						1		2	2	1	20

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R123		1		6			2	1							5	1	1	17
R123.0.1		1				4	1								1	1		8
R123.0.3				5				2								4		11
R123.0.4				1		2		1								1		5
R20	4	4	4	4	2	12	6	4	1	2	7	5	5	1	6	5		72
R20.1					1	1							1	1				4
R21						1												1
R23											1							1
R23.1						1	1	1			1							4
R25		1			1			1		1					2	1		7
R30																		
R31																		
R32						3												3
R33			1			1												2
R34	1		6			9	1	1			3	2	3	1		4		31
R35	2	2	2			2						1	2					11
R36																		
R37													1					1
R38	4		8	9	2	35	3	14		3	9			4	4	8		103
R38.1	1		6	9	2	29	4	10		1	2	3	4	4	14	12	1	102
R39		1			3	3	1			1	1			1		2		13
R39.1				1	3	5	1	1			1	1			1	2		16
RCR10						3												3
RCR20																		
RCR21	1	1		2		1	1	1					1	1	1			10
RCR22						1		1							2			4
RCR6			1	1		4		2					2			3		13
RCR8	2					11					1				2			16
R110				1														1
R123.0.6																		
L59.2						1												1
L2.2												1						1
R107																		
L81.2.10	5	3	25	14	8	85	8	3	5	5	14	7	14	11	13	25	3	248
L81.2.17																		
R39.2																		
R16.1																		
Total général	**31**	**31**	**93**	**97**	**47**	**403**	**69**	**75**	**9**	**24**	**61**	**73**	**63**	**53**	**113**	**158**	**20**	**1 420**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Tableau 2 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des garderies non subventionnées (GNS), par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13			6	1		3			2	1	1	3		**17**
L16						3								**3**
L20												1		**1**
L22			1			1		1				2		**5**
L31			5			6	1		1	1		1	1	**16**
L33						3			1	2				**6**
L34			1								1	2		**4**
L38						1	1						2	**4**
L5.2		3	18	1	4	22	1	2	19	4	13	22	1	**110**
R100	1	1	12	1	2	17	2	2	5	6	9	17	1	**76**
R101		5	6			6	2	4	5	6	5	16	1	**56**
R102	1		1	1	2	1			3	1		1		**11**
R103						1								**1**
R103.1			3			7	6	2	6	1	3			**28**
R104						4								**4**
R109			1			2						1		**4**
R111						1						2		**3**
R112		1	10		2	21	2	2	1	1	6	8	2	**56**
R113						2								**2**
R114			2			2			2			1		**7**
R114.1		1	6			4	1	1	3	2	1			**19**
R115			1			1					2			**4**
R116			4			8	1		4	3	3	2		**25**
R117						1						2		**3**
R118		1	17		2	28	8	3	8	7	16	30	1	**121**
R120		1	3		1	9	2	2	1		1	3		**23**
R121			4			10	1		2		1	6		**24**
R121.1			3			13	1	1	4	1	1	1		**25**
R121.2			4			6	1	3	1	2	1	2		**20**
R121.3		2	2	1		11	2		1	1	2	4	1	**27**
R121.4		2	13		4	25	4	2	4	5	6	11	1	**77**
R121.6								1	1			4	1	**7**
R121.9		2	20		5	43	11	4	15	6	11	24	1	**142**
R122		1	2			13		2	8	2	7	9	1	**45**
R123			5		1	16	1	1	3	2	5	5	1	**40**
R123.0.1			2	1		13	4	1	3	3	1	4		**32**
R123.0.3			2	1		6			1	2		3	1	**16**
R123.0.4			1	1		1			2	2	2	3		**12**
R20	1	4	14		4	24	8	5	10	7	10	24	2	**113**
R21			4			9			3			6		**22**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R23			2			4			1		1	1		**9**
R23.1		1	12	3	3	22	6	1	13	2	8	16		**87**
R25				1		8				2		10		**21**
R30			1			4			1		2			**8**
R31						1								**1**
R32						3						1		**4**
R33			1			4	1		2			2		**10**
R34		2	13	1	1	19	4	3	4	4	6	9	1	**67**
R35	3		3			6			4			2	1	**19**
R36						1			1					**2**
R37						1								**1**
R38		3	24			55	4	7	6	14	12	16	2	**143**
R38.1		2	35		2	57	7	10	12	16	14	20	3	**178**
R39		1	4			5		1				3		**14**
R39.1			3		3	12		1	1		3	6		**29**
RCR21		1		1										**2**
R110												2		**2**
L59.2						5	1		1	1		4		**12**
L2.2			1							1	1			**3**
R107						1								**1**
L81.2.10	5	6	64	6	12	115	20	8	43	23	27	88	4	**421**
L81.2.17			1								1	1		**3**
R39.2												1		**1**
R16.1												1		**1**
Total général	**11**	**40**	**337**	**20**	**48**	**667**	**103**	**70**	**208**	**131**	**183**	**403**	**29**	**2 250**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Tableau 3 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des garderies subventionnées (GS), par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13						3										**3**
L16						1										**1**
L22											1					**1**
L31						4	1				1	2				**8**
L33						3					1	1		3		**8**
L34						1								1	1	**3**
L37											1					**1**
L5.2		2	11	1	10	48	11			3	5	14	16	37	4	**162**
L86						2	1					1	2	4		**10**
L86.1						2							1	1		**4**
R100	1	2	11	1	7	24	9	1		4	6	11	13	20	3	**113**
R101					1	11	4				1	7	4	12		**40**
R102			1			4				2	1		2	2		**12**
R103						1										**1**
R103.1		1				15	1					1	3	6		**27**
R109												1		1		**2**
R111					1								1		2	**4**
R112		1		2		11	6		1	3	1	2	3	4	1	**35**
R113						2										**2**
R114						3					1		1	1		**6**
R114.1						5	1				1	1				**8**
R115												1				**1**
R116					1	8	3			1	2	5	2			**22**
R117							1									**1**
R118		2	1	3	1	36	7		1	2	6	5	7	23	3	**97**
R120		1				7	2					1	1	4		**16**
R121						14	2				1	2	1	5		**25**
R121.1						5						1		1		**7**
R121.2		1				6					1	2	1	2		**13**
R121.3		1	1	2		5						8	1	4		**22**
R121.4		1	1	1	1	27	5			3	4	4	5	8		**60**
R121.6						2						1	2	7		**12**
R121.7						1								1		**2**
R121.9		1	1	1	1	45	13		2	4	6	12	5	26		**117**
R122						8	4			1	1	5	2	4		**25**
R123		1				10	4				1	5		5		**26**
R123.0.1					2	7	2				1	5	1	2		**20**
R123.0.3					1	3	1				1	2		3		**11**
R123.0.4					3									5		**8**
R20	1	1	9	2	2	23	11	2		3	6	7	4	35	1	**107**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-42

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R20.1												1				**1**
R21			1			4	1							3		**9**
R23						2										**2**
R23.1	1		4		1	10	2					4	2	3	2	**29**
R25						6					1		1	5		**13**
R30						3		1		1		1		1		**7**
R31														1		**1**
R32						3	1							2		**6**
R33						1	1									**2**
R34			1		1	16	5		1	1	3	6	2	7	2	**45**
R35						7	2					1		3		**13**
R36						1										**1**
R37						1								1		**2**
R38			4	2	1	47	10		1	5	9	19	6	25		**129**
R38.1		2	7	2	4	46	9		1	3	12	21	8	25	3	**143**
R39			1	1		6	4			1	1	1	1	7		**23**
R39.1		1	1		1	10	2			3	1	4		10	1	**34**
RCR10							1					1		2		**4**
RCR20												3				**3**
RCR21						6	3					5	1	4		**19**
RCR22			1			3				1	1	5	1	1		**13**
RCR6			2			6	2						1	5		**16**
R123.0.6												1				**1**
L59.2						1						1		1		**3**
L81.2.10	3	2	42	2	2	114	20	1		18	20	21	18	101	7	**371**
L81.2.17												1		1		**2**
Total général	**6**	**20**	**100**	**20**	**41**	**640**	**152**	**5**	**7**	**59**	**98**	**203**	**119**	**435**	**30**	**1 935**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-43

Indiquez le nombre d'enquêtes menées en lien avec les pratiques inappropriées (5.2 – 5.3) avant l'entrée en vigueur de la loi 6.

a) Par région ;
b) Par type de service de garde éducatif ;
c) Au total.

Réponse

La Loi sur l'amélioration de la protection des enfants dans les services de garde éducatifs (Loi 6 de 2024) a été sanctionnée le 27 mars 2024 et l'article 5.3 est entré en vigueur le 27 juin 2024. Le Ministère n'a procédé à aucune enquête en lien avec l'article 5.3 avant son entrée en vigueur. L'information concernant le nombre d'enquêtes en lien avec l'article 5.2 n'est pas disponible.

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, le Ministère a réalisé un total de 101 enquêtes.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-44

Indiquez le nombre et le type d'infractions qui font aussi l'objet de pénalités administratives pour 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) À combien s'élèvent les montants de ces pénalités;
d) Combien de dossiers sont en contestation;
e) Au total.

Réponse

Le Registre des pénalités administratives est publié périodiquement dans le site Québec.ca après l'expiration des délais suivants :

- Délai de réexamen : 30 jours suivant la décision initiale.
- Délai de contestation au Tribunal administratif du Québec (TAQ) : 60 jours suivant la décision en réexamen.
- Délai suivant la décision finale du TAQ : 30 jours.

Le tableau présente la liste des pénalités administratives en indiquant la région, la date d'imposition, le nom du contrevenant, le lieu du manquement, la date du manquement, la nature du manquement (Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance [LSGEE] ou ses règlements) et le montant de la pénalité.

Au 31 janvier 2026, le registre le plus récent, en fonction des critères ci-dessus, est celui qui se termine au 30 septembre 2025. Il est disponible dans le site Québec.ca :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/responsabilites/conformite-inspections/conformite

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, le Ministère a reçu 25 demandes de réexamen de la pénalité administrative.

Le montant de la pénalité en cas de manquement à la LSGEE est de 750 $ dans le cas d'une personne physique et de 1 500 $ dans les autres cas. Pour un manquement au règlement, le montant de la pénalité administrative est de 500 $ dans le cas d'une personne physique et de 1 000 $ dans les autres cas.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-45

Indiquer le nombre d'inspections pour 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le Service des inspections du Ministère effectue des inspections planifiées et ponctuelles dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées et non subventionnées), en conformité avec la Politique d'inspection des prestataires de services de garde régis et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (Politique) :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/conformite/politique-inspection-SGEE-BC.pdf

Il prête une attention particulière au respect des exigences légales et réglementaires afin d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants.

Région administrative	CPE	Garderies non subventionnées	Garderies subventionnées
1. Bas-Saint-Laurent	21	7	6
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	14	23	10
3. Capitale-Nationale	62	205	81
4. Mauricie	27	13	8
5. Estrie	29	33	31
6. Montréal	243	319	253
7. Outaouais	35	74	101
8. Abitibi-Témiscamingue	25	0	5
9. Côte-Nord	6	0	0
10. Nord-du-Québec	12	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	39	0	4
12. Chaudière-Appalaches	24	25	34
13. Laval	22	102	57
14. Lanaudière	23	50	105
15. Laurentides	50	94	101
16. Montérégie	61	244	224
17. Centre-du-Québec	16	9	15

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-46

Indiquez le nombre d'inspections réalisées à la suite d'une plainte pour 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le Service des inspections du ministère de la Famille effectue des inspections planifiées et ponctuelles (notamment dans le cadre du traitement d'une plainte) dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées [GS] et non subventionnées [GNS]), en conformité avec la Politique d'inspection des prestataires de services de garde régis et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (Politique).

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/conformite/politique-inspection-SGEE-BC.pdf

Le Ministère a mandaté les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) pour effectuer le traitement des plaintes concernant les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE). Ainsi, le Ministère ne détient pas de données à ce sujet. En ce qui concerne les plaintes relatives aux personnes non reconnues (PNR) ou à la garde potentiellement illégale, le traitement est effectué par la Direction des enquêtes. Certaines données ne sont pas transmises en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Tableau 1

Nombre d'inspections initiales dans le cadre du traitement de plaintes en garde potentiellement illégale	
Région administrative	**2025-2026** (au 31 janvier 2026)
1. Bas-Saint-Laurent	12
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	17
3. Capitale-Nationale	59
4. Mauricie	24
5. Estrie	64
6. Montréal	25
7. Outaouais	21
8 Abitibi-Témiscamingue	27
9. Côte-Nord	5
10. Nord-du-Québec	1
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2
12. Chaudière-Appalaches	31
13. Laval	3
14. Lanaudière	34
15. Laurentides	36
16. Montérégie	56
17. Centre-du-Québec	21

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-46

Tableau 2

Nombre de visites d'inspections dans le cadre du traitement de plainte, par type de services de garde, par région, pour 2025-2026, du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	CPE	GNS	GS	Total
1. Bas-Saint-Laurent	16	3	1	**20**
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	15	6	**28**
3. Capitale-Nationale	38	87	54	**179**
4. Mauricie	10	1	6	**17**
5. Estrie	14	14	25	**53**
6. Montréal	99	91	103	**293**
7. Outaouais	19	13	64	**96**
8. Abitibi-Témiscamingue	9	N. A.	N. D.	**N. D.**
9. Côte-Nord	3	N. A.	0	**3**
10. Nord-du-Québec	6	0	0	**6**
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22	N. A.	0	**22**
12. Chaudière-Appalaches	9	7	20	**36**
13. Laval	11	50	33	**94**
14. Lanaudière	14	25	61	**100**
15. Laurentides	20	53	64	**137**
16. Montérégie	38	112	129	**279**
17. Centre-du-Québec	10	4	10	**24**

Certaines données ne sont pas fournies (« N. D. »), en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

La mention « N. A. » (non applicable) a été inscrite lorsque la région ne compte aucune place selon le type d'installation visé.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-47

Indiquer le nombre de services de garde éducatifs qui ont dû soumettre un plan de redressement à la suite d'une inspection.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, un service de garde éducatif à l'enfance a dû soumettre un plan de redressement à la suite d'une inspection. Il s'agit d'une garderie de la région de Montréal.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-48

Indiquer le nombre et le type d'enquête (motifs de l'enquête) pour 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 101 enquêtes ont été réalisées, soit 86 concernant la santé et la sécurité des enfants et 15 enquêtes financières.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-49

Indiquez le nombre d'enquêtes réalisées à la suite d'une plainte pour 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2025, le Ministère a réalisé 101 enquêtes.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-50

Le nombre de garderies illégales découvertes à la suite d'une plainte ou d'une inspection du MFA :

a) Par région;
b) Nombre de places par garderie et total des places.

Réponse

Nombre de services de garde ayant contrevenu à l'article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance en 2025-2026, par région, au 31 janvier 2026

Région administrative	2025-2026
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.
3. Capitale-Nationale	20
4. Mauricie	7
5. Estrie	19
6. Montréal	9
7. Outaouais	N. D.
8. Abitibi-Témiscamingue	8
9. Côte-Nord	N. D.
10. Nord-du-Québec	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	11
13. Laval	N. D.
14. Lanaudière	13
15. Laurentides	11
16. Montérégie	12
17. Centre-du-Québec	N. D.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le Ministère ne détient pas les informations demandées à la question b).

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-51

Parmi les garderies déclarées illégales

a) Combien se sont conformés à la Loi en 2025-2026;
b) Par région;
c) Nombre de garderies et nombre de places définitivement fermées.

Réponse

Il y a détection d'un service de garde illégal si, à la suite d'une inspection ou d'une enquête, il y a constatation de manquement au regard de l'article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (LSGEE). Le cas échéant, le ministère de la Famille effectue les suivis jusqu'à la conformité. Pour se conformer, le service peut respecter l'ensemble des dispositions prévues à l'article 6.1 de la LSGEE ou cesser ses activités.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Nombre de services de garde ayant contrevenu à l'article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance en 2025-2026 par région au 31 janvier 2026

Région administrative	2025-2026
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	N. D.
3. Capitale-Nationale	20
4. Mauricie	7
5. Estrie	19
6. Montréal	9
7. Outaouais	N. D.
8. Abitibi-Témiscamingue	8
9. Côte-Nord	N. D.
10. Nord-du-Québec	N. D.
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	11
13. Laval	N. D.
14. Lanaudière	13
15. Laurentides	11
16. Montérégie	12
17. Centre-du-Québec	N. D.

En 2025-2026 (au 31 janvier 2026), 100 % des dossiers ayant fait l'objet d'avis pour garde illégale, et dont le traitement était terminé, s'étaient conformés.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-52

Parmi les milieux familiaux non régis (PNR), par région :

a) Combien de plaintes ont été reçues à leur endroit;
b) Quels sont les sujets de ces plaintes?

Réponse

Définition des termes utilisés :

Plainte : Chaque contact d'un plaignant avec le bureau des plaintes de la Direction des plaintes et des inspections pour énoncer un ou plusieurs sujets d'insatisfaction. Une plainte peut comporter plusieurs objets de plainte.

Objet de plainte : Chacun des sujets d'insatisfaction énoncés par un plaignant lors de la création de son dossier de plainte.

En 2025-2026 (du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026), 473 plaintes ont été reçues à l'égard des services de garde non reconnue, totalisant 907 objets de plainte.

Les statistiques demandées en a) et b) sont inscrites ci-dessous.

Abréviations :

SPMF : Sans permis en milieu familial
SPI : Sans permis en installation

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
1. Bas-Saint-Laurent	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	12	0
	Garde non reconnue en milieu familial	12	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	16	1
	Garde non reconnue en milieu familial	16	0
	Garde non reconnue en installation	0	1
	Plainte refusée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
3. Capitale-Nationale	Attitudes et pratiques inappropriées en garde non reconnue	N. D.	0
	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	58	1
	Garde non reconnue en milieu familial	58	0
	Garde non reconnue en installation	0	1
	Plainte refusée	N. D.	0
	Plainte référée	N. D.	0

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-52

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
4. Mauricie	Attitudes et pratiques inappropriées en garde non reconnue	N. D.	0
	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	24	0
	Garde non reconnue en milieu familial	24	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
5. Estrie	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	64	0
	Garde non reconnue en milieu familial	64	0
	Plainte refusée	N. D.	0
	Plainte référée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
6. Montréal	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	16	9
	Garde non reconnue en milieu familial	16	0
	Garde non reconnue en installation	0	9
	Plainte refusée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
7. Outaouais	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	18	3
	Garde non reconnue en milieu familial	18	0
	Garde non reconnue en installation	0	3
	Plainte refusée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
8. Abitibi-Témiscamingue	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	26	1
	Garde non reconnue en milieu familial	26	0
	Garde non reconnue en installation	0	1

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
9. Côte-Nord	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	N. D.	0
	Garde non reconnue en milieu familial	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
10. Nord-du-Québec	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	N. D.	0
	Garde non reconnue en milieu familial	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	N. D.	0
	Garde non reconnue en milieu familial	N. D.	0

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-52

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
12. Chaudière-Appalaches	Attitudes et pratiques inappropriées en garde non reconnue	N. D.	0
	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	31	0
	Garde non reconnue en milieu familial	31	0
	Plainte refusée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
13. Laval	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	N. D.	0
	Garde non reconnue en milieu familial	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
14. Lanaudière	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	34	1
	Garde non reconnue en milieu familial	34	0
	Garde non reconnue en installation	0	1

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
15. Laurentides	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	37	0
	Garde non reconnue en milieu familial	37	0
	Plainte refusée	N. D.	0
	Plainte référée	N. D.	0

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
16. Montérégie	Attitudes et pratiques inappropriées en garde non reconnue	N. D.	0
	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	56	1
	Garde non reconnue en milieu familial	56	0
	Garde non reconnue en installation	0	1
	Plainte référée	N. D.	1

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	SPMF	SPI
17. Centre-du-Québec	Attitudes et pratiques inappropriées en garde non reconnue	N. D.	0
	Utilisation du mot « garderie » ou « CPE »	21	0
	Garde non reconnue en milieu familial	21	0

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-53

Indiquer le nombre d'inspecteurs au Ministère pour les cinq dernières années (2022-2026).

Réponse

Pour assurer la conformité des services offerts sur l'ensemble du territoire du Québec, le Ministère embauche des inspecteurs en conformité législative, des inspecteurs-enquêteurs, des inspecteurs financiers, des enquêteurs et des coordonnateurs dédiés à la planification de ces activités.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de personnel dédié à l'inspection et aux enquêtes, au 31 janvier 2026.

Régions administratives	**Total inspecteurs et inspecteurs-enquêteurs (tech)**	**Total pro (coordo inspection, inspecteurs financiers, enquêteurs)**	**Grand total**
3. Québec	6	3	**9**
6. Montréal	12	34	**46**
13. Laval	8	1	**9**
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	1	**1**
16. Montérégie	6	1	**7**
*Au 31 janvier 2026 aucun poste vacant.			

Les régions correspondent au port d'attache du personnel. Dans le cadre de leur fonction, le personnel couvre l'ensemble du territoire du Québec.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-54

Indiquer le nom des garderies ou des projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateur ou de propriétaire et qui ont présenté une nouvelle demande de permis en 2025-2026.

Réponse

Un registre des transactions de ventes d'actions et de ventes d'actifs de garderies subventionnées est disponible sur le site Québec.ca. Il est accessible au lien suivant :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/administration#c293995

Le Ministère ne détient pas de registre permettant d'identifier les garderies ou des projets déjà subventionnés qui ont changé d'administrateur ou de propriétaire et qui ont présenté une nouvelle demande de permis.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-55

Indiquer le nombre de CPE, de bureaux coordonnateurs et de garderies privées subventionnées ayant enregistré un déficit d'opération, incluant le déficit moyen par entité, en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025. Le nombre de centres de la petite enfance (CPE) en déficit d'exploitation et le montant du déficit moyen selon la région pour 2024-2025 sont présentés au tableau ci-dessous.

Nombre de CPE en déficit d'opération et déficit moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Déficit moyen ($) [1]
1. Bas-Saint-Laurent	5	97 031
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	15	42 302
3. Capitale-Nationale	45	68 180
4. Mauricie	11	63 612
5. Estrie	21	59 382
6. Montréal	101	73 140
7. Outaouais	22	56 115
8. Abitibi-Témiscamingue	8	92 806
9. Côte-Nord	9	83 313
10. Nord-du-Québec	N. D.	39 675
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	122 012
12. Chaudière-Appalaches	17	84 722
13. Laval	11	49 136
14. Lanaudière	16	76 796
15. Laurentides	19	71 896
16. Montérégie	40	72 530
17. Centre-du-Québec	N. D.	50 693.
Ensemble du Québec*	**N. D.**	**70 247**

Source : 2024-2025 : Données de janvier 2026, 882 Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025 des CPE traités.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N. D. : Le nombre de CPE en déficits ne peut être divulgué en raison du petit nombre d'installations dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-55

Le nombre de bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en déficit d'opération et le montant du déficit moyen selon la région pour les années 2024-2025 sont présentés au tableau ci-dessous.

Nombre de BC en déficit d'opération et déficit moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Déficit moyen ($) [1]
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.	16 844
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.	17 595
3. Capitale-Nationale	6	9 413
4. Mauricie	5	45 585
5. Estrie	N. D.	17 838
6. Montréal	N. D.	45 448
7. Outaouais	N. D.	6 501
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	N. D.	18 542
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.	7 729
12. Chaudière-Appalaches	N. D.	30 462
13. Laval	N. D.	18 834
14. Lanaudière	N. D.	16 906
15. Laurentides	5	29 847
16. Montérégie	6	49 747
17. Centre-du-Québec	N. D.	12 526
Ensemble du Québec*	**N. D.**	**25 893**

Source : 2024-2025 : Données de janvier 2026, 155 RFA 2024-2025 des BC traités.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N. D. : Le nombre de BC en déficits ne peut être divulgué en raison du petit nombre dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.

Le nombre de garderies subventionnées (GS) en déficit d'opération et le montant du déficit moyen selon la région pour les années 2024-2025 sont présentés au tableau ci-dessous.

Nombre de GS en déficit d'opération et déficit moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Déficit moyen ($) [1]
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	82 293
3. Capitale-Nationale	18	63 118
4. Mauricie	N. D.	140 687
5. Estrie	N. D.	17 020

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-55

Nombre de GS en déficit d'opération et déficit moyen en 2024-2025		
Région administrative	**Nombre**	**Déficit moyen ($) [1]**
6. Montréal	51	70 806
7. Outaouais	6	63 675
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	N/A[1]	N/A[1]0
10. Nord-du-Québec	N/A[2]	N/A[2]
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	6	21 439
13. Laval	8	31 398
14. Lanaudière	10	43 735
15. Laurentides	7	22 616
16. Montérégie	29	59 745
17. Centre-du-Québec	7	40 078
Ensemble du Québec*	**N. D.**	**58 301**

Source : Données de janvier 2026, 924 RFA 2024-2025 des GS traités.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N/A[1]. : Réception des RFA après la date limite des analyses; les informations seront disponibles en 2027.

N/A[2] : Non applicable, aucune donnée pour ces régions puisque les RSGE du Nord du Québec ne sont pas tenus de transmettre ses RFA au Ministère puisqu'elles font partie de l'administration régionale Kativik (ARK)

N. D. : Le nombre d'installations en déficits ne peut être divulgué en raison du petit nombre de GS dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-56

Indiquez les sommes utilisées du volet A dans le cadre de l'Allocation pour le redressement financier.

Réponse

Au 31 janvier 2026, 206 630 $ ont été versés pour le volet A de l'Allocation pour le redressement financier (ARF).

Le versement pour le volet A de l'ARF est conditionnel à l'approbation, par le Ministère, des documents prévus aux contrats de services professionnels entre les services de garde admissibles et les consultants mandatés pour les soutenir dans leur démarche de redressement financier.

L'accès à l'ARF est progressivement accordé aux services de garde éducatifs à l'enfance visés selon un ordre de priorité établi en fonction de l'importance de leurs difficultés financières.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-57

Indiquez les sommes utilisées du volet B dans le cadre de l'Allocation pour le redressement financier.

Réponse

Au 31 janvier 2026, 1 377 222 $ ont été versés pour le volet B de l'Allocation pour le redressement financier (ARF).

Le versement de ces sommes est conditionnel à l'approbation, par le Ministère, des rapports de suivi qui ont été produits par les services de garde admissibles et qui ont attesté de l'atteinte des cibles de gestion prévues au plan de redressement (économies réalisées).

L'accès à l'ARF est progressivement accordé aux services de garde éducatifs à l'enfance visés selon un ordre de priorité établi en fonction de l'importance de leurs difficultés financières.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-58

Indiquez les sommes inutilisées de l'Allocation pour le redressement financier, volets A et B.

Réponse

Au 31 janvier 2026, 1 583 852 $ ont été versés pour l'Allocation pour le redressement financier (ARF), dont 206 630 $ pour le volet A et 1 377 222 $ pour le volet B.

Un montant de 53 M$ sur deux ans a été annoncé lors du Budget 2024-2025 a été afin d'assurer un financement adéquat des services de garde. Le ministère de la Famille (Ministère) pourra utiliser cette somme au-delà de la fin de l'année financière si elle n'a pas été versée en totalité.

Les versements de l'ARF sont conditionnels à l'approbation des documents attestant de chaque étape de la démarche de redressement financier.

Les versements pour le volet A pour les honoraires professionnels d'un consultant en redressement sont effectués lors de l'approbation du rapport de diagnostic de la situation financière et du plan de redressement afin de viser un retour à l'équilibre financier. Les montants pour le volet B sont versés lors de l'approbation des rapports de suivi attestant de l'atteinte des cibles de gestion prévues au plan de redressement approuvé par le Ministère.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-59

Indiquez le nombre de CPE qui ont eu droit à l'Allocation pour le redressement financier en 2025-2026.

Réponse

Au 31 janvier 2026, 102 services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), dont 74 CPE ont été informés qu'ils avaient été priorisés pour participer à la démarche visant le redressement de leur situation financière et sont en processus.

L'accès à l'Allocation pour le redressement financier (ARF) est progressivement accordé aux SGEE visés selon un ordre de priorité établi en fonction de l'importance de leurs difficultés financières.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-60

Indiquez le nombre de BC qui ont eu droit à l'Allocation pour le redressement financier en 2025-2026.

Réponse

Aucun bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial n'a eu droit à l'Allocation pour le redressement financier (ARF) en 2025-2026.

L'accès à l'ARF est progressivement accordé aux services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) visés selon un ordre de priorité établi en fonction de l'importance de leurs difficultés financières, d'une répartition par type de SGEE et des régions.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-61

Indiquer le nombre de CPE, de bureaux coordonnateurs et de garderies privées subventionnées ayant enregistré un surplus d'opération, incluant le surplus moyen par entité, en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025. Le nombre de centres de la petite enfance (CPE) en surplus d'opérations et le montant du surplus moyen selon la région pour 2024-2025 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Nombre de CPE en surplus d'opération et surplus moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Surplus moyen ($)[1]
1. Bas-Saint-Laurent	14	87 884
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	19	79 805
3. Capitale-Nationale	37	91 041
4. Mauricie	18	162 756
5. Estrie	39	70 981
6. Montréal	156	71 743
7. Outaouais	20	78 890
8. Abitibi-Témiscamingue	10	83 890
9. Côte-Nord	7	46 956
10. Nord-du-Québec	N. D.	84 179
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	55 006
12. Chaudière-Appalaches	26	74 552
13. Laval	25	49 071
14. Lanaudière	19	133 585
15. Laurentides	34	150 049
16. Montérégie	80	101 289
17. Centre-du-Québec	21	145 550
Ensemble du Québec	**N. D.**	**90 511**

Sources : Données de janvier 2026, 882 rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025 des CPE traités.

1 Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N. D. : Le nombre d'installations en surplus ne peut être divulgué en raison du petit nombre de CPE dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Le nombre de bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en surplus d'opérations et le montant du surplus moyen selon la région pour 2024-2025 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Nombre de BC en surplus d'opération et surplus moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Surplus moyen ($)[1]
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.	20 015

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-61

Nombre de BC en surplus d'opération et surplus moyen en 2024-2025		
Région administrative	**Nombre**	**Surplus moyen ($)[1]**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.	24 201
3. Capitale-Nationale	8	84 564
4. Mauricie	N. D.	64 550
5. Estrie	9	77 542
6. Montréal	15	71 685
7. Outaouais	7	54 216
8. Abitibi-Témiscamingue	5	67 476
9. Côte-Nord	N. D.	18 066
10. Nord-du-Québec	N. D.	51 183
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.	23 549
12. Chaudière-Appalaches	11	28 857
13. Laval	5	54 069
14. Lanaudière	7	61 696
15. Laurentides	N. D.	65 467
16. Montérégie	17	81 549
17. Centre-du-Québec	N. D.	34 562
Ensemble du Québec	**N. D.**	**60 607**

Source : Données de janvier 2026, 155 RFA 2024-2025 des BC traités.

1 Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N. D. : Le nombre de BC en surplus ne peut être divulgué en raison du petit nombre dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Le nombre de garderies subventionnées (GS) en surplus d'opérations et le montant du surplus moyen selon la région pour 2024-2025 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Nombre de GS en surplus d'opération et surplus moyen en 2024-2025		
Région administrative	**Nombre**	**Surplus moyen ($)[1]**
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.	111 458
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	11	60 192
3. Capitale-Nationale	65	114 150
4. Mauricie	7	75 543
5. Estrie	23	122 376
6. Montréal	279	140 594
7. Outaouais	38	133 967
8. Abitibi-Témiscamingue	N. D.	87 863
9. Côte-Nord	N/A[1]	N/A[1]
10. Nord-du-Québec	N/A[2]	N/A[2]
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.	49 378
12. Chaudière-Appalaches	21	92 110

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-61

Nombre de GS en surplus d'opération et surplus moyen en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Surplus moyen ($)[1]
13. Laval	58	126 998
14. Lanaudière	51	144 391
15. Laurentides	54	152 652
16. Montérégie	142	126 550
17. Centre-du-Québec	18	65 822
Ensemble du Québec	**N. D.**	**129 860**

Source : Données de janvier 2026, 924 RFA 2024-2025 des GS traités.

1 Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc

N/A[1]. : Réception des RFA après la date limite des analyses; les informations seront disponibles en 2027.

N/A[2] : Non applicable, aucune donnée pour ces régions puisque les RSGE du Nord du Québec ne sont pas tenus de transmettre ses RFA au Ministère puisqu'elles font partie de l'administration régionale Kativik (ARK)

N. D. : Le nombre d'installations en surplus ne peut être divulgué en raison du petit nombre de GS dans la région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-62

Indiquer les actifs nets affectés et non affectés (CPE et bureaux coordonnateurs) et les bénéfices non répartis (BNR) (garderie) en moyenne des garderies privées subventionnées en 2024-2025 et en 2025-2026, à l'échelle nationale et par région.

Réponse

Les données les plus récentes disponibles sont celles de 2024-2025.

Le tableau suivant présente les actifs nets affectés et non affectés moyens des centres de la petite enfance (CPE) en 2024-2025 par région :

Région administrative - CPE	Surplus cumulé moyen 2024-2025 ($)[1]
1. Bas-Saint-Laurent	366 633
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	465 262
3. Capitale-Nationale	372 512
4. Mauricie	626 396
5. Estrie	493 043
6. Montréal	338 210
7. Outaouais	451 782
8. Abitibi-Témiscamingue	332 489
9. Côte-Nord	295 408
10. Nord-du-Québec	323 445
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	365 553
12. Chaudière-Appalaches	293 032
13. Laval	328 396
14. Lanaudière	426 030
15. Laurentides	455 275
16. Montérégie	449 540
17. Centre-du-Québec	540 377

Source : 2024-2025 : Données de janvier 2026 de 882 rapports financiers annuels (RFA) des CPE traités.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

Le tableau suivant présente les actifs nets affectés et non affectés moyens des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en 2024-2025 par région :

Région administrative - BC	Surplus cumulé moyen 2024-2025 ($)[1]
1. Bas-Saint-Laurent	226 612
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	262 970
3. Capitale-Nationale	460 429
4. Mauricie	329 042
5. Estrie	441 942
6. Montréal	617 041
7. Outaouais	521 659
8. Abitibi-Témiscamingue	265 905
9. Côte-Nord	295 623

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-62

Région administrative - BC	**Surplus cumulé moyen 2024-2025 ($)[1]**
10. Nord-du-Québec	414 566
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	163 354
12. Chaudière-Appalaches	302 674
13. Laval	482 279
14. Lanaudière	518 344
15. Laurentides	448 247
16. Montérégie	639 960
17. Centre-du-Québec	458 876

Source : 2024-2025 : Données de janvier 2026 de 155 RFA des BC traités.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

Le tableau suivant présente les bénéfices non répartis moyens des garderies subventionnées (GS) en 2024-2025 par région :

Région administrative - GS	**Surplus cumulé moyen 2024-2025 ($)[1]**
1. Bas-Saint-Laurent	45 263
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	117 205
3. Capitale-Nationale	269 380
4. Mauricie	924 546
5. Estrie	473 314
6. Montréal	593 575
7. Outaouais	499 764
8. Abitibi-Témiscamingue	51 079
9. Côte-Nord	N/A[1]
10. Nord-du-Québec	N/A[2]
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	113 255
12. Chaudière-Appalaches	234 136
13. Laval	588 771
14. Lanaudière	454 329
15. Laurentides	629 456
16. Montérégie	597 801
17. Centre-du-Québec	350 702

Source : 2024-2025 : Données de janvier 2026 de 924 RFA des GS traités.

1 Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

N/A[1]. : Réception des RFA après la date limite des analyses; les informations seront disponibles en 2027.

N/A[2] : Non applicable, aucune donnée pour ces régions puisque les RSGE du Nord du Québec ne sont pas tenus de transmettre ses RFA au Ministère puisqu'elles font partie de l'administration régionale Kativik (ARK)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-63

Indiquer le budget accordé pour le maintien des infrastructures pour 2025-2035 et la ventilation par année.

Réponse

Le budget accordé pour le maintien des infrastructures pour 2025-2035 représente 103,7 M$.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-64

Combien de services de garde éducatifs sont propriétaires et combien sont locataires?

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

En date du 31 janvier 2026 :

Centre de la petite enfance (CPE)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	19	38
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	30	39
3. Capitale-Nationale	56	106
4. Mauricie	23	48
5. Estrie	33	83
6. Montréal	248	134
7. Outaouais	26	63
8. Abitibi-Témiscamingue	15	32
9. Côte-Nord	14	23
10. Nord-du-Québec	1	41
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12	17
12. Chaudière-Appalaches	32	82
13. Laval	30	32
14. Lanaudière	29	58
15. Laurentides	22	81
16. Montérégie	79	193
17. Centre-du-Québec	17	46
Ensemble des régions	**686**	**1 116**

Garderie subventionnée (GS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	2	1
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	13	3
3. Capitale-Nationale	49	42
4. Mauricie	7	2
5. Estrie	20	9
6. Montréal	303	44
7. Outaouais	42	11
8. Abitibi-Témiscamingue	1	1
9. Côte-Nord	1	0
10. Nord-du-Québec	0	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	0
12. Chaudière-Appalaches	19	8

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-64

Garderie subventionnée (GS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
13. Laval	59	7
14. Lanaudière	51	15
15. Laurentides	50	16
16. Montérégie	134	54
17. Centre-du-Québec	13	13
Ensemble des régions	**765**	**227**

Garderie non subventionnée (GNS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	2	1
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	14	7
3. Capitale-Nationale	75	28
4. Mauricie	6	4
5. Estrie	17	8
6. Montréal	378	21
7. Outaouais	31	5
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	1	
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	22	8
13. Laval	81	6
14. Lanaudière	40	4
15. Laurentides	69	5
16. Montérégie	154	19
17. Centre-du-Québec	8	2
Ensemble des régions	**898**	**118**

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-65

Combien de baux feront l'objet d'un renouvellement en 2026-2027

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Voici le nombre de baux qui arrivent à échéance en 2026-2027.

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Garderie non subventionnée (GNS)
1. Bas-Saint-Laurent	0	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	1
3. Capitale-Nationale	2	3	3
4. Mauricie	2	0	0
5. Estrie	3	0	0
6. Montréal	10	16	22
7. Outaouais	0	0	2
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0	0
9. Côte-Nord	0	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
12. Chaudière-Appalaches	0	4	3
13. Laval	0	8	6
14. Lanaudière	0	1	3
15. Laurentides	1	0	6
16. Montérégie	1	7	8
17. Centre-du-Québec	1	0	1
Ensemble des régions	**20**	**39**	**55**

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-66

Combien de services de garde éducatifs en cours de réalisation seront propriétaires et combien seront locataires :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Le type d'occupation est confirmé à la délivrance du permis. Le Ministère détient l'information pour les projets en augmentation de capacité au permis, puisque cette modification vise la même installation dont le Ministère détient l'information relativement au type d'occupation.

Au total, parmi les projets en augmentation de capacité, on compte 51 installations avec des baux locatifs et 70 installations propriétaires.

Le détail est présenté dans les tableaux suivants :

Centre de la petite enfance (CPE)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	3	2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	0
3. Capitale-Nationale	6	5
4. Mauricie	1	9
5. Estrie	2	9
6. Montréal	4	3
7. Outaouais	2	2
8. Abitibi-Témiscamingue	2	3
9. Côte-Nord	1	2
10. Nord-du-Québec	0	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	4
12. Chaudière-Appalaches	2	6
13. Laval	0	3
14. Lanaudière	2	2
15. Laurentides	0	7
16. Montérégie	2	6
17. Centre-du-Québec	2	2
Ensemble des régions	**36**	**66**

Garderie subventionnée (GS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0
3. Capitale-Nationale	1	0
4. Mauricie	0	0
5. Estrie	0	1
6. Montréal	1	1

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-66

Garderie subventionnée (GS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
7. Outaouais	1	0
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	0	0
13. Laval	0	0
14. Lanaudière	1	0
15. Laurentides	1	0
16. Montérégie	2	0
17. Centre-du-Québec	0	2
Ensemble des régions	**7**	**4**

Garderie non subventionnée (GNS)		
Région administrative	**Locataire**	**Propriétaire**
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0
3. Capitale-Nationale	0	0
4. Mauricie	0	0
5. Estrie	1	0
6. Montréal	3	0
7. Outaouais	0	0
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	0	0
13. Laval	1	0
14. Lanaudière	1	0
15. Laurentides	0	0
16. Montérégie	2	0
17. Centre-du-Québec	0	0
Ensemble des régions	**8**	**0**

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-67

Faire un état de situation concernant les projets en immobilisation et le maintien des actifs prévu pour 2026-2027, ainsi que la liste de toutes les sommes qui y seront allouées.

a) Par région;
b) Par type de service de garde;
c) Au total.

Réponse

Au 31 mars 2025, 919 projets totalisant un investissement de 736,4 M$ (prêt à terme obtenu) étaient terminés depuis la création du Programme de financement des infrastructures (PFI).

Les renseignements pour 2025-2026 ne seront disponibles qu'à l'été 2026 et ceux de 2026-2027, à l'été 2027.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-68

Ventiler annuellement les sommes annoncées dans le PQI 2025-2035 pour les centres de la petite enfance et fournir les détails de la mesure.

Réponse

Le PQI 2025-2035 est disponible en ligne à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/infrastructures-publiques/outils-documentation

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-69

Concernant la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure (SPII), indiquer, pour l'année 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif:

a) Le nombre de projets déposés;
b) Le nombre de projets acceptés;
c) Le montant des subventions accordées.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, 163 projets ont été déposés dans le cadre de l'appel de projets pour la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure pour l'ensemble des régions du Québec. Au terme de cet exercice, 83 projets ont été acceptés pour une somme de 2 335 312,94 $.

La liste des projets acceptés, incluant la subvention accordée, se trouve dans le site Québec.ca à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/aide-financiere-services-familles/services-garde/subvention-projets-investissement-infrastructures

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-70

Concernant la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure pour le maintien des infrastructures (rénovations) (SPII), indiquer, pour l'année 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif :

a) Le nombre de projets déposés;
b) Le nombre de projets acceptés;
c) Le montant des subventions accordées;
d) Les travaux reliés.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, 163 projets ont été déposés dans le cadre de l'appel de projets pour la subvention pour les projets d'investissement en infrastructure (SPII) pour l'ensemble des régions du Québec. Au terme de cet exercice, 83 projets ont été acceptés pour une somme de 2 335 312,94 $.

La liste des projets acceptés, incluant la subvention accordée, se trouve dans le site Québec.ca à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/aide-financiere-services-familles/services-garde/subvention-projets-investissement-infrastructures

Les travaux visent généralement :

- L'enveloppe extérieure du bâtiment, notamment le revêtement, le toit, les ouvertures (fenêtres et portes), le sous-sol et le drainage;
- Les systèmes déjà en place, notamment le chauffage, la climatisation, l'échangeur d'air, la plomberie et la sécurité;
- Les planchers intérieurs;
- Les aires de service, notamment la cuisine, la buanderie et le vestiaire;
- Une meilleure accessibilité aux installations par les enfants handicapés;
- L'aménagement ou le réaménagement des aires de jeux extérieurs;
- L'enveloppe intérieure du bâtiment, notamment les murs.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-71

Indiquez pour les enveloppes accordées dans le programme de financement des infrastructures (PFI) pour le maintien des infrastructures en 2024-2025 et 2025-2026, par région et par type de service de garde éducatif :

a) La hauteur des montants accordés;
b) Les travaux reliés.

Réponse

La subvention pour le financement des infrastructures finance des projets de différentes natures (rénovations, agrandissements, construction, améliorations locatives, etc.). La subvention couvre le remboursement annuel du capital et le paiement des intérêts relativement au prêt accordé aux CPE par l'institution financière désignée. Le Ministère verse la subvention directement au créancier pour et au nom du CPE.

Depuis le 1er avril 2024, le Ministère a remplacé le financement des projets PFI par l'institution financière désignée, par un paiement comptant. Ces projets sont financés à même les fonds publics plutôt que par l'intermédiaire d'une institution financière. De ce fait, le Ministère utilise deux modes de financement, soit, un financement par l'institution financière désignée pour des projet PFI ayant débuté avant le 1er avril 2024 et un paiement comptant pour les projets débutant depuis le 1er avril 2024.

Le nombre de places n'est pas associé à la subvention pour le financement des infrastructures, puisque les travaux et les déboursés s'effectuent selon le rythme de réalisation du projet et s'échelonnent sur plus d'une année.

Subvention versée pour le financement des infrastructures des CPE 2025-2026
Capital et paiement des intérêts (donnée au 31 janvier 2026)

Région administrative	**Montant ($)**
1. Bas-Saint-Laurent	1 603 017
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 416 016
3. Capitale-Nationale	4 258 763
4. Mauricie	1 737 495
5. Estrie	2 396 028
6. Montréal	10 132 803
7. Outaouais	2 954 306
8. Abitibi-Témiscamingue	1 309 665
9. Côte-Nord	1 385 772
10. Nord-du-Québec	2 969 570
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	890 849
12. Chaudière-Appalaches	3 129 164
13. Laval	2 314 987
14. Lanaudière	3 131 019
15. Laurentides	3 472 475
16. Montérégie	8 267 662
17. Centre-du-Québec	1 347 572
Total	**52 717 160**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-72

Indiquer les sommes disponibles pour le SPII (verdissement) pour les cinq dernières années :

a) par année.

Réponse

Aucun appel de projets n'a été lancé pour le volet Verdissement des espaces extérieurs des CPE de la Subvention pour les projets d'investissement en infrastructure (SPII) en 2025-2026 et 2024-2025

Une enveloppe annuelle de 2 M$ était disponible en 2022-2023 et en 2023-2024 pour le volet Verdissement des espaces extérieurs des centres de la petite enfance de la SPII. Le montant maximal de la subvention varie selon le projet, mais il ne peut excéder 30 000 $.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-73

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2025-2026 et la liste des dépenses abolies en conséquence.

Réponse

Les nouvelles dépenses annoncées lors du discours du budget 2025-2026 sont présentées au document suivant :

https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/budget/documents/Budget2526_PlanBudgetaire.pdf

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-74

Indiquez les dépenses du Ministère pour identifier les enfants de 0 à 5 ans qui ne fréquentent aucun service éducatif, en 2025-2026.

Réponse

En 2025-2026, le Ministère n'a pas dépensé de sommes à cette fin.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-75

Pour les CPE, indiquer :

a) Le coût de développement des places en 2026-2027;
b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026;
c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d) L'indexation liée à l'augmentation des échelles salariales;
e) L'indexation liée à l'augmentation des dépenses non salariales.

Réponse

a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places en centre de la petite enfance (CPE) en 2025-2026 est estimé à 26,1 M$.

b) En 2026-2027, le coût total en subvention de fonctionnement pour la création de places en 2025-2026 est estimé à 54,5 M$.

c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les CPE, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.

d) Les échelles salariales du personnel des services de garde sont publiées sur le site Internet du Ministère, en conformité avec les ententes conclues les concernant :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-rh

e) En 2025-2026, les dépenses non salariales ont été indexées selon les variations de l'Indice des prix à la consommation (IPC) du Québec, en excluant les boissons alcoolisées, les produits du tabac et le cannabis récréatif, ceux pour le groupe aliments et pour le logement.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-76

Pour les garderies privées subventionnées, indiquer :

a) Le coût de développement des places en 2025-2026;
b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026;
c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).

Réponse

a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places dans les garderies subventionnées en 2025-2026 est estimé à 11,3 M$.

b) En 2026-2027, le coût total des places développées en 2025-2026 est estimé à 23,2 M$.

c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les garderies, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-77

Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer :

a) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
b) L'indexation liée à l'augmentation des échelles salariales;
c) L'indexation liée à l'augmentation des dépenses non salariales;
d) L'indexation liée à l'augmentation de la rétribution des RSGE.

Réponse

a) Pour ce qui est du financement des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en 2025-2026, la partie salariale tient compte des ententes portant sur les clauses nationales des conventions collectives des centres de la petite enfance (CPE) et de l'Entente sur certaines conditions de travail du personnel d'encadrement des CPE et bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial, soit des échelons en vigueur au 1er avril 2025.

Pour la partie non salariale, le financement a été indexé selon l'indice des prix à la consommation.

Aucune indexation liée à l'augmentation des échelons en 2025-2026.

b) Les subventions tiennent compte des échelles salariales du personnel des services de garde publiés sur le site Internet du ministère de la Famille en conformité avec leurs ententes collectives :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-rh

c) En 2025-2026, les dépenses non salariales ont été indexées selon la variation de l'Indice des prix à la consommation du Québec (IPC), en excluant les boissons alcoolisées, les produits du tabac et le cannabis récréatif.

d) Les subventions des RSGE 2025-2026 tiennent compte de leurs ententes collectives en vigueur :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/garde-milieu-familial/rsge

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-78

Indiquer le nombre de places et le budget accordé au 31 mars 2025 et 2026 :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

Le budget accordé pour 2025-2026 est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2025-2026/3_Credits_depenses_portefeuilles.pdf

Les données par région administrative ne sont pas disponibles.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-79

Sur les 200 M$ d'incitatifs offerts pour promouvoir la garde en milieu familial régie et subventionnée, ventiler les sommes utilisées en 2025-2026, par région et au total :

a) Par incitatif :
   i. Montant forfaitaire de 3 500 $ pour soutenir les personnes qui ont déposé une demande de reconnaissance;
   ii. Soutien financier, pouvant atteindre 6 000 $, sera offert aux RSGE qui offriront neuf places.

Réponse

Les données pour l'exercice financier 2025-2026 seront disponibles dans le Rapport financier annuel (RFA) 2025-2026.

Les dernières données disponibles portent sur l'exercice financier 2024-2025.

Incitatifs offerts pour promouvoir la garde éducative en milieu familial, par région administrative, en 2024-2025 (en $)

Région administrative	Montant forfaitaire de 3 500 $ visant le recrutement de personnes aptes à être reconnues comme RSGE	Soutien financier pouvant atteindre 6 000 $ offert aux RSGE ayant maintenu leur reconnaissance à 9 places
1. Bas-Saint-Laurent	108 500	114 500
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	245 000	271 000
3. Capitale-Nationale	367 500	821 500
4. Mauricie	288 937	376 000
5. Estrie	368 000	550 500
6. Montréal	266 000	2 844 500
7. Outaouais	241 500	684 500
8. Abitibi-Témiscamingue	101 500	67 500
9. Côte-Nord	38 500	36 000
10. Nord-du-Québec	7 000	3 000
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	63 000	83 500
12. Chaudière-Appalaches	341 500	418 500
13. Laval	126 000	728 000
14. Lanaudière	397 000	892 500
15. Laurentides	297 500	706 000
16. Montérégie	748 184	1 613 500
17. Centre-du-Québec	269 500	349 000
Ensemble des régions	**4 275 121**	**10 560 000**

* Référence : RFA 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-79

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-80

Indiquer le nombre de RSGE qui se sont prévalues d'un des incitatifs proposés pour la garde en milieu familial régie :

a) Par région;
b) Par incitatif;
   i. Montant forfaitaire de 3 500 $ pour soutenir les personnes qui ont déposé une demande de reconnaissance. Ventilez ce nombre entre les RSGE qui offrent des places subventionnées et les RSGE qui offrent des places non subventionnées;
   ii. Soutien financier pouvant atteindre 6 000 $ sera offert aux RSGE qui offriront neuf places;
c) Au total.

Réponse

Les dernières données disponibles sont celles de l'exercice financier 2024-2025 et sont extraites des rapports d'activités que les services de garde transmettent annuellement au Ministère.

La ventilation entre les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) qui offrent des places subventionnées et les RSGE qui offrent des places non subventionnées n'est pas disponible.

Nombre de RSGE ayant bénéficié d'un incitatif financier visant le recrutement de personnes aptes à être reconnues comme RSGE (instruction nº 4), par région administrative, entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025

Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 500 $
1. Bas-Saint-Laurent	34
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	71
3. Capitale-Nationale	100
4. Mauricie	69
5. Estrie	109
6. Montréal	73
7. Outaouais	56
8. Abitibi-Témiscamingue	32
9. Côte-Nord	11
10. Nord-du-Québec	2
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27
12. Chaudière-Appalaches	94
13. Laval	39
14. Lanaudière	98
15. Laurentides	101
16. Montérégie	207
17. Centre-du-Québec	73
Ensemble des régions	**1 196**

* Référence : Collecte de données des rapports d'activités 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-80

Nombre de RSGE ayant bénéficié d'un incitatif financier maximal de 6 000 $ pour le maintien de sa reconnaissance à 9 places en continu pendant une période déterminée (instruction no 3), par région administrative, entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025

Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 $ au cours de la période du 1er avril au 30 septembre 2024	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 $ au cours de la période du 1er octobre 2024 au 31 mars 2025
1. Bas-Saint-Laurent	26	28
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	53	53
3. Capitale-Nationale	146	158
4. Mauricie	70	76
5. Estrie	100	92
6. Montréal	514	522
7. Outaouais	117	109
8. Abitibi-Témiscamingue	11	10
9. Côte-Nord	6	5
10. Nord-du-Québec	1	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	18
12. Chaudière-Appalaches	75	76
13. Laval	136	146
14. Lanaudière	163	187
15. Laurentides	135	144
16. Montérégie	274	294
17. Centre-du-Québec	68	62
Ensemble des régions	**1 910**	**1 981**

* Référence : Collecte de données des rapports d'activités 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-81

Indiquer le nombre d'heures supplémentaires en service de garde éducatif :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Le nombre d'heures supplémentaires totales;
d) Le coût.

Réponse

Le Ministère ne détient pas cette information.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

La liste des garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisées ou ayant déménagé en 2025-2026. La liste doit inclure le nom des installations, le nombre de places et leur adresse complète avant leur fermeture ou leur déménagement.

Réponse

La liste des garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisées ou ayant déménagé en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) se trouve dans le tableau ci-après.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Adresse actuelle
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	GARDERIE BÉBÉLOUGAS DU FJORD INC.	Changement de localisation temporaire de l'établissement	36 (0)	424, rue Bégin Saguenay G7H 4N6
3. Capitale-Nationale	GARDERIE MOI MES SOULIERS 1	Changement de localisation permanente de l'établissement	75 (0)	9850A, boulevard de l'Ormière Québec G2B 3L1
3. Capitale-Nationale	L'ATELIER DE MENAUD	Cessation des activités	26 (0)	9, rue Principale La Malbaie G5A 2A5
6. Montréal	GARDERIE ÉDUC. LA BOÎTE AUX 1000 MOTS	Cessation des activités	80 (20)	6500, boulevard Pie-IX, bureau 201 et 202 Montréal H1X 2C6
6. Montréal	ENFANCE POUR TOUS - GARDERIE UPPER LACHINE	Cessation des activités	80 (10)	5570, chemin Upper-Lachine Montréal H4A 2A7
6. Montréal	GARDERIE. LE ROYAUME DES COCCINELLES INC.	Cessation des activités	20 (10)	1270, rue Bélanger Montréal H2S 1H9
6. Montréal	L'ILE DES PETITS	Cessation des activités	62 (10)	710, chemin du Golf Verdun H3E 1A8
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE HARMONIE D'ENFANCE	Cessation des activités Changement de localisation	3 (0) 12 (0)	6985, avenue Victoria Montréal H3W 2T5
6. Montréal	LES RASES MOQUETTE INC.	Cessation des activités	19 (5)	9580, boulevard Gouin Est Montréal H1E 1E4
6. Montréal	GARDERIE MON PETIT UNIVERS D.V.	Cessation des activités	16 (5)	3914, rue Bélair, appartement 1 Montréal H2A 2C5

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Adresse actuelle
6. Montréal	ÉCOLE PASTEUR S.S.B.L.	Cessation des activités	37 (0)	12525, rue Lachapelle Montréal H4J 2N2
6. Montréal	GARDERIE LASALLE DES PETITS	Cessation des activités	57 (5)	2120, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal H3H 1M7
6. Montréal	GARDERIE. BÉBÉ MIRACLE (BEAUBIEN) INC.	Cessation des activités	58 (15)	416-418, rue Beaubien Est Montréal H2S 1S3
6. Montréal	L'ÉCHO DU COEUR INC.	Cessation des activités	80 (10)	3900, rue Jean-Talon Est Montréal H2A 1Y8
6. Montréal	MONTESSORI ENFANTS DU SEIGNEUR	Cessation des activités	40 (0)	2570, boulevard Henri-Bourassa Est Montréal H2B 1V5
6. Montréal	GARDERIE GAN OR	Cessation des activités	80 (20)	2170, rue Ward Saint-Laurent H4M 1T7
6. Montréal	MIEL ABEILLES GARDERIE ÉDUCATIVE	Cessation des activités	27 (5)	4519, boulevard des Sources Roxboro H8Y 3C2
6. Montréal	MAISON KINDER MONTRÉAL	Cessation des activités	48 (10)	1825, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal H3H 1R4
6. Montréal	LA MAISON DES ENFANTS MONTESSORI ST DENIS	Cessation des activités	24 (0)	6845, rue Saint-Denis Montréal H2S 2S3
6. Montréal	GARDERIE PRINCESSE SOFIA INC.	Cessation des activités	16 (0)	4220, rue Bélanger Montréal H1T 1A3
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE PETIT DADA	Cessation des activités	48 (10)	1394, rue Sauvé Est Montréal H2C 2A2

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Adresse actuelle
6. Montréal	GARDERIE YAVNÉ	Non-renouvellement de permis	22 (8)	5836, avenue Westminster Côte-Saint-Luc H4W 2J8
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 3 INC.	Non-renouvellement de permis	41 (10)	12287, boulevard Rolland Montréal-Nord H1G 6A1
6. Montréal	GARDERIE CALIN DOUX INC.	Non-renouvellement de permis	9 (9)	2455, rue Bélanger Montréal H2G 1E6
6. Montréal	MA PETITE ÉCOLE BEAUBIEN INC.	Révocation du permis	34 (5)	6458, rue Beaubien Est Montréal H1M 1A9
6. Montréal	GARDERIE ACADÉMIE MONTESSORI DU BOIS INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	27 (5)	4701, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux, suite L Dollard-des-Ormeaux H9H 2A7
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LE PETIT CANETON (RIEL) INC.	Cessation des activités	24 (0)	179, boulevard Riel Gatineau J8Y 5Y7
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LILIBELLULES INC.	Cessation des activités	31 (5)	393, montée de la Source, bureau 201 Cantley J8V 0J2
7. Outaouais	PRÉMATERNELLE/L'HÉRITAGE DU VIEUX-AYLMER	Cessation des activités	24 (0)	46A, rue Principale Gatineau J9H 3L3
7. Outaouais	LES PETITS SOURIRES	Non-renouvellement de permis	29 (0)	162, boulevard Saint-Raymond Gatineau J8Y 1T3
7. Outaouais	LA DOUCEUR DE L'ENFANCE INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	28 (5)	70, chemin Eardley Gatineau J9H 4K2

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Adresse actuelle
13. Laval	CARREFOUR DES POUPONS INC.	Cessation des activités	35 (15)	3340, 100e Avenue Laval H7T 0J7
13. Laval	GARDERIE PARADIS DES LAURENTIDES INC.	Révocation du permis	42 (10)	6253, boulevard des Laurentides Laval H7H 2V3
14. Lanaudière	PRÉ-MATERNELLE LE BALUCHON INC.	Cessation des activités	44 (0)	20, GH rue Valmont Repentigny J5Y 1H1
15. Laurentides	ÉCOLE PRÉMATERNELLE LES PETITS CHARLEMAGNE INC.	Cessation des activités	20 (0)	3054, chemin d'Oka Sainte-Marthe-sur-le-Lac J0N 1P0
16. Montérégie	CHÂTEAU DES PETITS PAS INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	45 (5)	46, rue Principale Les Coteaux J7X 1A1
16. Montérégie	GARDERIE GRANDIR C'EST MAGIQUE	Cessation des activités	72 (10)	3897, Grande Allée Saint-Hubert J4T 2V8
16. Montérégie	GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.	Cessation des activités	47 (0)	41, boulevard Churchill Greenfield Park J4V 2L8
16. Montérégie	CENTRE RÉGIONAL DES ENFANTS DE VAUDREUIL-DORION	Cessation des activités	56 (0)	450, avenue Saint-Charles Vaudreuil-Dorion J7V 2N1
16. Montérégie	GARDERIE LILI-JEANNE	Cessation des activités	39 (5)	597, rang Saint-Régis Saint-Isidore J0L 2A0
16. Montérégie	ACADÉMIE LES PETITS AMIS	Non-renouvellement de permis	80 (15)	60, rue Elizabeth, bureau 200 Sorel-Tracy J3P 4G5

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-82

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-83

Indiquer le nombre de comités de parents dans les garderies (privées subventionnées et privées non subventionnées).

Réponse

Le Ministère ne détient pas d'information sur les comités de parents formés par les titulaires de permis de garderies subventionnées et non subventionnées. Notons que l'article 31 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance prévoit que :

> « Le titulaire d'un permis de garderie doit former dans son installation un comité de parents composé de cinq parents élus par et parmi les parents usagers autres que lui-même, un membre de son conseil d'administration, de son personnel et une personne qui leur est liée.
>
> Toutefois, le titulaire de permis n'est pas tenu de former ce comité lorsque son conseil d'administration est composé majoritairement de parents usagers des services qui répondent aux exigences prévues au premier alinéa. »

De plus, le Ministère ne détient pas d'information sur les titulaires de permis de garderies subventionnées et non subventionnées qui sont exemptés de respecter cette exigence.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-84

Pour les garderies à but lucratif, indiquer pour 2025-2026, par région :

a) Le nombre de demandes de permis;
b) Le nombre de permis émis;
c) Le nombre de places accordées;
d) Au total.

Réponse

Nombre de demandes de permis reçues pour des places en garderies non subventionnées en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) par région

Région administrative	Nombre de demandes reçues	Nombre de places faisant l'objet d'une demande
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	65
3. Capitale-Nationale	10	389
4. Mauricie	0	0
5. Estrie	3	54
6. Montréal	22	809
7. Outaouais	1	24
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	1	21
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	2	86
13. Laval	4	190
14. Lanaudière	5	355
15. Laurentides	4	260
16. Montérégie	17	962
17. Centre-du-Québec	0	0
Total	**70**	**3 215**

Le nombre de demandes reçues se rapporte aux demandes reçues par le Ministère par des demandeurs de permis pour ouvrir une garderie non subventionnée (GNS) ou pour ajouter de nouvelles places à une installation existante. Le Ministère délivre un permis à une GNS lorsque la phase de réalisation est finalisée et que la GNS est prête à démarrer ses activités et ainsi accueillir des enfants. Il est à noter que les projets qui se retrouvent dans la colonne « demandes reçues » ne sont pas nécessairement ceux qui se retrouvent dans les projets mis sous permis de l'année en cours, car ceux-ci peuvent être des projets qui ont été autorisés à se développer dans un exercice antérieur.

La liste des places en GNS mises sous permis est disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-84

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-85

Indiquer le processus et les critères d'attribution des places dans les garderies non subventionnées.

Réponse

Toute nouvelle demande de permis de garderie non subventionnée (GNS), d'augmentation du nombre maximal d'enfants indiqué sur un permis de GNS ou de changement d'emplacement dans un autre territoire de bureau coordonnateur est analysée par le Ministère.

Les demandes relatives à des places non subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance peuvent être déposées au Ministère en tout temps et sont analysées au fur et à mesure de leur réception. Depuis le 1er novembre 2023, le Ministère rend une décision sur son analyse dans un délai de 60 jours suivant le dernier jour du mois de la réception lorsqu'une demande est complète et jugée recevable.

Le formulaire et les renseignements relatifs à une telle demande sont disponibles sur le site Québec.ca à la page suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/ouverture-service-de-garde

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-86

Indiquer l'état des besoins et des priorités concernant la garde non subventionnée.

Réponse

Pour une lecture de l'ensemble des besoins et priorités de développement des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), le ministère de la Famille (Ministère) utilise le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande en services de garde éducatifs à l'enfance :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

Celui-ci prévoit la demande projetée jusqu'en 2028. Le Ministère consulte également les comités consultatifs régionaux annuellement sur les besoins de services de garde éducatifs à l'enfance et les priorités de développement de ces services sur leur territoire.

En termes de priorité relative à la garde non subventionnée, le Ministère attribue une prépondérance aux projets qui permettent de développer l'offre de services dans un territoire en déficit de places.

Les demandes relatives à des places non subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance peuvent être déposées au Ministère en tout temps et sont analysées au fur et à mesure de leur réception. Depuis le 1er novembre 2023, le Ministère rend une décision sur son analyse dans un délai de 60 jours suivant le dernier jour du mois de la réception d'une demande complète et jugée recevable.

Le formulaire et les renseignements relatifs à une telle demande sont disponibles sur le site Québec.ca à la page suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/ouverture-service-de-garde

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-87

Indiquer les critères d'admissibilité et d'évaluation relatifs aux demandeurs de places ou de permis pour la garde non subventionnée.

Réponse

Toute nouvelle demande de permis de garderie non subventionnée (GNS), d'augmentation du nombre maximal d'enfants indiqué sur un permis de GNS ou de changement d'emplacement dans un autre territoire de bureau coordonnateur est analysée par le Ministère.

Les demandes relatives à des places non subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance peuvent être déposées au Ministère en tout temps et sont analysées au fur et à mesure de leur réception. Depuis le 1er novembre 2023, le Ministère rend une décision sur son analyse dans un délai de 60 jours suivant le dernier jour du mois de la réception lorsqu'une demande est complète et jugée recevable.

Le formulaire et les renseignements relatifs à une telle demande sont disponibles dans le site Internet du Ministère à la page suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/ouverture-service-de-garde

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-88

Indiquer les détails de la reddition de comptes exigée aux garderies non subventionnées.

Réponse

Rapport d'activités

Comme le prescrit l'article 63 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (LSGEE), les titulaires d'un permis de garderie non subventionnée (GNS) doivent transmettre à la ministre de la Famille, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport de leurs activités pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars précédent.

Renouvellement de permis

La LSGEE et le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) précisent les exigences qui doivent être respectées pour qu'un permis soit renouvelé par le Ministère. Ces exigences s'appliquent à tous les titulaires de permis, dont les GNS.

La période de validité d'un permis est au maximum de cinq ans, mais le Ministère peut renouveler un permis pour une période plus courte si un suivi spécifique est requis. La LSGEE précise aussi les situations pouvant conduire à un refus de renouveler un permis.

Le formulaire de demande de renouvellement de permis rempli, des pièces justificatives, les documents valides demandés et le paiement des droits exigibles doivent être transmis au Ministère dans le respect du délai prescrit. Plus d'information concernant ce qui doit être transmis est disponible au lien suivant :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/administration#c293997

Par ailleurs, le titulaire doit obligatoirement utiliser la prestation électronique de services en passant par clicSÉQUR pour valider et mettre à jour le portrait de ses administrateurs et de ses actionnaires, que le titulaire de permis soit une personne morale ou une personne physique.

Portail d'inscription aux services de garde

Depuis la sanction de la Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance, tous les titulaires de permis de GNS doivent fournir les renseignements demandés par le Ministère. Depuis le 1er décembre 2025, ils doivent le faire par l'intermédiaire du Portail d'inscription aux services de garde.

Ces renseignements servent notamment à des fins d'identification de la clientèle, d'appréciation de la fréquentation prévue et de l'assiduité des enfants reçus ou d'administration de l'offre et de la demande de services de garde, à des fins d'études ou de recherches.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-89

Indiquer le coût moyen par jour chargé pour une place en garderie non subventionnée :

a) par région.

Réponse

Le Ministère ne détient pas cette information.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-90

Indiquer le nombre de conseillers au développement, par région administrative, pour 2024-2025 et 2025-2026.

Réponse

Un total de 55 conseillers permet de desservir toutes les régions administratives, et ce, sans égard à la région du port d'attache de la conseillère ou du conseiller.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-91

Indiquer le nombre de dossiers qui ont été analysés par le bureau d'accélération des projets pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Nombre de dossiers déposés;
b) Nombre de dossiers analysés;
c) Par type de service;
d) Par région;
e) Au total.

Réponse

a) Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 6 dossiers ont été reçus par le Bureau d'accélération de projets (BAP).

b) En date du 31 janvier 2026, les 6 dossiers avaient été analysés et réglés.

c) Parmi les 6 dossiers reçus par le BAP entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 : 3 visaient des centres de la petite enfance et 3 visaient des GNS. Ces 3 derniers n'ont pas été traités directement par le BAP mais ont été redirigés vers les directions concernées.

d) Sur les 6 dossiers reçus par le BAP entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 :

- Un provenait de la région de la Capitale-Nationale;
- Un provenait de la région de l'Estrie;
- Deux provenaient de la région de Montréal;
- Un provenait de la région de Laval;
- Un provenait de la région du Centre-du-Québec.

e) Du 5 février 2023 au 31 janvier 2026, 67 dossiers ont été reçus et réglés par le BAP.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-92

Pour l'année 2025-2026, indiquer les prévisions quant au nombre de places à développer à atteindre au 31 mars 2026 :

a) Par mois;
b) Par région;
c) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le Plan stratégique 2023-2027 du Ministère est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/plan-strategique/plan-strategique-2023-2027.pdf

Les statistiques sur le réseau de services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-93

Indiquer le nombre de fois qu'une enveloppe de financement exceptionnelle a été utilisée dans un projet de développement pour les années 2024-2025, 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde;
c) Indiquer les montants octroyés par cette mesure.

Réponse

Le tableau présente les enveloppes exceptionnelles consenties pour les projets de construction qui ont été mis sous permis entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026. Il est important de préciser que la colonne « Montant total des enveloppes exceptionnelles ($) » correspond aux dépassements du coût des projets par rapport aux enveloppes de financement des infrastructures. Ces enveloppes sont indexées seulement une fois par année en fonction de l'indice des prix à la construction du domaine de la construction alors que l'inflation se fait sentir tout au cours de l'année.

Enveloppes exceptionnelles consenties pour les projets de construction de CPE sous permis en 2025-2026*

Région administrative	Nombre	Montant total des enveloppes exceptionnelles ($)
1. Bas-St-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-St-Jean	0	0
3. Capitale-Nationale	0	0
4. Mauricie	2	256 768
5. Estrie	0	0
6. Île de Montréal	0	0
7. Outaouais	1	362 718
8. Abitibi-Témiscamingue	1	196 379
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	2	489 978
13. Laval	0	0
14. Lanaudière	1	615 930
15. Laurentides	2	991 053
16. Montérégie	0	0
17. Centre-du-Québec	1	32 136

* Données au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-94

Combien d'installations temporaires ont été créées depuis la mise en place de l'initiative, où sont-elles situées et quels sont les coûts de cette initiative?

Réponse

La liste est disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-95

Quels sont, en nombre et en proportion, les objectifs de création de place du MFA pour 2026-2027 en :

a) CPE;
b) Milieux familiaux;
c) Garderie privées subventionnées.

Réponse

L'information est disponible dans le Plan stratégique 2023-2027 du Ministère :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/plan-strategique/plan-strategique-2023-2027.pdf

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-96

Pour les années 2021-2026, indiquer le nombre de places récupérées :

a) Par région ;
b) Par territoire de BC;
c) Par type de service de garde éducatif;
d) Les raisons de la récupération.

Réponse

Liste des places récupérées par le Ministère, par type de services de garde, en 2025-2026, au 31 janvier 2026.

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées récupérées par le Ministère	Type de garde
3 – Capitale-Nationale	CPE LES P'TITS LOUPS (LIMOILOU)	10	CPE
3 – Capitale-Nationale	BRIN DE FOLIE	16	CPE
5 – Estrie	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT (INST. COWIE)	5	CPE
7 – Outaouais	PROJET CENTRE ÉDUCATIF LE PETIT CAMPUS	80	GS
15 – Laurentides	PROJET ACADEMIE DE L'ENFANCE II	78	GS

Toutes ces places ont été récupérées en raison du non-avancement du projet.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-97

La liste des services de garde éducatifs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par territoire de BC;
c) Par type de service;
d) Les raisons du retour des places;
e) Nombre de places retournées.

Réponse

Liste des places retournées au Ministère, par type de services de garde et leur raison, en 2025-2026, au 31 janvier 2026 :

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-97

Région	BC	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Type de services de garde	Date de retour de places	Raison
2	201	CPE MAMIK	20	CPE	2025-05-21	Désistement
2	205	CPE MINI-MONDE L'ANSE-SAINT-JEAN	5	CPE	2025-08-01	Désistement
3	309	GARDERIE MIKUENISS - PETITE PLUME	38	GS	2025-04-11	Fermeture
3	313	GARDERIE AUX SECRETS DE LA NATURE	6	GS	2025-05-29	Désistement
3	313	GARDERIE DEMI-LUNE	2	GS	2025-07-21	Désistement
4	401	CPE LE COFFRE À JOUETS	9	CPE	2025-07-11	Désistement
4	402	LES AMIS DES ARBRES DU PARC PIE-XII	73	CPE	2025-11-07	Désistement
8	802	GARDERIE EXPLORATEURS DU MONDE	44	GS	2025-04-01	Fermeture
9	904	CPE UAPUKUN	80	CPE	2025-10-08	Désistement
9	906	CPE RITOURN'AILES DE SEPTS-ÎLES - INST. LA MAISONNETTE	1	CPE	2025-12-25	Désistement
12	1207	CPE L'ENVOL DE LOTBINIÈRE - INST. CPE ALLÉE D'ÉTOILES	16	CPE	2025-05-09	Désistement
14	1407	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES JOLIS MINOIS - INSTALLATION 1	5	CPE	2025-08-08	Réduction de capacité
15	1502	ACADÉMIE DE L'ENFANCE BLAINVILLE	13	GS	2025-11-17	Désistement
16	1616	CPE DANAHÉ	11	CPE	2025-06-04	Désistement
16	1625	LE NID DES PETITS	2	GS	2025-10-10	Réduction de capacité
17	1704	CENTRE COOPÉRATIF LA MAISON DES AMIS RÉGION 17	16	CPE	2025-11-19	Désistement

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-97

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-98

Indiquez le nombre de places converties en milieux subventionnés depuis 2021.

a) Vers quel type de service de garde éducatif;
b) Quels sont les critères d'évaluation pour la conversion de places;
c) Ventilez les places converties par région.

Réponse

Les listes de projets autorisés pour la conversion de garderies non subventionnées (GNS) en garderies subventionnées (GS) sont disponibles à l'adresse suivante pour les exercices de conversion 2023, 2024 et 2025 :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets

Résultats sommaires des conversions depuis 2021 au 31 janvier 2026					
Type de conversion	**Nombre de places converties**				
	2021-2022	**2022-2023**	**2023-2024**	**2024-2025**	**2025-2026 (au 31 janvier 2026)**
Conversion de GNS en GS	1 767 (1 767autorisées)	1 782 (1 782 autorisées)	5 069 (5 069 autorisées)	1 157 (1 157 autorisées)	0 (en cours) (1 023 autorisées incluant 22 places en réalisation)
Conversion de GNS en centres de la petite enfance (CPE)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	123 (251 autorisées, 128 places retournées)	Sans objet
Conversions totales	**1 767**	**1 782**	**5 069**	**1 280**	**0**

Les projets soumis et jugés admissibles dans le cadre d'un appel de projets conversion sont évalués selon les critères suivants :

- la faisabilité;
- la pertinence;
- la qualité.

La faisabilité du projet est évaluée en fonction :

- de la conformité du dossier;
- de la capacité anticipée du demandeur à respecter les exigences du RAC;
- du réalisme des projections financières quant aux revenus et aux charges pour les deux premières années de subvention.

La pertinence des projets est évaluée en fonction de l'offre de services de garde, actuelle et projetée, à l'égard des différents besoins de garde et des priorités de développement identifiées pour l'ADP en cours. La pertinence est aussi appréciée en fonction de la capacité démontrée de la GNS à répondre aux besoins des enfants du territoire, en collaboration avec le milieu, ainsi que sur la base de sa réponse aux besoins identifiés dans les recommandations du Comité consultatif régional (CCR) responsable du territoire de bureau coordonnateur (TBC) concerné qui ont été publiées en juillet 2025, le cas échéant.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-98

Le demandeur doit démontrer qu'il sera en mesure de rendre des services de garde subventionnés de qualité en s'appuyant sur des faits. Il pourra faire valoir, à titre d'exemples, la qualité éducative des services rendus, les caractéristiques de son installation, l'environnement de celle-ci, la qualité de sa gestion (ressources humaines, organisation administrative, participation des parents, etc.). La qualité du projet est notamment évaluée en fonction des éléments suivants :

- les dimensions du programme éducatif et ses forces (interactions entre les membres du personnel de garde, les enfants et leurs parents, expériences vécues par les enfants, aménagement des lieux et matériel);
- la cohérence entre l'offre de services décrite dans la demande et les moyens mis en place pour la maintenir, ou les moyens envisagés pour l'améliorer avec la subvention;
- l'organisation de l'offre de services, dont le nombre de personnes qualifiées au sein de la GNS et le respect des ratios de membres du personnel éducateur de la petite enfance prévus par règlement;
- la qualité des ressources humaines à l'emploi de la GNS : l'expérience et le parcours du gestionnaire, la pertinence des expériences de travail du personnel, le temps réservé à la préparation des activités, etc.;
- la gouvernance et la gestion des ressources (organisation administrative actuelle et projetée, participation des parents);
- la qualité de l'environnement de l'installation, c'est-à-dire son emplacement, sa proximité des familles, la sécurité des lieux, etc.;
- la qualité de la gestion de l'information et des communications : plan de communication et plan de transition, adhésion des parents au projet, communications relatives aux changements à venir tels qu'un ajustement aux heures d'ouverture ou une modification des règles d'organisation des services, etc.;
- du respect historique du demandeur quant aux exigences de la LSGEE et de ses règlements.

Concernant le dernier point, si des manquements ont été identifiés, mais qu'ils ont été corrigés, le demandeur peut le mentionner dans son formulaire de demande, dans la section « Autres renseignements ».

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-99

Parmi les garderies converties, lesquelles étaient :

a) Locataires;
b) Propriétaires.

Réponse

En 2025-2026, 1 023 places non subventionnées ont été converties en garderies subventionnées, ce qui représente 17 services de garde, dont 3 sont propriétaires et 14 sont locataires.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-100

Indiquer les sommes du PQI réservées pour la conversion des places.

Réponse

Aucune somme n’est réservée au Plan québécois des infrastructures (PQI) pour la conversion des places. Le Ministère a donc mis de l’avant un projet pilote pour la conversion de garderies non subventionnées (GNS) en centres de la petite enfance (CPE) locataires.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-101

En regard du projet-pilote de conversion vers les CPE, donnez une mise à jour du projet-pilote :

a) Combien de places visées;
b) Combien de places réalisées;
c) Par région;
d) Échéancier de conversion prévu.

Réponse

a) Nombre de places visées :

Le projet pilote visait la conversion de 200 places de GNS en centres de la petite enfance. Cinq projets ont été autorisés pour 251 places :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/projets-retenus-conversion-GNS-CPE-2024.pdf

b) et c) Nombre de places réalisées par région, au 31 janvier 2026 :

Région administrative	Nombre de places
3. Capitale-Nationale	94
17. Centre-du-Québec	29

d) Échéancier :

Le projet pilote est terminé. Le bilan du projet pilote a été publié en juillet 2025 et il est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/Bilan-PP-GNS-CPE.pdf

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-102

Indiquer quelles sont les cibles de l'opération « Main-d'œuvre » du ministère de la Famille et leur taux de complétion.

Réponse

L'ensemble de l'Opération main-d'œuvre (OPMO) est chapeauté par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Pour plus de détails, consultez la page

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications/operation-maindoeuvre

La cible d'embauche établie dans le cadre de l'OPMO, et ce jusqu'au 31 mars 2026, est de 18 000 éducatrices et éducateurs de la petite enfance et la qualification en emploi de 7 000 éducateurs ou éducatrices de la petite enfance.

Les mesures suivantes de l'OPMO sont sous la responsabilité du ministère de la Famille :

1. **Amélioration des conditions de travail et actions de valorisation de l'emploi d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et de promotion des mesures** :
   a. Voici quelques-unes des principales mesures prévues aux ententes portant sur les clauses nationales des Centres de la petite enfance (CPE) :
      - Durée de l'entente collective: 5 ans, soit du 1er avril 2023 au 31 mars 2028;
      - Augmentation des paramètres généraux de 17,4 % sur 5 ans;
      - Clause d'ajustement reliée à l'indice des prix à la consommation (IPC), le cas échéant, à compter du 31 mars 2026;
      - Majoration additionnelle : 2 % au 1er avril 2025 pour les appellations d'emploi suivantes : Secrétaire réceptionniste, commis-comptable, adjointe administrative, agente à la conformité, aide-éducatrice, l'agente-conseil en soutien pédagogique et technique, préposée et cuisinière;
      - Majoration de traitement additionnelle applicable à l'éducatrice qualifiée et spécialisée au 1er avril 2025 (échelons 1 à 4);
      - Ajout d'une (1) heure pédagogique supplémentaire, pour un total de dix-neuf (19);
      - Gestion à la cuisine : ajout de 4 heures à la banque annuelle des heures de gestion et de planification de la cuisine et prévoir que la responsable de l'alimentation à temps partiel bénéficie de cette banque d'heures au prorata du temps travaillé;
      - Prime fixe d'éloignement et de rétention pour certains secteurs définis;
      - Reconnaissance des années de service au sein d'un CPE : montant forfaitaire équivalent à 1 % du salaire brut gagné pour la travailleuse ayant cumulé 20 ans et plus de service au sein d'un même CPE.
   b. Actions de valorisation et de promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de promotion des formations à grande échelle, réalisées en continu depuis 2021.

2. **Prime salariale pour revenu de retraite - Incitatif financier pour le retour au travail des employés du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance** : mesure terminée au 31 mars 2023.

3. **Implantation d'un service de certification de la qualification en vue d'élargir les diplômes admissibles et de réduire les obstacles à la qualification** : Le service de certification est en activité depuis janvier 2023.

Source : Sous-ministériat de la main-d'œuvre et qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-103

Indiquez les sommes dépensées pour les différentes campagnes de valorisation de la profession depuis 2021.

Réponse

Pour 2021-2026, au 31 janvier 2026, les dépenses liées aux campagnes de valorisation en petite enfance totalisent 3 507 214 $.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-104

Indiquer le nombre de postes (ETC) pour 2024-2025 et pour 2025-2026, par type de service de garde éducatif et par région, incluant les bureaux coordonnateurs :

a) Personnel éducateur qualifié;
b) Personnel éducateur non qualifié;
c) Personnel éducateur spécialisé;
d) Commis-comptable;
e) Secrétaire-comptable;
f) Secrétaire;
g) Cuisinier et responsable de l'alimentation;
h) Préposé à l'entretien ménager;
i) Conseiller pédagogique;
j) Gestionnaire de niveau 1;
k) Gestionnaire de niveau 2;
l) Gestionnaire de niveau 3;
m) Aide-éducatrice;
n) Agent de soutien pédagogique;
o) Agent de conformité.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-105

Indiquer le salaire moyen versé pour 2024-2025 et pour 2025-2026, selon les rapports financiers, pour chacun des postes suivants et pour chaque type de service de garde éducatif, incluant les bureaux coordonnateurs :

a. Personnel éducateur qualifié;
b. Personnel éducateur non qualifié;
c. Personnel éducateur spécialisé;
d. Commis-comptable;
e. Secrétaire-comptable;
f. Secrétaire;
g. Cuisinier et responsable de l'alimentation;
h. Préposé à l'entretien ménager;
i. Conseiller pédagogique;
j. Gestionnaire de niveau 1;
k. Gestionnaire de niveau 2;
l. Gestionnaire de niveau 3;
m. Aide-éducatrice;
n. Agent de soutien pédagogique;
o. Agent de conformité.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Le Ministère ne détient pas ces informations pour les garderies non subventionnées.

De plus, les échelles salariales en vigueur pour le personnel salarié sont disponibles sur le site Internet du Ministère :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/RH/taux-et-echelles-de-salaires-personnes-salariees.pdf

Les fourchettes salariales en vigueur pour le personnel d'encadrement sont également disponibles sur le site Internet du Ministère :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-rh#c286359

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-106

Pour les années, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, indiquer la proportion du nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif, incluant les garderies privées non subventionnées.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Les résultats sur la proportion de personnel éducateur qualifié sont également publiés sur la base des collectes trimestrielles de données réalisées auprès des titulaires de permis à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-107

Pour les années 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, indiquer les sommes récupérées par le barème du seuil de performance (atteinte du taux de qualification).

a) Par région;
b) Par type de services de garde éducatifs, incluant les garderies privées non subventionnées.

Réponse

Le tableau suivant présente les sommes récupérées en raison de l'application du facteur d'ajustement pour la qualification.

Sommes récupérées par le barème du seuil de performance en 2025-2026

Région administrative	Centre de la petite enfance ($)	Garderie subventionnée ($)	Total ($)
1. Bas-Saint-Laurent	0	40 275	**40 275**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	12 693	8 363	**21 056**
3. Capitale-Nationale	0	266 414	**266 414**
4. Mauricie	0	8 612	**8 612**
5. Estrie	0	14 012	**14 012**
6. Montréal	0	114 491	**114 491**
7. Outaouais	9 977	72 639	**82 616**
8. Abitibi-Témiscamingue	7 766	17 860	**25 626**
9. Côte-Nord	17 504	0	**17 504**
10. Nord-du-Québec	8 333	0	**8 333**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 725	0	**4 725**
12. Chaudière-Appalaches	0	13 985	**13 985**
13. Laval	0	22 435	**22 435**
14. Lanaudière	0	63 731	**63 731**
15. Laurentides	14 603	15 781	**30 384**
16. Montérégie	0	320 959	**320 959**
17. Centre-du-Québec	0	15 701	**15 701**

Note : En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-108

Indiquez la proportion du nombre de service de garde éducatif qui ne respecte pas le ratio 1 sur 2 d'éducatrices qualifiées pour l'année 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-109

Indiquer le nombre de bris de service constatés :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par motif de fermeture;
d) Le nombre d'heures au total;
e) Le nombre de jours de fermeture dû à un bris de service.

Réponse

Le Ministère ne comptabilise pas l'ensemble des bris de service des centres de la petite enfance (CPE), garderies subventionnées (GS) et garderies non subventionnées (GNS), ni le motif de fermeture. Il comptabilise les fermetures à titre de cas fortuit pour les CPE et les GS et les fermetures pour un ou plusieurs groupes d'enfants attribuables à un manque de personnel.

Cas fortuit : Un jour de fermeture est comptabilisé à titre de cas fortuit s'il n'a pas été déterminé à l'avance et est indépendant de la volonté du prestataire de services de garde éducatifs. Citons en exemple une tempête de neige, une panne d'électricité majeure non planifiée ou un incendie.

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles sur les jours de fermeture attribuables à un cas fortuit.

Fermetures en raison de cas fortuit en CPE pour 2024-2025

Région administrative	Nombre de jours	Nombre d'installations
1. Bas-Saint-Laurent	80	37
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	5
3. Capitale-Nationale	74	72
4. Mauricie	5	5
5. Estrie	17	15
6. Montréal	296	158
7. Outaouais	58	54
8. Abitibi-Témiscamingue	11	6
9. Côte-Nord	9	7
10. Nord-du-Québec	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	12
12. Chaudière-Appalaches	41	31
13. Laval	69	39
14. Lanaudière	25	14
15. Laurentides	53	38
16. Montérégie	131	94
17. Centre-du-Québec	9	9
Ensemble des régions	**908**	**596**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-109

Fermetures en raison de cas fortuit en GS		
Région administrative	**2024-2025**	
	Nombre de jours	**Nombre d'installations**
1. Bas-Saint-Laurent	3	2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-	-
3. Capitale-Nationale	20	17
4. Mauricie	6	5
5. Estrie	11	7
6. Montréal	93	61
7. Outaouais	16	13
8. Abitibi-Témiscamingue	-	-
9. Côte-Nord	-	-
10. Nord-du-Québec	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-
12. Chaudière-Appalaches	4	3
13. Laval	12	6
14. Lanaudière	10	7
15. Laurentides	16	11
16. Montérégie	34	24
17. Centre-du-Québec	2	2
Ensemble des régions	**227**	**158**

Source : RFA 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles sur le nombre de cas de fermetures d'un ou de plusieurs groupes d'enfants découlant d'un manque de personnel. À noter que ces données ne sont pas auditées ni publiées, elles sont basées sur une déclaration volontaire dans le cadre des collectes de données pour la production du Portrait annuel de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance :

- Par type d'établissement

Fermetures en raison de manque de personnel – 2024-2025			
	CPE	**GS**	**GNS**
Nombre de fermetures d'un ou de plusieurs groupes	2 386	156	464
Proportion de fermetures de moins d'une semaine	93 %	67 %	39 %
Proportion de fermetures d'une semaine ou plus	8 %	33 %	60 %

Source : Collecte de données 2024-2025 pour le Portrait de la main-d'œuvre (dernières données disponibles, données pondérées).
Note : En raison des arrondis, la somme peut ne pas balancer à l'unité.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-110

Indiquez le nombre de fermetures dues à des cas de forces majeures (ex. : manque d'électricité).

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total;
d) Les sommes imputées à ce type de fermeture.

Réponse

Fermetures en raison de cas fortuit en centre de la petite enfance (CPE) pour 2024-2025		
Région administrative	**Nombre de jours**	**Nombre d'installations**
1. Bas-Saint-Laurent	80	37
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	5
3. Capitale-Nationale	74	72
4. Mauricie	5	5
5. Estrie	17	15
6. Montréal	296	158
7. Outaouais	58	54
8. Abitibi-Témiscamingue	11	6
9. Côte-Nord	9	7
10. Nord-du-Québec		
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	12
12. Chaudière-Appalaches	41	31
13. Laval	69	39
14. Lanaudière	25	14
15. Laurentides	53	38
16. Montérégie	131	94
17. Centre-du-Québec	9	9
Ensemble des régions	**908**	**596**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Fermetures en raison de cas fortuit en garderie subventionnée		
Région administrative	**2024-2025**	
	Nombre de jours	**Nombre d'installations**
1. Bas-Saint-Laurent	3	2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean		
3. Capitale-Nationale	20	17
4. Mauricie	6	5
5. Estrie	11	7
6. Montréal	93	61
7. Outaouais	16	13
8. Abitibi-Témiscamingue		
9. Côte-Nord		
10. Nord-du-Québec		
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
12. Chaudière-Appalaches	4	3

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-110

Fermetures en raison de cas fortuit en garderie subventionnée		
Région administrative	**2024-2025**	
	Nombre de jours	**Nombre d'installations**
13. Laval	12	6
14. Lanaudière	10	7
15. Laurentides	16	11
16. Montérégie	34	24
17. Centre-du-Québec	2	2
Ensemble des régions	**227**	**158**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-111

Faire le portrait de l'utilisation des services de remplacement dans le réseau sur une période de 5 ans (2021-2026), par région et par type de service de garde éducatif :

a) Nombre d'heures;
b) Montant associé;
c) Taux horaire utilisé.

Réponse

a) et c) Le Ministère dispose seulement du nombre d'heures de la main-d'œuvre indépendante pour les frais directs (éducatrice qualifiée, éducatrice non qualifiée, aide-éducatrice et éducatrice spécialisée). Le taux horaire est présenté sous forme d'un taux horaire moyen. Il est à noter que certains CPE et GS n'ont pas fourni d'heures travaillées avec le montant de la main-d'œuvre indépendante. Ainsi le taux horaire moyen n'a pu être calculé pour ces régions.

Nombres d'heures travaillées et taux horaire moyen en main-d'œuvre indépendante pour les Centres de la petite enfance (CPE) en 2024-2025
(Frais directs - excluant Autres frais et TPS-TVQ)

Région administrative		Sommes dépensées ($)	Heures travaillées	Taux horaire moyen ($)
1.	Bas-Saint-Laurent	N. D.	N. D.	N. D.
2.	Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 066	32,0	33,31
3.	Capitale-Nationale	97 904	2 075,1	47,18
4.	Mauricie	169 337	6 961,8	24,32
5.	Estrie	378 652	11 763,9	32,19
6.	Montréal	22 860 097	617 620,6	37,01
7.	Outaouais	1 040 117	33 371,7	31,17
8.	Abitibi-Témiscamingue	-	-	-
9.	Côte-Nord	-	-	-
10.	Nord-du-Québec	-	-	-
11.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	-
12.	Chaudière-Appalaches	61 388	2 040,0	30,09
13.	Laval	3 217 236	84 166,8	38,22
14.	Lanaudière	2 462 809	64 412,2	38,24
15.	Laurentides	3 851 762	99 067,9	38,88
16.	Montérégie	8 392 926	229 026,8	36,65
17.	Centre-du-Québec	34 538	858,2	40,24

Note : En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
N. D. : Les données ne peuvent être divulguées en raison du petit nombre (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).
- : Aucune donnée transmise ou absence de données : le Rapport financier annuel (RFA) n'avait pas de règles obligeant la déclaration d'heures liées à la dépense. C'est pourquoi certaines données sont non renseignées.
Source : RFA 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-111

Nombres d'heures travaillées et taux horaire moyen en main-d'œuvre indépendante pour les garderies subventionnées (GS) en 2024-2025
(Frais directs - excluant Autres frais et TPS-TVQ)

Région administrative	Sommes dépensées ($)	Heures travaillées	Taux horaire moyen ($)
1. Bas-Saint-Laurent	-	-	-
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 739	316,6	21,29
3. Capitale-Nationale	1 254	-	-
4. Mauricie	200	8,0	25,00
5. Estrie	-	-	-
6. Montréal	690 066	16 554,5	41,68
7. Outaouais	531 254	20 071,8	26,47
8. Abitibi-Témiscamingue	-	-	-
9. Côte-Nord	N. A.	N. A.	N. A.
10. Nord-du-Québec	N. A.	N. A.	N. A.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	-
12. Chaudière-Appalaches	32 284	716,6	45,05
13. Laval	363 469	7 682,0	47,31
14. Lanaudière	77 386	2 038,7	37,96
15. Laurentides	307 498	7 438,0	41,34
16. Montérégie	191 858	4 809,4	39,89
17. Centre-du-Québec	630	-	-

Note : En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

N. A. : Aucune donnée pour ces régions puisqu'aucune GS assujettie à l'obligation de transmettre un RFA n'était en opération.

- : Aucune donnée transmise ou absence de données : le RFA n'avait pas de règles obligeant la déclaration d'heures liées à la dépense. C'est pourquoi certaines données sont non renseignées.

Source : RFA 2024-2025.

Lecture des données : 31 janvier 2026.

b) Contrairement aux tableaux précédents, ce tableau présente le coût global de la main-d'œuvre indépendante, c'est-à-dire pour les frais directs, mais également pour les frais auxiliaires (responsable de l'alimentation, préposée) et pour les frais administratifs (secrétaire comptable, secrétaire réceptionniste, adjointe administrative, agente de conseil en soutien pédagogique et technique).

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible)
(Frais directs, Frais auxiliaires et Frais administratifs)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
1. Bas-Saint-Laurent	1 280	-
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	223 558	7 570
3. Capitale-Nationale	472 169	4 415
4. Mauricie	485 774	200
5. Estrie	710 145	10 621
6. Montréal	27 655 094	1 126 947

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-111

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible)
(Frais directs, Frais auxiliaires et Frais administratifs)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
7. Outaouais	1 200 861	810 862
8. Abitibi-Témiscamingue	34 732	-
9. Côte-Nord	22 113	-
10. Nord-du-Québec	1 674	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-
12. Chaudière-Appalaches	97 848	35 002
13. Laval	3 731 446	446 620
14. Lanaudière	2 882 116	157 133
15. Laurentides	4 895 599	507 008
16. Montérégie	9 724 032	276 143
17. Centre-du-Québec	82 547	630

- : Aucune donnée transmise ou Absence de données : le RFA n'avait pas de règles obligeant la déclaration d'heures liées à la dépense. C'est pourquoi on a certaines données non renseignées.
Lecture des données : 31 janvier 2026.
Source : RFA 2024-2025.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-112

Indiquer le taux de roulement depuis les cinq dernières années :

a) En CPE;
b) En garderies subventionnées;
c) En garderies non subventionnées;
d) Au ministère de la Famille.

Réponse

Pour les services de garde éducatifs à l'enfance, les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Pour le Ministère, les données seront publiées dans le rapport annuel de gestion 2025-2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-113

Indiquer les raisons des départs des employées telles que documentées dans le rapport d'activités de 2024-2025 et 2025-2026 :

a. En CPE ;
b. En garderies subventionnées ;
c. En garderies non subventionnées.

Réponse

Les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-114

Indiquer le nombre d'absences d'invalidité gérées par l'assureur dont le MFA est le preneur de contrat :

a) Nombre de réclamations reçues;
b) Nombre de réclamations acceptées;
c) Durée des absences;
d) Motif des absences;
e) Total des indemnités accordées.

Réponse

Les données concernant les invalidités de courte et de longue durée sont des données confidentielles et ne sont pas rendues publiques.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-115

Indiquer l'âge moyen de la retraite en CPE/BC en 2024-2025 et 2025-2026.

Réponse

Selon les résultats de la collecte annuelle de données 2023-2024 pour le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance (dernières données disponibles), l'âge moyen de la retraite pour le personnel éducateur en CPE est de :

- 61,7 ans pour le personnel qualifié;
- 63,5 ans pour le personnel non qualifié.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-116

Indiquer l'âge moyen des employés en 2024-2025 et 2025-2026 :

a) Par catégorie d'emploi;
b) Par type de service de garde éducatif, incluant les bureaux coordonnateurs.

Réponse

Les données concernant l'âge moyen par catégorie d'emploi ainsi que par service de garde éducatif incluant les bureaux coordonnateurs ne sont pas disponibles.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-117

Des 1,2 M$ de crédits accordés pour la prime salariale pour les retraités, combien ont été utilisés en 2025-2026.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

La prime salariale pour les retraités a pris fin le 31 mars 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-118

Évaluer les retomber du programme jeune explorateur dans les écoles et les retombés de celui-ci sur le recrutement du personnel éducateur.

Réponse

Retombées de la collaboration avec JeunesExplo en 2025-2026 :

- Stage d'un jour : JeunesExplo offre et promeut la possibilité de faire un stage d'un jour dans un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE) auprès des jeunes, afin de leur permettre d'expérimenter l'emploi d'éducatrice ou d'éducateur qualifié, accompagnés par une ou un mentor (éducatrice ou éducateur qualifié(e)). 38 jeunes ont pu faire un stage d'un jour en SGEE lors de l'édition 2025 du stage d'un jour.
- Dans le cadre de la participation de JeunesExplo aux Journées Carrière dans les écoles du Québec, six écoles secondaires ont été visitées.

JeunesExplo a pour mission de favoriser la persévérance scolaire et l'orientation professionnelle, et de soutenir la relève au Québec. Les jeunes de 3e, 4e et 5e secondaires et du collégial sont le public cible principal. Le Ministère a conclu deux contrats avec JeunesExplo afin de faire la promotion de l'emploi d'éducatrice ou d'éducateur qualifié auprès des jeunes dans le but de les aider à faire leur choix de programmes d'études au collégial.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-119

Indiquez combien de personnes qui ont suivi le programme parcours travail-étude (COUD/Rac96) :

a) Sont en poste actuellement;
b) Par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le Parcours travail-études en petite enfance (COUD) et le projet RAC96 sont des mesures sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-120

Indiquer le nombre d'évaluations menées pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par phase (1 ou 2 de l'évaluation);
d) Par grosseur d'installation;
e) Au total.

Réponse

Les résultats complets pour l'année 2025-2026 ne sont pas encore disponibles. Ils le seront lors de la publication du Rapport annuel de gestion 2025-2026 du Ministère.

Les résultats pour l'année 2024-2025 se trouvent à la page 19 du Rapport annuel de gestion 2024-2025 disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/RAG_MFA_2024-2025.pdf

---

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-121

Indiquer le nombre de milieux qui ont été évalués deux fois pour les années 2024-2025 et 2025-2026 :

a) Par phase (1 ou 2 de l'évaluation);
b) Par région;
c) Par type de service de garde éducatif;
d) Au total.

Réponse

Les résultats complets pour l'année 2025-2026 ne sont pas encore disponibles. Ils le seront lors de la publication du Rapport annuel 2025-2026 de gestion du Ministère.

Les résultats pour l'année 2024-2025 se trouvent à la page 19 du Rapport annuel de gestion 2024-2025 disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/RAG_MFA_2024-2025.pdf

---

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-122

Indiquer les résultats de l'évaluation de la qualité pour les années 2024-2025 et 2025-2026:

a) Par taux d'atteinte des seuils minimaux;
b) Par région;
c) Par type de service de garde éducatif;
d) Par phase d'évaluation;
e) Par critère d'évaluation.

Réponse

Les résultats complets pour l'année 2025-2026 ne sont pas encore disponibles. Ils le seront lors de la publication du Rapport annuel de gestion du Ministère 2025-2026.

Les résultats pour l'année 2024-2025 se trouvent à la page 19 du Rapport annuel de gestion 2024-2025 disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/RAG_MFA_2024-2025.pdf

---

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-123

Indiquer les sommes octroyées à la firme Servir plus pour les contrats de l'évaluation de la qualité, phase 1 et 2.

Réponse

Phase 1 (centres de la petite enfance [CPE], garderies – groupes d'enfants de 3 à 5 ans) :

- Contrat Servirplus (nº 2018-026) :
  - Du 20 novembre 2018 au 20 mars 2023;
  - 6 914 505,09 $.

Phase 2 (CPE, garderies – groupes d'enfants de 0 à 5 ans) :

- Contrat Servirplus (nº 2022-027) :
  - Du 22 décembre 2022 au 31 mars 2026;
  - 10 916 860,00 $.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-124

Extraire des rapports d'évaluation de la qualité les éléments de la qualité structurelle et des facteurs associés :

a) Nombre de rencontres du personnel annuel rémunérées;
b) Nombre d'heures mensuelles rémunérées allouées au personnel éducateur;
c) Par type de services de garde éducatifs.

Réponse

Les données peuvent être consultées dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte#c286418

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-125

De quelle façon le ministère de la Famille compile des données sur la qualité alimentaire servie dans les SGÉÉ?

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-126

Indiquez le nombre d'employés provenant du recrutement international.

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Issus de mission « Journée Québec ».

Réponse

Le Ministère ne dispose pas de données sur le nombre de travailleurs étrangers recrutés par les services de garde éducatifs à l'enfance.

En 2025-2026, aucune activité de recrutement international Journées Québec destinée au secteur de la petite enfance n'a été organisée par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI). Par conséquent, aucune éducatrice n'a été recrutée dans le cadre des Journées Québec.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-127

Ventilez l'utilisation de la somme de 7 millions $ annoncée pour le recrutement international.

Réponse

2023-2024 : 1 M$
2024-2025 : 1,5 M$
2025-2026 : 1,5 M$
2026-2027 : 1,5 M$
2027-2028 : 1,5 M$

En date du 31 janvier 2026, les sommes dépensées pour l'année 2025-2026 sont de 11 137,43 $.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-128

Indiquer le nombre de SGEE qui utilisent les services de traiteur :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Le nombre de jours utilisés;
d) Au total.

Réponse

Le Ministère ne détient aucune information relativement aux services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) qui utilisent les services d'un traiteur alimentaire.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-129

Indiquer le nombre de service de garde éducatif qui ont une cuisine centralisée :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Au total.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-130

Au sujet du plomb dans l'eau, sur le nombre de services de garde devant faire des modifications, par type de service :

a) Combien ont fait les modifications demandées?
b) Combien n'ont pas encore fait les travaux demandés?

Réponse

La notion de « modification demandée » n'est pas suffisamment précise pour pouvoir répondre à la question.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-131

Quelles mesures le ministère de la Famille a-t-il mises en place pour s'assurer que tous les services de garde concernés feront les modifications nécessaires pour éliminer le plomb dans leur installation?

Réponse

Dans un premier temps, le Ministère a initié des exercices pour inciter les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à procéder aux échantillonnages requis pour la réalisation des tests visant à analyser la concentration de plomb dans l'eau potable.

Par la suite, le Ministère a élaboré un règlement afin de contraindre les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable à le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers. Le règlement permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Le Règlement sur le contrôle du plomb dans l'eau chez les prestataires de services de garde éducatifs a ainsi été édicté le 22 janvier 2025 et publié à la Gazette officielle du Québec le 5 février 2025.

Plus précisément, le Règlement prévoit une obligation pour tous les prestataires de SGEE de s'assurer que l'eau, utilisée pour boire ou pour préparer les aliments ou boissons qu'ils mettent à la disposition d'une personne dans le cadre de la prestation des SGEE, respecte la norme de qualité de l'eau potable relative au plomb.

Plus particulièrement, les dispositions du Règlement prévoient une obligation pour les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable de le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers pour l'ensemble des prestataires de SGEE. Il permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Conformément au Règlement, des pénalités sont également prévues afin de contraindre les SGEE à réaliser les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable.

Les concentrations de plomb dans l'eau potable sont généralement plus élevées l'été que l'hiver. C'est pourquoi la période visée pour l'échantillonnage réglementaire du plomb s'étend du 1er juillet au 1er octobre de chaque année.

- Les premiers tests requis, pour les prestataires n'ayant pas réalisé l'exercice initial ont été réalisés à l'été 2025.
- Pour les tests de suivi, ceux-ci débuteront à partir de l'été 2026, selon la date de réalisation de l'exercice initial par le prestataire.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-132

Détaillez les budgets octroyés aux haltes-garderies, ainsi que le nombre de places offertes.

Ventilez par régions administratives.

Réponse

Il n'y a pas de données disponibles sur le nombre de places offertes en halte-garderie par des organismes communautaires. Le financement accordé repose sur le nombre d'heures d'activités offertes, et non sur le nombre d'enfants accueillis.

En 2025-2026, le budget octroyé total disponible au Ministère pour le soutien financier des organismes offrant des activités de haltes-garderies est réparti comme suit :

- 12 M$, dans le cadre du Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires, volet 1 - activités régulières de halte-garderie communautaires (Programme HGC) (voir le tableau 1);
- 1 M$, pour le Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie en milieux d'enseignement (Programme HGE) (voir le tableau 2).

Tableau 1 - Subventions octroyées dans le cadre du volet 1 du Programme HGC, par région administrative, en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)

Région administrative	Soutien financier
1. Bas-Saint-Laurent	499 065 $
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	452 760 $
3. Capitale-Nationale	823 200 $
4. Mauricie	452 760 $
5. Estrie	740 880 $
6. Montréal	3 256 785 $
7. Outaouais	396 165 $
8. Abitibi-Témiscamingue	221 235 $
9. Côte-Nord	355 005 $
10. Nord-du-Québec	82 320 $
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	246 960 $
12. Chaudière-Appalaches	504 210 $
13. Laval	391 020 $
14. Lanaudière	663 705 $
15. Laurentides	679 140 $
16. Montérégie	1 775 025 $
17. Centre-du-Québec	457 905 $
Ensemble des régions	**11 998 140 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-132

Tableau 2 - Subventions octroyées dans le cadre du cadre du Programme HGE, par région administrative, en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)	
Région administrative	**Soutien financier**
3. Capitale-Nationale	88 850 $
4. Mauricie	83 330 $
5. Estrie	80 002 $
6. Montréal	251 450 $
8. Abitibi-Témiscamingue	51 450 $
10. Nord-du-Québec	81 810 $
14. Lanaudière	100 000 $
17. Centre-du-Québec	64 910 $
Ensemble des régions	**801 802 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-133

Le nombre de haltes-garderies administrées par un organisme communautaire.

Réponse

Le Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires permet de financer 268 organismes au 31 janvier 2026.

Toutefois, d'autres organismes communautaires peuvent offrir des activités de halte-garderie communautaires sans être financés dans le cadre de ce programme. Le Ministère ne détient pas le nombre précis de ces organismes.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-134

Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants syndicaux en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-135

Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants syndicaux en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-136

Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des garderies privées en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-137

Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des garderies privées en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-138

Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des gestionnaires de CPE en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-139

Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants des gestionnaires de CPE en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-140

Le nombre de rencontre entre des fonctionnaires du ministère et des représentants des groupes de parents en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-141

Le nombre de rencontre entre le cabinet ministériel et des représentants des groupes de parents en 2025-2026.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-142

L'ensemble des ADS+ effectuées par le Ministère.

Réponse

Le Ministère est porteur de la mesure 3.2.4 de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027 du Secrétariat à la condition féminine.

Cette mesure vise la diffusion de données sur les enjeux actuels de la coparentalité et de la paternité et permettra de mieux comprendre la situation des pères et des mères d'enfants âgés entre 0 et 17 ans au Québec en matière, notamment, de partage de responsabilités parentales.

Plus spécifiquement, le partage de la planification des tâches familiales au sein des couples a été analysé sous l'angle de la satisfaction et de façon différenciée selon le genre.

Ces résultats inédits pour le Québec seront diffusés dans un rapport de recherche visant à sensibiliser la population aux inégalités qui subsistent entre les femmes et les hommes au regard de ce travail silencieux.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-143

Nombre d'employés (et pourcentage de l'effectif global) du ministère de la Famille détenant un statut d'immigration temporaire ou de demandeur d'asile (personne dont le NAS commence par 9), données ventilées par catégorie d'emploi, par type d'établissement, et par région :

a) en date d'aujourd'hui;
b) au 31 janvier 2025;
c) au 31 décembre 2024;
d) au 31 décembre 2023;
e) au 31 décembre 2022;
f) au 31 décembre 2020;
g) au 31 décembre 2020
h) au 31 décembre 2019.

Réponse

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements personnels sont de nature confidentielle au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, puisque leur divulgation pourrait potentiellement permettre, directement ou indirectement, l'identification d'une personne (ou une ou un employé du Ministère).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-144

Nombre d'employés (et pourcentage de l'effectif global) du ministère de la Famille détenant le statut de résident permanent, données ventilées par catégorie d'emploi, par type d'établissement, et par région :

a) en date d'aujourd'hui;
b) au 31 décembre 2025;
c) au 31 décembre 2024;
d) au 31 décembre 2023;
e) au 31 décembre 2022;
f) au 31 décembre 2021

Réponse

Le statut de résident permanent n'est pas une donnée compilée dans les systèmes des ressources humaines. Le statut est seulement vérifié lors de l'embauche.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-145

Nombre de personnes détenant un permis de RSG dont le numéro d'assurance sociale commence par 9.

Réponse

Le Ministère ne détient pas cette information.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-146

Pour l'année 2025-2026, indiquer le nombre d'enfants en service de garde dont un parent (a) détient un statut d'immigration permanent ; (b) détient un statut d'immigration temporaire ou ; (c) de demandeur d'asile (personne dont le NAS commence par 9)

Réponse

Le ministère de la Famille ne détient pas les informations quant au statut des parents.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-147

Sur le coût des agences de placement et la main d'œuvre indépendante, veuillez donner le détail des dépenses financières pour les CPE et les garderies subventionnées consacrée à ces ententes, veuillez indiquer le service (éducatrice, cuisine, entretien, etc.), par services de garde éducatif à l'enfance par région sociosanitaire pour 2025-2026.

Réponse

Le Ministère dispose seulement de l'information sur la main-d'œuvre indépendante selon trois catégories dans le rapport financier annuel 2024-2025 :

- frais directs (éducatrice qualifiée, éducatrice non qualifiée, aide-éducatrice et éducatrice spécialisée);
- frais auxiliaires (personnel de l'alimentation et personnel de l'entretien);
- frais administratifs (personnel de soutien administratif, agente de soutien pédagogique et technique et personnel d'encadrement).

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible) - Frais directs (éducatrice qualifiée, éducatrice non qualifiée, aide-éducatrice et éducatrice spécialisée)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
1. Bas-Saint-Laurent	0	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 066	6 739
3. Capitale-Nationale	205 547	1 254
4. Mauricie	228 263	200
5. Estrie	546 217	0
6. Montréal	24 868 834	846 869
7. Outaouais	1 142 573	544 535
8. Abitibi-Témiscamingue	0	N. D.
9. Côte-Nord	0	0
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	82 592	33 821
13. Laval	3 460 768	419 337
14. Lanaudière	2 653 331	96 367
15. Laurentides	4 140 773	369 670
16. Montérégie	9 029 766	209 895
17. Centre-du-Québec	37 603	630

Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025.

Lecture des données : 31 janvier 2026.

N. D : Les données ne peuvent être divulgués en raison du petit nombre (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-147

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible) - Frais auxiliaires (personnel de l'alimentation et personnel de l'entretien)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
1. Bas-Saint-Laurent	1 280	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	102 650	0
3. Capitale-Nationale	112 027	3 161
4. Mauricie	124 585	0
5. Estrie	155 237	10 621
6. Montréal	1 952 877	86 885
7. Outaouais	48 941	135 158
8. Abitibi-Témiscamingue	17 740	N. D.
9. Côte-Nord	2 989	0
10. Nord-du-Québec	1 466	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	1 300	0
13. Laval	255 947	4 875
14. Lanaudière	150 052	2 469
15. Laurentides	346 255	13 968
16. Montérégie	354 880	12 557
17. Centre-du-Québec	38 209	0

Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.
N. D. : Les données ne peuvent être divulgués en raison du petit nombre (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible) - Frais administratifs (personnel de soutien administratif, agente de soutien pédagogique et technique et personnel d'encadrement)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
1. Bas-Saint-Laurent	0	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	119 842	831
3. Capitale-Nationale	154 595	0
4. Mauricie	132 926	0
5. Estrie	8 691	0
6. Montréal	833 383	193 193
7. Outaouais	9 347	131 169
8. Abitibi-Témiscamingue	16 992	N. D.
9. Côte-Nord	19 124	0
10. Nord-du-Québec	208	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	N. D.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-147

Sommes dépensées en main-d'œuvre indépendante (MOI) par région administrative et type de service de garde en 2024-2025 (dernière année disponible) - Frais administratifs (personnel de soutien administratif, agente de soutien pédagogique et technique et personnel d'encadrement)

Région administrative	CPE ($)	GS ($)
12. Chaudière-Appalaches	13 956	1 181
13. Laval	14 731	22 408
14. Lanaudière	78 733	58 297
15. Laurentides	408 571	123 370
16. Montérégie	339 386	53 691
17. Centre-du-Québec	6 735	0

Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.
N. D. : Les données ne peuvent être divulgués en raison du petit nombre (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-148

Sur le portail d'inscription aux services de garde.

a) Veuillez donner les détails de son déploiement et les dépenses allouées à la conception et au fonctionnement du Portail;
b) Le nombre de fonctionnaire TI alloués à la mise en œuvre;
c) Préciser les bogues de l'algorithme et les corrections amenées, le nombre de plaintes provenant des directions des services de garde éducatif à l'enfance ou des parents et les motifs des plaintes;
d) Est-ce que le niveau de satisfaction des parents et des directions des services de garde éducatifs à l'enfance a été étudié depuis la mise en œuvre à l'automne 2025 ?

Réponse

a) Le coût final du projet est de 12,6 M$, ce qui inclut le développement du système et tous les tests préalables requis au déploiement. Le coût prévu était de 12,3 M$. Le 0,3 M$ supplémentaire a été requis pour adapter le système à la Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance offert par les titulaires de permis subventionnés (Loi 17 de 2025) qui a été sanctionné le 4 juin 2025.

Le Portail n'est pas seulement un nouveau système informatique, mais un changement majeur des façons de faire pour l'attribution des places en services de garde éducatifs à l'enfance, afin d'assurer l'équité et la transparence.

Conséquemment, pour assurer une transition harmonieuse, un budget de 5,2 M$ a fait l'objet d'une annonce budgétaire en 2025-2026 afin d'assurer un déploiement graduel, prudent et ordonné du nouveau portail d'inscription aux services de garde (le déploiement du système, incluant l'accompagnement de la clientèle et la mise en application du règlement pour les Services de garde éducatifs à l'enfance). Ce déploiement s'est échelonné du 1er octobre au 1er décembre 2025.

b) Des employés, déjà à l'emploi du Ministère et ayant participé au projet informatique, ont développés leur compétence pour le pilotage et l'exploitation de la solution et assureront l'entretien et l'amélioration. Le Ministère ne disposant pas à l'interne de l'expertise nécessaire pour le Salesforce CRM (Customer Relationship Management, terme anglais représentant un outil de gestion des relations d'affaires/clients), le recours à des firmes spécialisées dans cette plateforme technologique s'est avéré indispensable.

c) <u>Préciser les bogues de l'algorithme et les corrections amenées :</u>

Il n'y a pas de bogues dans l'algorithme. Le système fonctionne conformément à la réglementation afférente. Le Règlement sur l'accès aux SGEE (RASGEE) qui encadre la politique d'admission, édicté le 22 mai 2024, et la Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance offert par les titulaires de permis subventionnés (Loi 17 de 2025), sanctionnée en juin 2025, ont pris effet avec le lancement du Portail d'inscription. En conséquence, une période d'adaptation pour les utilisateurs est requise puisque cette nouvelle règlementation amène un changement important des façons de faire.

En ce qui concerne le Portail, comme toute nouvelle solution information, une période d'appropriation est également requise notamment concernant le fonctionnement du système et du référencement ainsi que pour la saisie des ententes de service.

La solution a eu un taux de disponibilité de presque 100 % depuis l'ouverture du Portail. Il n'y a pas eu d'incidents technologiques majeurs et peu d'incidents mineurs ont été soulevés par la clientèle : la plupart des cas étaient des situations isolées, n'affectant pas la performance ou la disponibilité généralisée et ils ont tous été résolus très rapidement. Il n'y a eu aucun incident majeur, des correctifs ont pu être apportés en continu, sans menacer la continuité des services. La conversion des données de La Place 0-5 et de Clientèle services de garde (CSG) vers le Portail a été une réussite.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
2e opposition

Question : RPQS-148

Le nombre de plaintes provenant des directions des services de garde éducatifs à l'enfance ou des parents et les motifs des plaintes :

Entre le 6 octobre 2025 et le 31 janvier 2026, le Ministère a reçu 33 plaintes concernant le Portail.

d) La transition vers le Portail a été appuyée par des actions de communication et de gestion du changement auprès des parties prenantes, à l'interne et à l'externe. L'équipe du Ministère dédiée au soutien à la clientèle a été présente en amont, pendant et après le lancement pour maintenir une expérience client de qualité.

La stratégie de déploiement en trois phases a été choisie pour assurer le succès de la mise en ligne, minimiser l'impact des changements sur la clientèle et tenir compte de la capacité du Ministère à soutenir cette clientèle.

Le Ministère est régulièrement en contact avec les associations pour entendre les commentaires et les suggestions des services de garde

Le service à la clientèle demeure disponible pour offrir le soutien et l'accompagnement nécessaire aux personnes qui en ont besoin.

Le sondage post-appel mené auprès de la clientèle à la suite de leur interaction avec un agent fait état d'un taux de satisfaction de 81 % pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

ANNEXE A – RÉPARTITION DES ENFANTS ÂGÉS DE 0 À 4 ANS QUI FRÉQUENTAIENT OU NON UN SGEE, AU 31 MAI 2025

Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans, selon qu'ils reçoivent ou non des services de garde éducatifs (SGEE), au 31 mai 2025												
Type de services éducatifs	**Moins de 1 an**		**1 an**		**2 ans**		**3 ans**		**4 ans**		**TOTAL 0-4 ans**	
	Nombre	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
En SGEE reconnus ou au préscolaire	**32 532**	**42,5**	**56 918**	**72,7**	**66 448**	**82,0**	**70 605**	**80,7**	**76 896**	**87,9**	**303 400**	**73,9**
En service de garde éducatif à l'enfance	**32 532**	**42,5**	**56 918**	**72,7**	**66 448**	**82,0**	**70 605**	**80,7**	**57 111**	**65,3**	**283 615**	**69,0**
Milieu familial reconnu	12 208	15,9	15 563	19,9	16 169	20,0	15 071	17,2	8 291	9,5	67 302	16,4
Centre de la petite enfance	7 946	10,4	18 556	23,7	23 651	29,2	27 488	31,4	26 725	30,6	104 365	25,4
Garderie subventionnée	5 949	7,8	12 760	16,3	15 703	19,4	17 038	19,5	14 166	16,2	65 616	16,0
Garderie non subventionnée	6 429	8,4	10 039	12,8	10 926	13,5	11 009	12,6	7 929	9,1	46 332	11,3
Au préscolaire 4 ans									**19 785**	**22,6**	**19 785**	**4,8**
Maternelle 4 ans à demi-temps									303	0,3	303	0,1
Maternelle 4 ans à temps plein									19 482	22,3	19 482	4,7
Hors SGEE reconnus et hors préscolaire 4 ans	**44 072**	**57,5**	**21 336**	**27,3**	**14 548**	**18,0**	**16 849**	**19,3**	**10 545**	**12,1**	**107 349**	**26,1**
Ensemble des enfants (0-4 ans) en 2025	**76 604**	**100,0**	**78 254**	**100,0**	**80 996**	**100,0**	**87 454**	**100,0**	**87 441**	**100,0**	**410 749**	**100,0**

Sources :

- Ministère de la Famille, modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance, données au 31 mai 2025.
- Ministère de l'Éducation, données sur le préscolaire 4 ans en 2024-2025, données provisoires non-officielles du bilan 2.
- Institut de la statistique du Québec, projections démographiques au 1er juillet 2025.

Note : Excluant les SGEE autochtones sous entente de délégation de pouvoir.

ANNEXE B – PORTRAIT DU RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (SGEE) EN 2025-2026, AU 31 JANVIER 2026

TABLEAU 1 : PORTRAIT DU RÉSEAU EN INSTALLATION (PLACES AU NET)

RÉGION	CPE			GS			GNS			TOTAL INSTALLATIONS		
	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL
1 Bas-Saint-Laurent	515	2 330	2 845	25	118	143	30	128	158	570	2 576	**3 146**
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	613	3 067	3 680	295	788	1 083	200	991	1 191	1 108	4 846	**5 954**
3 Capitale-Nationale	1 362	8 722	10 084	976	5 053	6 029	1 151	4 960	6 111	3 489	18 735	**22 224**
4 Mauricie	715	3 296	4 011	105	496	601	90	532	622	910	4 324	**5 234**
5 Estrie	1 060	5 911	6 971	329	1 827	2 156	110	1 109	1 219	1 499	8 847	**10 346**
6 Montréal	3 282	22 467	25 749	2 980	20 113	23 093	3 515	17 327	20 842	9 777	59 907	**69 684**
7 Outaouais	870	4 594	5 464	687	3 013	3 700	329	1 672	2 001	1 886	9 279	**11 165**
8 Abitibi-Témiscamingue	451	2 188	2 639	20	108	128	0	0	0	471	2 296	**2 767**
9 Côte-Nord	269	1 514	1 783	4	21	25	0	0	0	273	1 535	**1 808**
10 Nord-du-Québec	412	2 151	2 563	5	8	13	5	10	15	422	2 169	**2 591**
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	250	1 097	1 347	5	16	21	0	0	0	255	1 113	**1 368**
12 Chaudière-Appalaches	1 129	5 428	6 557	314	1 317	1 631	281	1 526	1 807	1 724	8 271	**9 995**
13 Laval	562	3 546	4 108	554	4 069	4 623	862	4 248	5 110	1 978	11 863	**13 841**
14 Lanaudière	961	5 153	6 114	863	4 064	4 927	494	2 240	2 734	2 318	11 457	**13 775**
15 Laurentides	994	6 032	7 026	906	4 372	5 278	670	3 641	4 311	2 570	14 045	**16 615**
16 Montérégie	2 679	15 195	17 874	2 268	11 800	14 068	1 786	9 032	10 818	6 733	36 027	**42 760**
17 Centre-du-Québec	574	2 905	3 479	305	1 363	1 668	80	542	622	959	4 810	**5 769**
TOTAL	**16 698**	**95 596**	**112 294**	**10 641**	**58 546**	**69 187**	**9 603**	**47 958**	**57 561**	**36 942**	**202 100**	**239 042**

Source : Fichtot Composantes au 31 janvier 2026

TABLEAU 2 : PORTRAIT DES MISES SOUS PERMIS (PLACES AU BRUT)												
RÉGION	**CPE**			**GS**			**GNS**			**TOTAL INSTALLATIONS**		
	-18mois	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**
1 Bas-Saint-Laurent	25	88	113	0	0	0	0	0	0	25	88	**113**
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	5	34	39	0	0	0	0	0	0	5	34	**39**
3 Capitale-Nationale	15	106	121	10	59	69	30	55	85	55	220	**275**
4 Mauricie	35	120	155	10	0	10	0	0	0	45	120	**165**
5 Estrie	80	198	278	15	65	80	0	20	20	95	283	**378**
6 Montréal	0	0	0	10	34	44	5	31	36	15	65	**80**
7 Outaouais	36	160	196	55	219	274	0	0	0	91	379	**470**
8 Abitibi-Témiscamingue	27	91	118	0	0	0	0	0	0	27	91	**118**
9 Côte-Nord	5	17	22	4	21	25	0	0	0	9	38	**47**
10 Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
12 Chaudière-Appalaches	55	170	225	0	0	0	0	0	0	55	170	**225**
13 Laval	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
14 Lanaudière	30	98	128	10	1	11	15	70	85	55	169	**224**
15 Laurentides	40	134	174	65	243	308	20	80	100	125	457	**582**
16 Montérégie	75	213	288	100	346	446	16	51	67	191	610	**801**
17 Centre-du-Québec	45	59	104	10	0	10	0	0	0	55	59	**114**
TOTAL	**473**	**1 488**	**1 961**	**289**	**988**	**1 277**	**86**	**307**	**393**	**848**	**2 783**	**3 631**

Source : Liste Internet places mises sous permis et BD (Master) places poupons au 31 janvier 2026

Annexe C - DONNÉES SUR LE PERSONNEL DANS LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (SGEE), au 31 janvier 2026

TABLEAU 1 - NOMBRE D'ETC, MASSE SALARIALE ET RÉMUNÉRATION MOYENNE EN 2024-2025

		Nombre d'ETC							Masse salariale pour 2024-2025 (en dollars $)					Rémunération moyenne en 2024-2025 (en dollars $)			
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE-BC-GS-GNS****	CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE-BC-GS**	CPE	BC	GS	**Total CPE-BC-GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 948		15 948	5 981	21 929	5 672	36 952	813 179 760		813 179 760	290 691 611	1 103 871 371	50 991		48 599	50 339
	Éducatrice non qualifiée	5 117		5 117	4 234	9 351			188 464 196		188 464 196	153 383 929	341 848 125	36 830		36 227	36 557
	Total personnel éducateur	**21 065**		**21 065**	**10 215**	**31 280**			**1 001 643 956**		**1 001 643 956**	**444 075 540**	**1 445 719 496**	**47 551**		**43 471**	**46 219**
Autres	Éducatrice spécialisée	660		660	139	799			31 615 758		31 615 758	6 467 872	38 083 630	47 874		46 543	47 642
	Aide-éducatrice	216		216	361	577			8 057 533		8 057 533	13 343 192	21 400 725	37 384		36 932	37 101
	Agente de conformité		175	175		175				9 497 434	9 497 434		9 497 434		54 290		54 290
	Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 179		1 179	466	1 646			53 615 917		53 615 917	19 848 802	73 464 719	45 470		42 560	44 645
	Préposée	425	1	427	168	594			14 937 049	48 675	14 985 724	6 736 741	21 722 465	35 120	36 006	40 145	36 540
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	300	209	509	28	537			17 441 415	12 200 070	29 641 485	1 494 344	31 135 829	58 186	58 339	53 298	57 990
	Total autres	**2 780**	**385**	**3 166**	**1 162**	**4 328**			**125 667 672**	**21 746 179**	**147 413 851**	**47 890 951**	**195 304 802**	**45 202**	**56 423**	**41 197**	**45 125**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	251	75	325	101	426			13 295 795	3 924 146	17 219 941	5 250 592	22 470 533	53 040	52 642	51 950	52 712
	Commis comptable ou secrétaire comptable	67	51	118	27	144			2 926 460	2 261 113	5 187 573	1 449 917	6 637 490	43 705	44 420	54 620	45 963
	Secrétaire-réceptionniste	35	8	43	7	50			1 468 595	318 369	1 786 964	305 773	2 092 737	42 077	39 137	43 290	41 770
	Total personnel de soutien administratif	**353**	**134**	**486**	**135**	**621**			**17 690 850**	**6 503 628**	**24 194 478**	**7 006 282**	**31 200 760**	**50 181**	**48 686**	**52 022**	**50 259**
Personnel de gestion	Directrice générale	729	81	811	629	1 439			72 808 016	8 105 535	80 913 551	42 338 890	123 252 441	99 809	99 644	67 357	85 628
	Directrice adjointe - volet administration	156	33	190	225	414			11 051 628	1 943 224	12 994 852	12 538 000	25 532 852	70 760	58 303	55 829	61 660
	Directrice adjointe dans un BC		75	75		75				5 091 919	5 091 919		5 091 919		68 237		68 237
	Directrice adjointe en installation	905		905	167	1 072			65 584 810		65 584 810	9 085 826	74 670 636	72 437		54 405	69 629
	Total personnel de gestion	**1 791**	**189**	**1 980**	**1 020**	**3 001**			**149 444 454**	**15 140 678**	**164 585 132**	**63 962 716**	**228 547 848**	**83 439**	**79 985**	**62 699**	**76 170**
	Grand total	**25 988**	**708**	**26 697**	**12 533**	**39 229**		**44 901**	**1 294 446 932**	**43 390 485**	**1 337 837 417**	**562 935 489**	**1 900 772 906**	**49 809**	**61 261**	**44 917**	**48 453**

Source: Rapport financier 2024-2025 - Données en ETC
ETC (Équivalent temps complet). 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
Masse salariale : correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite

*Estimation à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 31 janvier 2026 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

**À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

TABLEAU 2 - NOMBRE DE GESTIONNAIRES, D'ÉDUCATRICES ET D'AUTRES EMPLOYÉS, PAR TYPE DE SGEE, EN INDIVIDUS, EN 2024-2025

Région administrative	CPE et CPE-BC			BC			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés
1 - Bas-Saint-Laurent	52	650	163	-	-	-	2	32	2	5	22	-	59	704	165
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	79	963	145	-	-	-	21	215	39	26	169	16	126	1 347	200
3 - Capitale-Nationale	219	2 360	440	4	-	19	153	1 185	170	145	984	71	521	4 529	700
4 - Mauricie	84	982	150	-	-	-	18	118	20	17	88	11	119	1 188	181
5 - Estrie	175	1 762	283	-	-	-	54	484	63	35	192	20	264	2 438	366
6 - Montréal	533	5 304	751	6	-	21	514	3 712	498	494	2 242	246	1 547	11 258	1 516
7 - Outaouais	128	1 248	194	-	-	-	67	595	98	43	204	31	238	2 047	323
8 - Abitibi-Témiscamingue	53	596	96	-	-	-	2	21	3	-	-	-	55	617	99
9 - Côte-Nord	46	395	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46	395	93
10 - Nord-du-Québec	19	254	61	1	-	-	-	-	-	-	1	-	20	255	61
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	29	342	70	-	-	-	1	4	1	-	-	-	30	346	71
12 - Chaudière-Appalaches	117	1 626	303	6	-	17	42	330	37	42	274	27	207	2 230	384
13 - Laval	91	935	146	-	-	-	110	791	132	117	654	66	318	2 380	344
14 - Lanaudière	109	1 340	221	-	-	-	106	953	119	58	400	38	273	2 693	378
15 - Laurentides	153	1 606	256	-	-	-	100	934	100	122	632	65	375	3 172	421
16 - Montérégie	391	4 121	588	-	-	-	303	2 309	215	299	1 591	143	993	8 021	946
17 - Centre-du-Québec	66	862	184	-	-	-	43	341	52	13	117	17	122	1 320	253
Sous-total	**2 344**	**25 346**	**4 144**	**17**	**-**	**57**	**1 536**	**12 024**	**1 549**	**1 416**	**7 570**	**751**	**5 313**	**44 940**	**6 501**
Grand Total			**31 834**			**74**			**15 109**			**9 737**			**56 754**

Source : Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2024-2025 - Données en individus

Ces données ne sont pas publiées dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec en 2024-2025

TABLEAU 3 - PERSONNEL ÉDUCATEUR EN 2024-2025 (EN NOMBRE DE POSTES)				
Région administrative	**CPE**	**GS**	**GNS**	**Total**
1 - Bas-Saint-Laurent	599	24	15	638
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	880	237	200	1 317
3 - Capitale-Nationale	2088	1160	1057	4 305
4 - Mauricie	876	102	98	1 076
5 - Estrie	1411	443	211	2 065
6 - Montréal	5100	3851	2862	11 813
7 - Outaouais	1155	591	298	2 044
8 - Abitibi-Témiscamingue	647	29	0	676
9 - Côte-Nord	407	0	0	407
10 - Nord-du-Québec	383	0	0	384
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	312	4	0	316
12 - Chaudière-Appalaches	1422	341	339	2 102
13 - Laval	895	838	737	2 470
14 - Lanaudière	1132	937	450	2 519
15 - Laurentides	1514	972	730	3 216
16 - Montérégie	3809	2397	1818	8 024
17 - Centre-du-Québec	761	336	110	1 207
Grand Total - Régional	23 391	12 262	8 925	44 579
Donnée provinciale*	**23 391**	**12 260**	**8 926**	**44 577**

Source : Collectes de données sur la main-d'œuvre des SGEE 2024-2025 – Données en postes

Poste : correspond au nombre total de postes dont le SGEE a besoin pour faire fonctionner le SGEE. Il s'agit de poste occupé par des personnes déjà en emploi dans le SGEE ainsi que de poste vacant ou à créer. Un poste peut être à temps plein ou temps partiel, occasionnel ou permanent.

Ces données ne sont pas publiées dans le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance 2024-2025

*Les données ont été pondérées selon le type d'établissement et la région administrative afin de refléter un taux de participation de 100 %. Des écarts peuvent être consatés entre les sommes des données régionales et les données provinciales en raison des arrondis lors des calculs.

TABLEAU 4 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR (EN ETC), EN 2024-2025							
	CPE		GS		Total CPE-GS		GNS*
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur total (estimation)
1 - Bas-Saint-Laurent	336	105	5	14	341	119	
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	591	211	112	68	704	280	
3 - Capitale-Nationale	1 447	518	492	497	1 940	1 015	
4 - Mauricie	554	257	42	22	595	280	
5 - Estrie	1 103	385	191	167	1 295	552	
6 - Montréal	3 611	1 033	2 159	1 318	5 770	2 351	
7 - Outaouais	712	440	229	249	940	689	
8 - Abitibi-Témiscamingue	274	161	5	10	280	171	
9 - Côte-Nord	159	72	-	-	159	72	
10 - Nord-du-Québec	25	25	-	-	25	25	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	45	28	1	2	46	31	
12 - Chaudière-Appalaches	1 062	338	156	131	1 218	469	
13 - Laval	674	122	466	232	1 140	354	
14 - Lanaudière	945	203	422	253	1 367	456	
15 - Laurentides	1 054	239	451	346	1 505	585	
16 - Montérégie	2 793	816	1 101	838	3 894	1 653	
17 - Centre-du-Québec	562	164	149	86	710	250	
Total	**15 948**	**5 117**	**5 981**	**4 234**	**21 929**	**9 351**	**5 672**

Source: Rapport financier annuel 2024-2025 - Données en équivalent temps complet (ETC)

*Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 31 janvier 2026 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %

ETC (Équivalent temps complet). 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion

Étude des crédits 2026-2027
Ministère de la Famille

TABLEAU 5 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR ET NOMBRE D'INSTALLATIONS AYANT RESPECTÉ LE RATIO DE QUALIFICATION EN 2024-2025

Nombre en individus, du personnel éducateur à l'emploi du SGEE au 31 mars 2025 ainsi que la proportion de qualification sur le nombre total au 31 mars 2025, par région administrative.

Nombre d'installations ayant respecté ou non le ratio de qualification qui s'appliquait à leur situation au cours de la période du 24 au 30 mars 2025, par région administrative.

	CPE					GS					GNS					Total CPE + GS + GNS					
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Proportion qui ne respecte pas les exigences de ratio
1 - Bas-Saint-Laurent	443	68%	207	51	2	5	16%	27	1	2	8	36%	14	3	-	456	65%	248	55	4	7%
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	653	68%	310	67	2	121	56%	94	15	-	80	47%	89	17	2	854	63%	493	99	4	4%
3 - Capitale-Nationale	1 644	70%	716	152	5	570	48%	615	76	14	368	37%	616	69	30	2 582	57%	1 947	297	49	14%
4 - Mauricie	628	64%	354	65	2	68	58%	50	8	1	40	45%	48	8	2	736	62%	452	81	5	6%
5 - Estrie	1 201	68%	561	109	4	232	48%	252	25	3	103	54%	89	22	2	1 536	63%	902	156	9	5%
6 - Montréal	3 943	74%	1 361	374	4	2 269	61%	1 443	333	9	1 054	47%	1 188	331	32	7 266	65%	3 992	1 038	45	4%
7 - Outaouais	711	57%	537	76	8	277	47%	318	43	5	87	43%	117	26	6	1 075	53%	972	145	19	12%
8 - Abitibi-Témiscamingue	342	57%	254	35	6	7	33%	14	2	-	-	-	-	-	-	349	57%	268	37	6	14%
9 - Côte-Nord	234	59%	161	32	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	234	59%	161	32	4	11%
10 - Nord-du-Québec	150	59%	104	14	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	150	59%	105	15	2	12%
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	211	62%	131	28	1	2	50%	2	1	-	-	-	-	-	-	213	62%	133	29	1	3%
12 - Chaudière-Appalaches	1 136	70%	490	107	3	162	49%	168	24	1	134	49%	140	22	6	1 432	64%	798	153	10	6%
13 - Laval	767	82%	168	62	-	528	67%	263	62	4	285	44%	369	66	13	1 580	66%	800	190	17	8%
14 - Lanaudière	1 052	79%	288	82	1	554	58%	399	61	4	192	48%	208	37	3	1 798	67%	895	180	8	4%
15 - Laurentides	1 224	76%	382	97	-	517	55%	417	58	3	299	47%	333	59	10	2 040	64%	1 132	214	13	6%
16 - Montérégie	2 998	73%	1 123	261	4	1 243	54%	1 066	166	12	720	45%	871	147	22	4 961	62%	3 060	574	38	6%
17 - Centre-du-Québec	593	69%	269	58	2	194	57%	147	25	1	46	39%	71	9	-	833	63%	487	92	3	3%
Total	**17 930**	**71%**	**7 416**	**1 670**	**50**	**6 749**	**56%**	**5 275**	**900**	**59**	**3 416**	**45%**	**4 154**	**817**	**128**	**28 095**	**63%**	**16 845**	**3 387**	**237**	**7%**

Source : Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2024-2025 - Données en individus

Ces données ne sont pas publiées dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec en 2024-2025

Information sur le ratio de qualification: Article 23 du RSGEE: un ratio de qualification de 2 sur 3 (lorsque 3 employés et plus sur place). L'application en 2024-2025 est de 1 sur 2 jusqu'au 31 mars 2027.

Article 23.1 du RSGEE :Quatre exceptions à cette règle sont possibles dans les cas suivants (un ratio minimal de 1 sur 3 doit être respecté) : le permis initial est délivré depuis moins de 5 ans OU le permis a été modifié depuis moins de 5 ans pour augmenter, de 8 ou plus, le nombre maximum d'enfants pouvant être reçu OU il s'agit d'un permis de garderie et une première entente de subvention a été conclue avec le Ministère après le 31 octobre 2023, mais depuis moins de 5 ans OU lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévues à la plage horaire de la garderie.

TABLEAU 6 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR (EN POSTES), EN 2024-2025																				
	CPE					GS					GNS					Total CPE-GS-GNS				
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur
1 - Bas-Saint-Laurent	502	84%	97	16%	599	11	46%	13	54%	24	9	60%	6	40%	15	522	82%	116	18%	638
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	678	77%	202	23%	880	137	58%	100	42%	237	95	48%	105	53%	200	910	69%	407	31%	1 317
3 - Capitale-Nationale	1 621	78%	467	22%	2 088	610	53%	550	47%	1 160	471	45%	586	55%	1 057	2 702	63%	1 603	37%	4 305
4 - Mauricie	666	76%	210	24%	876	67	66%	35	34%	102	48	49%	50	51%	98	781	73%	295	27%	1 076
5 - Estrie	1 121	79%	290	21%	1 411	230	52%	213	48%	443	114	54%	97	46%	211	1 465	71%	600	29%	2 065
6 - Montréal	4 053	79%	1 047	21%	5 100	2 391	62%	1 460	38%	3 851	1 369	48%	1 493	52%	2 862	7 813	66%	4 000	34%	11 813
7 - Outaouais	785	68%	370	32%	1 155	280	47%	311	53%	591	149	50%	149	50%	298	1 214	59%	830	41%	2 044
8 - Abitibi-Témiscamingue	416	64%	231	36%	647	14	48%	15	52%	29						430	64%	246	36%	676
9 - Côte-Nord	250	61%	157	39%	407											250	61%	157	39%	407
10 - Nord-du-Québec	203	53%	180	47%	383											203	53%	181	47%	383
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	222	71%	90	29%	312	2	50%	2	50%	4						224	71%	92	29%	316
12 - Chaudière-Appalaches	1 177	83%	245	17%	1 422	192	56%	149	44%	341	176	52%	163	48%	339	1 545	74%	557	26%	2 102
13 - Laval	772	86%	123	14%	895	546	65%	292	35%	838	338	46%	399	54%	737	1 656	67%	814	33%	2 470
14 - Lanaudière	974	86%	158	14%	1 132	544	58%	393	42%	937	233	52%	217	48%	450	1 751	70%	768	30%	2 519
15 - Laurentides	1 271	84%	243	16%	1 514	559	58%	413	42%	972	358	49%	372	51%	730	2 188	68%	1 028	32%	3 216
16 - Montérégie	3 087	81%	722	19%	3 809	1 344	56%	1 053	44%	2 397	850	47%	968	53%	1 818	5 281	66%	2 743	34%	8 024
17 - Centre-du-Québec	610	80%	151	20%	761	202	60%	134	40%	336	44	40%	66	60%	110	856	71%	351	29%	1 207
Grand Total - Régional	**18 408**	**79%**	**4 983**	**21%**	**23 391**	**7 129**	**58%**	**5 133**	**42%**	**12 262**	**4 254**	**48%**	**4 671**	**52%**	**8 925**	**29 791**	**67%**	**14 788**	**33%**	**44 578**
Donnée provinciale*	**18 408**	**79%**	**4 983**	**21%**	**23 391**	**7 128**	**58%**	**5 132**	**42%**	**12 260**	**4 254**	**48%**	**4 672**	**52%**	**8 926**	**29 790**	**67%**	**14 787**	**33%**	**44 577**

Source : Collectes de données sur la main-d'œuvre des SGEE 2024-2025 – Données en postes

Poste : correspond au nombre total de postes dont le SGEE a besoin pour faire fonctionner le SGEE. Il s'agit de poste occupé par des personnes déjà en emploi dans le SGEE ainsi que de poste vacant ou à créer. Un poste peut être à temps plein ou temps partiel, occasionnel ou permanent.

Ces données ne sont pas publiées dans le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance 2024-2025. Seulement les données provinciales.

*Les données ont été pondérées selon le type d'établissement et la région administrative afin de refléter un taux de participation de 100 %. Des écarts peuvent être consatés entre les sommes des données régionales et les données provinciales en raison des arrondis lors des calculs.

ANNEXE D – DONNÉES SUR LA MESURE EXCEPTIONNELLE DE SOUTIEN À L'INTÉGRATION EN SERVICE DE GARDE (MES), 2025-2026

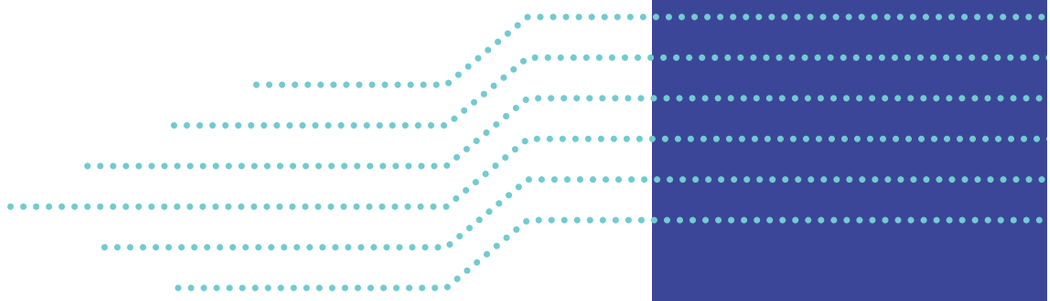
Nombre de demandes MES, nombre d'enfants ayant reçu la MES, sommes versées, heures demandées, heures accordées et jours octroyés, en 2025-2026, selon la région administrative (1er septembre 2025 au 31 janvier 2026)

Région administrative		Demandes reçues	Demandes acceptées / Enfants ayant reçu la MES*				Demandes refusées	Sommes versées	Heures demandées	Heures accordées	Jours octroyés
			CPE	RSGE	GS	Total					
1.	Bas-Saint-Laurent	43	39	3	0	42	1	988 489 $	45 126	31 851	10 608
2.	Saguenay – Lac-Saint-Jean	29	21	1	5	27	2	705 079 $	33 563	21 837	6 275
3.	Capitale-Nationale	170	117	2	32	151	19	3 187 558 $	193 486	115 701	38 814
4.	Mauricie	56	52	2	0	54	2	1 514 920 $	72 327	47 454	13 658
5.	Estrie	136	82	2	45	129	7	3 146 981 $	185 884	101 327	33 097
6.	Montréal	462	230	32	165	427	35	10 666 009 $	572 759	349 731	108 578
7.	Outaouais	87	56	3	22	81	6	2 067 463 $	109 651	64 620	20 695
8.	Abitibi-Témiscamingue**	19	18	1	0	19	0	645 939 $	25 415	19 785	4 482
9.	Côte-Nord**										
10.	Nord-du-Québec**										
11.	Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine**										
12.	Chaudière-Appalaches	66	49	0	4	53	13	1 450 744 $	81 492	38 783	13 966
13.	Laval	101	52	1	46	99	2	3 054 078 $	132 149	95 238	25 642
14.	Lanaudière	77	41	4	26	71	6	1 773 206 $	98 877	59 048	18 283
15.	Laurentides	68	40	1	21	62	6	1 732 036 $	95 082	56 882	15 791
16.	Montérégie	277	200	12	49	261	16	6 835 386 $	366 640	226 050	66 845
17.	Centre-du-Québec	59	40	0	15	55	4	1 367 944 $	69 567	43 625	12 584
Total		**1 650**	**1 037**	**64**	**430**	**1 531**	**119**	**39 135 832 $**	**2 082 018**	**1 271 932**	**389 318**

Note : Les données sur la clientèle couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre) et les données financières couvrent la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

* Comme chaque demande ne concerne qu'un seul enfant, le nombre de demandes acceptées correspond au nombre d'enfants ayant reçu la MES.

** Les données de ces régions sont cumulées, car la donnée par région pourrait permettre d'identifier les enfants concernés (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).



Famille Québec